



Nathalie Przygodzki-Lionet

Psychologie et Justice

De l'enquête au jugement

DUNOD

Psychologie et Justice

Tout le catalogue sur
www.dunod.com



ÉDITEUR DE SAVOIRS

P S Y C H O S U P

Psychologie et Justice
De l'enquête au jugement

Nathalie Przygodzki-Lionet

Préface de Hubert Van Gijseghem
Postface de Jean Pradel

DUNOD

Illustration de couverture :
Franco Novati

<p>Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.</p> <p>Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements</p>	<p>d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.</p> <p>Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).</p>
--	--

DANGER



**LE PHOTOCOPIAGE
TUE LE LIVRE**

Dunod, Paris, 2012
ISBN 978-2-10-058873-2

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2^e et 3^e a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

PRÉFACE	IX
AVANT-PROPOS	XI
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1	DE LA COMMISSION DE L'INFRACTION À L'IDENTIFICATION DE L'AUTEUR : LES APPORTS DE LA PSYCHOLOGIE AU TRAVAIL DES ENQUÊTEURS
	9
1. De la victimisation au déclenchement de l'action publique	12
1.1 L'accompagnement psychologique proposé par les associations d'aide aux victimes	12
1.2 L'implantation des psychologues dans les commissariats de police	13
2. Les auditions des témoins et des victimes	14
2.1 L'« entretien cognitif » (EC) comme protocole d'audition	14
2.2 L'évaluation des dépositions	18
3. La question récurrente de la détection du mensonge	23
3.1 L'analyse de la communication	24
3.2 L'analyse des réactions physiologiques et neurologiques	25
4. L'identification de l'auteur de l'infraction	27
4.1 La description de l'infracteur	27
4.2 La construction des parades d'identification	28
4.3 La réalisation des portraits-robots	29
5. L'utilisation controversée du « profilage criminel »	31
5.1 La procédure d'élaboration d'un profil	31
5.2 Les limites actuelles	32
CHAPITRE 2	DE L'INTERPELLATION AU JUGEMENT : LES APPORTS DE LA PSYCHOLOGIE À L'ÉLABORATION ET À LA COMPRÉHENSION DE LA DÉCISION JUDICIAIRE
	37

1. De l'arrestation au procès	40
1.1 Des alternatives au procès	40
1.2 Les mesures d'investigation et d'évaluation psycho-légales	42
1.3 Les procédures de sélection des jurys	44
1.4 Les effets de la médiatisation des affaires judiciaires	46
2. L'audience : les facteurs d'influence des jugements individuels	49
2.1 Les caractéristiques personnelles des juges	49
2.2 Les caractéristiques personnelles de l'accusé/prévenu	50
2.3 L'exposition des faits	52
2.4 Les dépositions des témoins	53
2.5 Les rapports d'expertise	54
2.6 La victime	56
2.7 Les plaidoiries des avocats et les réquisitions du procureur	57
3. La délibération/le délibéré : les facteurs d'influence des jugements collectifs	59
3.1 Les étapes de la discussion	59
3.2 Pour le procès d'assises	60
3.3 Pour le procès correctionnel	62
4. L'après-procès	63
4.1 Le soutien psychologique aux jurés d'assises	63
4.2 Le sentiment de justice chez les justiciables	64
CHAPITRE 3	DU JUGEMENT À SON EXÉCUTION : LES APPORTS DE LA PSYCHOLOGIE AUX CONDAMNÉS ET AUX PROFESSIONNELS CHARGÉS DE LES ENCADRER
	67
1. La question fondamentale du sens de la sanction	70
1.1 Les difficultés de compréhension	70
1.2 Le rôle des travailleurs sociaux et des psychologues	71
2. Les problèmes médico-psychosociaux des personnes condamnées	72
2.1 Une triple fragilité : sociale, physique et psychologique	73
2.2 Une fragilité potentiellement accentuée par la « carcéralité »	74

3. L'importance du dispositif sanitaire en milieu pénitentiaire	77
3.1 Des constats aux réformes	77
3.2 La prise en charge psychologique	78
4. Les programmes d'éducation et de prévention destinés aux auteurs d'infraction	83
4.1 De l'éducation à la santé à l'éducation socio-morale	83
4.2 La prévention de la récidive : de la responsabilité à la responsabilisation	86
5. Les difficultés professionnelles et l'aide psychologique proposée au personnel	88
5.1 Les conflits intergroupes : catégorisation et stratégies identitaires	88
5.2 Manifestations symptomatiques et soutien psychologique	91
CONCLUSION	95
POSTFACE	103
BIBLIOGRAPHIE	105
INDEX DES NOTIONS	119

Préface¹

Depuis quelques décennies, la Justice et la Psychologie sont engagées dans une valse dont on ne connaît pas toujours la mélodie ni le rythme. Dans le but d'apprécier adéquatement une preuve, la Justice a dû requérir l'assistance de professionnels qui détiennent un savoir étranger à ses compétences. Touchés par une telle sollicitation, certains de ces professionnels ont pu, à tort ou à raison, se croire amplement équipés pour assurer l'apport complémentaire demandé. Quoi qu'on en pense, la valse s'est amorcée sans trop d'harmonie puisque, dans le cas de la Psychologie du moins, la Justice ne cerne pas exactement ce qu'elle peut ou non lui demander. Pire encore, elle a investi le psychologue de *sapiteur*, de « sachant », ce que ce dernier ne devrait jamais prétendre être. Même s'il a souvent joué le jeu, le psychologue, de son côté, ne sait souvent pas exactement en quoi sa discipline peut contribuer au travail de la Justice, ce qui le conduit fréquemment à confondre *la réalité psychologique* qui relève de son domaine avec *la réalité factuelle ou historique* qui relève de celui de la Justice. L'imbroglio persiste d'autant plus chez les deux professions que chacune y trouve son compte pour l'instant. Cependant, il n'a pas moins donné lieu à de néfastes dérapages.

L'ouvrage de Nathalie Przygodzki-Lionet survient à point nommé pour donner à la valse un nom, un rythme et des mélodies. Sans doute deviendra-t-il indispensable pour baliser la collaboration entre deux paradigmes si longtemps maintenus à distance.

1. Par Hubert Van Gijseghe, Ph.D., psychologue, expert psycho-légal, professeur honoraire de psychologie, Université de Montréal (Canada).

Avant-propos

La justice, en tant que valeur comme en tant qu'institution, est de plus en plus évoquée et sollicitée dans notre société, comme le révèlent quotidiennement les médias de l'information et du divertissement. Toutefois, si ceux-ci nous montrent fréquemment la police et la justice collaborer avec divers « experts » en psycho-criminologie, qu'en est-il des apports réels de la psychologie au domaine de la justice ?

Alors que la psychologie légale constitue une spécialisation transdisciplinaire relativement ancienne et particulièrement dynamique, son existence en tant que discipline scientifique à part entière est largement méconnue en France, et ce de la plupart des psychologues eux-mêmes. On constate en effet que ce champ de la psychologie appliquée à la justice est majoritairement investi, tant sur le terrain qu'au niveau de la recherche, par la clinique. Ainsi, la quasi-totalité des ouvrages publiés en français jusqu'à ce jour concernant les liens entre psychologie et justice ou se référant à la psycho-criminologie relèvent d'une analyse exclusivement clinique et/ou psychopathologique, les auteurs étant psychologues cliniciens et/ou psychiatres. Or, comme le montrent les nombreux travaux anglo-saxons parus depuis plusieurs décennies déjà en psychologie légale, toutes les spécialités de la psychologie (clinique et pathologique bien sûr mais aussi sociale, développementale, cognitive, organisationnelle etc.) sont concernées par les problématiques judiciaires et peuvent également contribuer à les résoudre. Par ailleurs, de nombreux écrits, en n'abordant que certaines thématiques très spécifiques (le témoignage oculaire, les expertises médico-psychologiques ou la prison par exemple), ne mettent l'accent que sur l'un des volets de la procédure judiciaire (l'enquête, la décision judiciaire ou l'exécution de la peine).

L'objectif et l'originalité de cet ouvrage sont donc d'élargir le champ de la psychologie appliquée à la justice, en soulignant les apports théoriques et pratiques, actuels et potentiels, des différentes approches psychologiques au domaine judiciaire, et ce pour chacune des étapes de la procédure. Il importe en effet que les étudiants, les chercheurs et les praticiens, en psychologie et en droit tout particulièrement, prennent conscience que ces diverses approches ne sont pas fondamentalement contradictoires, comme peuvent le penser certains juristes au regard des multiples points de vue développés en psychologie (Lösel, 1992, p. 15), mais sont au contraire tout à fait complémentaires, et par conséquent

nécessaires pour une meilleure appréhension et résolution des questions criminologiques (Köhnken, 1996, p. 258, 280).

Après une partie introductive soulignant l'importance de la loi, du droit et de la justice dans toute société, les liens développés entre le droit et les sciences humaines, et plus spécifiquement entre la justice et la psychologie, l'ouvrage se structure en trois chapitres chronologiques reprenant les trois temps de toute procédure judiciaire (pénale et à certains égards civile).

Ainsi, le premier chapitre porte sur l'enquête consécutive à la commission d'une infraction et dont l'objectif est l'identification de son ou de ses auteur(s). Si les faits sont caractérisés, l'auteur arrêté est renvoyé devant la juridiction compétente pour le juger. Cette phase de jugement, plus communément appelée procès, constitue l'objet du deuxième chapitre. Une fois le jugement prononcé, vient le temps de son exécution : le dernier chapitre aborde les diverses problématiques qui lui sont liées.

Pour chaque phase du processus judiciaire sont présentés les divers apports de la psychologie, à la fois en termes de recherches et de pratiques professionnelles. Ces apports psychologiques sont synthétisés à la fin de chaque chapitre, suivis de quelques conseils de lecture pour un approfondissement des thèmes abordés et enfin repris, en conclusion, afin d'en dessiner les potentiels développements futurs.



INTRODUCTION

Sommaire

1. L'importance de la loi, du droit et de la justice	3
2. Droit et sciences humaines	4
3. Justice et psychologie.....	6

1. L'importance de la loi, du droit et de la justice

Le mot « loi » est l'un des plus polyvalents qui soient. Pour l'acception juridique, la loi est faite *par* les hommes : elle constitue un instrument de réalisation d'une politique, une manière de gouverner. Elle est également faite *pour* les hommes dans la mesure où elle peut être considérée comme un moyen de résoudre les divers conflits humains. Pour ce faire, elle se doit d'être générale (c'est-à-dire applicable et comprise par tous), impersonnelle (puisque'elle s'adresse à l'anonymat de la nature humaine) et permanente (autrement dit caractérisée par une certaine stabilité).

Dans une société de droit, écrit ou coutumier, c'est la loi qui est la principale source du droit, celui-ci pouvant être défini comme l'ensemble des règles de conduite obligatoires qui régissent la vie en société en fonction du bien commun. Cette définition révèle combien, dans le monde occidental notamment, le droit occupe une place de premier plan : il régule la vie sociale et assure la coexistence des libertés. Tout comme le terme « loi », le vocable « droit » recouvre des significations multiples. Depuis l'Antiquité, une distinction existe entre le « droit naturel », transcendant les hommes et renvoyant aux règles fondées sur le juste et l'équité, et le « droit positif », fabriqué par les hommes et effectivement applicable dans une société donnée. De même, on parle de « droit objectif » (ensemble des règles juridiques applicables à tous) et de « droits subjectifs » (prérogatives dont peut se prévaloir un individu, par exemple le droit d'être défendu). Ainsi, le droit est à la fois un singulier et un pluriel : le singulier réfère à la règle générale, le pluriel aux droits individuels, et c'est cet ensemble qui forme le droit. Celui-ci évolue constamment puisqu'il résulte d'un échange continu entre les demandes sociales, les décisions politiques et les droits fondamentaux.

Le droit est l'objet de la justice qui, dans les pays modernes, est une institution publique. Elle est donc administrée, en France, par des agents publics, plus précisément par des magistrats investis d'une autorité juridictionnelle qu'ils exercent en conformité avec la loi. En se référant à la loi et en l'interprétant, les juridictions non seulement font respecter le droit – c'est en quelque sorte la fonction normative de l'administration de la justice – mais contribuent aussi à sa production et à son évolution.

Le changement des mœurs, les bouleversements sociaux et les choix politiques nécessitent que les dispositions légales soient régulièrement réinterprétées, révisées, voire modifiées afin qu'elles restent en adé-

quation avec la société dans laquelle elles s'inscrivent. L'accélération actuelle de ces changements sociopolitiques entraîne une avalanche législative qui suscite une inquiétude chez les juristes et les professionnels de la justice, directement confrontés à ce que Finkelkraut (2006) nomme « la tribunalisation du monde ».

Cette fureur judiciaire qui s'empare de nos sociétés occidentales se traduit surtout par un durcissement des politiques en matière de criminalité, la sécurité devenant la priorité absolue de l'action publique. Cette prévalence des modèles de contrôle du crime est d'abord apparue aux États-Unis : on peut citer à titre d'exemple la célèbre théorie dite de la « vitre cassée », développée dans un article de Wilson et Kelling en 1982, qui a inspiré la politique de lutte contre le crime à New York. On peut observer, en Europe, ce même souci de prévenir la récidive : la « perpétuité réelle » mise en place en Suisse en 2004 et la « rétention de sûreté » instaurée récemment en France (loi n° 2008-174 du 25 février 2008) pour les individus considérés comme « dangereux » en constituent une bonne illustration. Toutes ces mesures sécuritaires suscitent d'importantes polémiques, chez les praticiens et les chercheurs, notamment au regard de la privation de liberté qu'elles engendrent (Céré, 2008 ; Harcourt, 2001 ; Vallotton, 2004).

Le renforcement continu des législations répressives s'accompagne d'un intérêt social croissant pour tout ce qui a trait à la criminalité : la popularité des séries policières télévisées et des magazines de faits divers n'est-elle pas révélatrice de l'attrait général suscité par le crime ? Cet engouement se traduit aujourd'hui par le développement des formations (initiales et continues), des recherches et des pratiques en criminologie (Gassin, 1990) et en victimologie (Cario, 2001).

2. Droit et sciences humaines

L'étude du phénomène criminel (ses causes, ses conséquences et son contrôle) relevant de plusieurs disciplines scientifiques (Pinatel, 1987, 2001), des rapprochements se sont logiquement opérés entre le droit et les sciences de l'homme et de la société, telles que l'anthropologie, la sociologie, la philosophie, l'histoire et la psychologie.

L'approche anthropologique compare les lois et la manière dont elles sont instituées dans différentes sociétés, en tentant de les mettre en relation avec les caractéristiques spécifiques de ces sociétés. Les anthro-

pologues cherchent également à comprendre pourquoi certains crimes sont plus fréquents dans certaines cultures et vont étudier par exemple l'incidence de la fréquence des viols sur d'autres facteurs sociaux et familiaux (Sanday, 1981). À l'inverse, les sociologues tentent d'expliquer les agissements de groupes d'individus dans une société particulière. Ils vont ainsi chercher à répondre à des questions telles que : dans quelle mesure la classe sociale détermine-t-elle les comportements criminels ? Quel lien peut-on établir entre la délinquance et l'immigration en France (Mucchielli, 2003) ? Le développement de gangs résulte-t-il de l'hostilité raciale dans telle zone urbaine ? La sociologie du droit est une branche importante de la sociologie générale qui prend les phénomènes juridiques pour objets d'étude. Le droit n'existant que par la société, les phénomènes juridiques peuvent être considérés comme des phénomènes sociaux.

L'approche philosophique du droit étudie plus spécifiquement la nature de la justice en s'interrogeant par exemple sur les notions d'intentionnalité et de responsabilité (Kenny, 1968). L'Institut des Hautes Études sur la Justice (IHEJ) propose des séminaires de « philosophie du droit » au cours desquels de multiples thématiques sont abordées (« l'équité dans la réparation du préjudice » ou « le droit de ne pas juger face à l'idéal de justice » par exemple). Tout comme l'IHEJ, l'Association Française pour l'Histoire de la Justice (AFHJ), dont l'objet est de mieux faire connaître du grand public l'histoire de la justice, des institutions et des professions judiciaires, organise aussi de nombreuses manifestations culturelles et participe à diverses publications.

La psychologie s'intéresse, quant à elle, à l'individu, celui-ci étant considéré *a priori* comme responsable de ses actes. L'approche psychologique part du postulat que les caractéristiques personnelles (capacités, valeurs, expériences, etc.) de toutes les personnes impliquées dans le système judiciaire (la victime, le policier, l'avocat, l'expert, le juge, le juré, l'accusé, etc.) affectent le fonctionnement de ce dernier. Mais, comme le rappellent à juste titre Wrightsman, Nietzel et Fortune (1998, p. 9), le comportement des justiciables et des professionnels de la police et de la justice ne résulte pas uniquement des qualités internes de chacun mais plutôt de l'interaction de celles-ci avec l'environnement dans lequel ils évoluent. Ainsi, il est possible d'observer un procureur généralement peu sévère requérir une peine très lourde à l'encontre d'un accusé dès lors que l'affaire a fait l'objet d'une forte réprobation sociale et d'une médiatisation importante. De même, un juré convaincu de la culpabilité d'un prévenu peut néanmoins céder à la pression des autres jurés qui proclament avec ardeur son innocence. Ces simples exemples,

qui seront repris et discutés dans le chapitre II, montrent déjà la pertinence d'une analyse psychosociale des problématiques judiciaires, la psychologie sociale se caractérisant précisément par la prise en considération des interactions entre individu et contexte.

3. Justice et psychologie

L'émergence de ce nouveau champ liant psychologie et justice s'est accompagnée de l'apparition de diverses appellations pour le qualifier. Ainsi, dès 1926, Brown parle de « psychologie légale », celle-ci recouvrant à la fois la « psychologie juridique » (Mira y Lopez, 1958) et la « psychologie judiciaire » (Altavilla, 1959) ou « psychologie du judiciaire » (Selosse, 1997). Cette distinction entre psychologie légale, psychologie juridique et psychologie judiciaire est reprise par Haney (1980, p. 170), qui propose de les appeler respectivement « *psychology and law* », « *psychology of law* » et « *psychology in law* ». Alors que la psychologie juridique étudie le rapport que les citoyens entretiennent avec la loi, le droit et la justice (rapport appréhendé par exemple au travers de l'intentionnalité, de la responsabilité ou plus généralement du jugement moral), la psychologie judiciaire s'intéresse aux mécanismes de formation de la décision judiciaire, en analysant les influences, légales et extra-légales, intervenant au cours de la procédure et susceptibles de biaiser les jugements. La « psychologie légale » (Viaux, 2003) renvoie aussi à la « psychologie criminologique » (Gaillard, 2008) – *criminological psychology* (Putwain et Sammons, 2002). Cette « psycho-criminologie » (Blatier, 2010) ou « psychologie criminelle » vise, notamment par l'étude de certains facteurs de risque individuels, familiaux et sociaux (tels que la présence de troubles mentaux, la dilution de l'autorité parentale ou encore l'influence des jeux vidéo), à comprendre puis à expliquer la genèse des comportements violents et criminels. Certains auteurs, tel Blackburn (1996), regroupent psychologie légale et criminologie sous le terme de *forensic psychology*.

Toutes ces expressions sont révélatrices de l'étendue de la « psychologie appliquée à la justice » (Przygodzki-Lionet et Schiaratura, 2007), les applications possibles de la psychologie aux domaines juridique, judiciaire et criminologique étant multiples. La richesse de cette discipline est le fruit de plusieurs décennies déjà de travaux qui ont commencé en Amérique du Nord à partir du milieu des années soixante, puis en Angleterre à la fin des années soixante-dix et en Australie au début des

années quatre-vingt. Ce n'est que plus récemment que ce champ de la psychologie légale est apparu en Europe, tout particulièrement aux Pays-Bas, en Allemagne et en Espagne (pour plus de précision, voir Lösel, Bender et Bleisener, 1992, p. 509-553, ou encore Davies, Lloyd-Bostock, McMurray et Wilson, 1996, p. 579-601). Le développement international de la psychologie légale s'est accompagné d'un élargissement des thématiques étudiées et des méthodologies adoptées. Ainsi, cette discipline, « traditionnellement dominée par la psychiatrie » (Kapardis, 1997, p. 2), s'est peu à peu soustraite à cette ascendance pour s'ouvrir à d'autres approches psychologiques que nous évoquerons dans cet ouvrage.

Le temps nécessaire à la construction puis à la croissance d'une « psychologie légale » s'explique par les nombreuses difficultés inhérentes au rapprochement de deux disciplines fondamentalement différentes, la psychologie et le droit. Celles-ci présentent néanmoins quelques convergences : Carson (1995) indique par exemple que les psychologues comme les juristes s'intéressent prioritairement à l'*individu* et sont directement concernés par l'explication et la prédiction du comportement humain. Crombag (1994) va plus loin en affirmant que le droit, constitué d'un ensemble de règles visant le contrôle du comportement social, pourrait finalement être considéré comme une branche de la psychologie appliquée ! Cette inclusion des sciences juridiques dans le champ psychologique ne suscite pas l'enthousiasme des juristes, Clifford (1995, p. 13) déclarant que le droit et la psychologie divergent notamment au niveau de leurs modèles, de leurs approches et de leurs méthodes. L'une des divergences majeures fréquemment soulignée par les chercheurs et les praticiens concerne les notions de légalité et de moralité (Malle et Nelson, 2003) : ce qui est considéré comme moral n'est pas toujours légal et, inversement, ce qui est autorisé légalement ne l'est pas nécessairement d'un point de vue moral. Cette distinction entre jugement moral et jugement pénal explique le décalage récurrent entre notre besoin fondamental de justice (Taylor, 2006) et la réalité des décisions judiciaires. Ces attentes déçues à l'égard du système judiciaire alimentent de nombreuses critiques dont font l'objet les professionnels de la police et de la justice. Ces critiques, conjuguées à l'effet plutôt démoralisant de la fréquentation permanente du monde de la délinquance et de la criminalité, peuvent expliquer « la perception cynique de la nature humaine adoptée par ces professionnels » (King, 1986, p. 76), leur méfiance et conséquemment leur repli identitaire (Garapon, 2005, p. 7). La méconnaissance et l'incompréhension réciproques entre psychologues et juristes qui résultent de ce communautarisme disciplinaire

constituent un obstacle majeur à toute collaboration. Il importe dès lors de sensibiliser les étudiants, les chercheurs et les praticiens en psychologie et en droit à leurs logiques de recherche et d'action respectives, grâce à des actions d'information et de formation (exemples : Aubusson de Cavarlay, Bourcier et Przygodzki-Lionet, 2004 ; Ginet, Przygodzki et Rainis, 2000 ; Jaffé, 2006 ; Przygodzki-Lionet, 2003 ; 2004 ; 2005*b* ; 2006*b* ; 2008*b* ; 2010 ; 2011*a*) auxquelles participe aussi, à sa manière, le présent ouvrage.

Chapitre 1

DE LA COMMISSION DE L'INFRACTION
À L'IDENTIFICATION DE L'AUTEUR :
LES APPORTS DE LA PSYCHOLOGIE
AU TRAVAIL DES ENQUÊTEURS

Sommaire

1. De la victimisation au déclenchement de l'action publique ..	12
1.1 L'accompagnement psychologique proposé par les associations d'aide aux victimes	12
1.2 L'implantation des psychologues dans les commissariats de police	13
2. Les auditions des témoins et des victimes	14
2.1 L'« entretien cognitif » (EC) comme protocole d'audition	14
2.2 L'évaluation des dépositions.....	18
3. La question récurrente de la détection du mensonge	23
3.1 L'analyse de la communication.....	24
3.2 L'analyse des réactions physiologiques et neurologiques.....	25
4. L'identification de l'auteur de l'infraction	27
4.1 La description de l'infracteur	27
4.2 La construction des parades d'identification	28
4.3 La réalisation des portraits-robots.....	29
5. L'utilisation controversée du « profilage criminel »	31
5.1 La procédure d'élaboration d'un profil.....	31
5.2 Les limites actuelles.....	32
Pour aller plus loin.....	35

L'intérêt des forces de l'ordre pour les sciences humaines, et plus particulièrement pour la psychologie, existe depuis longtemps mais a évolué significativement ces dernières années, une circulaire récente (n° 53 du 31 janvier 2011) du ministère de l'Intérieur fixant précisément les modalités d'exercice des fonctions de psychologue de la Police nationale. Il importe d'emblée de signaler que les psychologues de la police n'interviennent pas uniquement dans le cadre d'enquêtes judiciaires, leurs missions étant bien plus variées.

Ainsi, ils participent régulièrement, et ce depuis plus de vingt ans, aux commissions de recrutement des personnels de police : sont alors sollicités leurs compétences pour mener un entretien d'évaluation, choisir des tests valides et les utiliser de manière pertinente. En amont des recrutements, ils collaborent à la définition des critères de sélection et à l'établissement de profils de poste en liaison avec les services concernés. En aval, ils participent au suivi ainsi qu'à l'évaluation des élèves et des stagiaires. Ils contribuent aussi depuis de nombreuses années à la formation, initiale et continue, des policiers en élaborant, organisant puis animant ou co-animant des actions de formation sur des thématiques spécialisées relevant de leur domaine de compétence.

Lors de situations de prises d'otages ou de forcenés retranchés chez eux, l'assistance d'un psychologue, appartenant au groupe « négociation » de l'unité de Recherche, d'Assistance, d'Intervention et de Dissuasion (RAID) ou intégré ponctuellement à la cellule de négociation de la Brigade de Recherche et d'Intervention (BRI) de la police judiciaire, est systématique et fondamentale. Il s'agit en effet ici de cerner au mieux la personnalité du ou des intéressé(s) et les risques de passage à l'acte afin de pouvoir, dans un second temps, conseiller les professionnels de la police et élaborer avec eux les stratégies d'intervention les plus adaptées. Il est bien évident que la confrontation à ces situations difficiles et complexes (Baroche, 2008), tout comme à celles, plus fréquentes, de violences urbaines ou encore intrafamiliales par exemple dans lesquelles les policiers se retrouvent en quelque sorte comme des médiateurs tentant de calmer les protagonistes impliqués (Bayley et Garafalo, 1989), constituent « un environnement existentiel contenant un potentiel non négligeable de causes de stress » (Rivoliier, 1992, p. 108). La gestion des états de stress et plus généralement le soutien psychologique sont indispensables pour prévenir les divers troubles psychosomatiques (fatigue chronique, troubles de l'humeur, tendance à l'alcoolisme, etc.) et le risque suicidaire chez les personnels de police (Arrigo et Garsky, 1997). Ainsi, des Services de Soutien Psychologique Opérationnel (SSPO) ont été créés, au sein desquels les psycho-

logues, à la demande des fonctionnaires eux-mêmes, de leur hiérarchie ou de leurs proches, réalisent des actions post et péri-traumatiques et proposent un accompagnement collectif ou individuel dans la durée si nécessaire.

Parallèlement à toutes ces activités, les psychologues sont amenés à intervenir également au cours d'une enquête : ils collaborent alors avec les professionnels de la police et de la justice chargés de celle-ci (gendarmes, policiers, police scientifique, Ministère public et magistrats instructeurs) en vue de l'identification et de l'interpellation des auteurs d'infractions. Leur collaboration revêt différentes formes selon leurs connaissances et compétences d'une part et en fonction de la complexité et de l'évolution de l'enquête d'autre part. Ces diverses contributions psychologiques font précisément l'objet de ce premier chapitre.

1. De la victimisation au déclenchement de l'action publique

Rappelons d'abord que n'importe quel citoyen, dès lors qu'il s'estime victime ou se trouve témoin d'une infraction, peut déclencher le processus judiciaire (Cusson, 1998, p. 194-195) en s'adressant, directement ou indirectement, à un professionnel de la police et/ou de la justice (se rendre dans un commissariat ou écrire au procureur de la République par exemple).

Toute personne victime souhaitant être conseillée et aidée peut s'adresser à un avocat, à une Maison de Justice et du Droit (MJD) ou encore à une association d'aide aux victimes.

1.1 L'accompagnement psychologique proposé par les associations d'aide aux victimes

Les associations d'aide aux victimes se sont multipliées ces dernières années et sont fédérées au sein de l'Institut National d'Aide aux Victimes et de Médiation (INAVEM). Ces associations sont chargées d'accueillir les victimes, de les informer sur les démarches, administratives et judiciaires, à effectuer pour faire valoir leurs droits et de les accompagner tout au long de la procédure. La plupart d'entre elles proposent, en plus d'une aide juridique, une aide psychologique, notamment quand

il apparaît que le préjudice subi par la victime a entraîné chez elle un traumatisme l'empêchant de vivre normalement.

1.2 L'implantation des psychologues dans les commissariats de police

Il est intéressant de noter que la police tente depuis quelques années de donner à son action une dimension plus humaine. Ainsi, dès les années quatre-vingt-dix, des travailleurs sociaux ont commencé à s'installer dans les locaux de police pour s'occuper des auteurs d'infractions. Depuis 2007, des psychologues du travail et des psychologues cliniciens sont recrutés par la police nationale (circulaire NOR/INT/C/07/00039 du 23 mars 2007 du ministère de l'Intérieur). Leurs missions principales consistent à :

- améliorer l'accueil des victimes au sein des commissariats ;
- s'entretenir avec les victimes et les auteurs de violences, notamment intrafamiliales, dans un objectif d'orientation et d'aide à la prise en charge par les services spécialisés ;
- mettre en place des réunions d'analyse des pratiques professionnelles avec les policiers et, partant de là, des actions de formation adaptées aux réalités et aux besoins locaux (problématique des violences conjugales, gestion des conflits, conduite des entretiens, etc.).

Le psychologue en commissariat peut également être sollicité en tant que conseil par la hiérarchie pour des analyses institutionnelles afin d'améliorer le fonctionnement des services de police.

Une fois les témoins et victimes accueillis par les personnels de la police, ceux-ci vont recourir à diverses méthodes d'investigation afin d'identifier au plus vite l'auteur de l'infraction. Dans le cas d'affaires criminelles (attentats, meurtres, viols, etc.), d'importants moyens, humains et matériels, sont déployés au cours de l'enquête. La police scientifique joue alors un rôle déterminant dans la recherche de preuves, que ce soit au travers des examens balistiques, des analyses d'empreintes et d'ADN ou encore de l'étude des odeurs (l'odorologie) et des taches de sang. Pour bien comprendre la manière dont se sont déroulés les faits, les enquêteurs vont compléter ces observations techniques par le recueil des récits des témoins oculaires et/ou des victimes.

2. Les auditions des témoins et des victimes

Le témoignage oculaire a fait l'objet de très nombreux travaux en psychologie sociale et cognitive, à la fois en laboratoire et sur le terrain. Les résultats de ces recherches nous permettent aujourd'hui de souligner les limites de l'entretien standard de police et de proposer aux professionnels impliqués dans les enquêtes judiciaires un outil susceptible d'améliorer leurs pratiques.

2.1 L'« entretien cognitif » (EC) comme protocole d'audition

2.1.1 Les critiques relatives à l'entretien standard de police

Dès 1979, Loftus a signalé que les récits obtenus par les enquêteurs étaient incomplets et en partie erronés. Ces erreurs peuvent bien évidemment être imputables aux défaillances mnésiques des témoins et victimes mais elles résultent aussi de la méthodologie utilisée pour recueillir les témoignages. Plusieurs études de terrain ont montré qu'il n'existait pas vraiment de protocole précis d'audition des témoins et victimes, celle-ci se structurant en fait en deux temps : une sorte d'introduction faite par l'enquêteur qui demande ensuite à la personne auditionnée de lui rappeler les faits. Ginot et Py ont confirmé en 2001 les résultats de recherches antérieures ayant mis en évidence le fait que la plupart des policiers interrompent le discours des témoins/victimes pour leur poser des questions qui présentent, pour une part non négligeable d'entre elles, les caractéristiques suivantes : elles sont fermées (8 fois plus fréquentes que les questions ouvertes), dirigées et négatives (respectivement 30 % et 12 % de l'ensemble des questions posées). Ainsi, 14 % seulement des auditions réalisées en France permettent un rappel libre total des faits. Ces interruptions répétées au cours de l'audition sont de nature à biaiser sérieusement du fait des difficultés de récupération des informations stockées en mémoire qu'entraîne cette perturbation de la concentration de la personne qui est en train de s'exprimer (Jou et Harris, 1992). Il est dès lors fort probable que cette dernière n'apprécie guère ce type d'entretien au cours duquel elle peut finalement ne pas se sentir écoutée, ce sentiment générant alors une démotivation et une passivité préjudiciables à un recueil efficace des informations nécessaires à l'avancée de l'enquête.

Toutes ces constatations ont conduit les chercheurs à travailler, en vue d'obtenir des témoignages plus complets et plus fiables, à la mise en place d'un protocole d'entretien valide : c'est ainsi qu'est apparu l'Entretien cognitif (EC).

2.1.2 L'application de l'EC aux auditions d'adultes

C'est une équipe de chercheurs en psychologie de l'université de Californie, dirigée par Edward Geiselman, qui a proposé ce nouveau protocole d'audition (Geiselman, Fisher, Firstenberg, Hutton, Sullivan, Avetissian et Prosk, 1984). Il s'agit d'une méthode non directive basée sur plusieurs principes généraux et structurée par quatre consignes spécifiques facilitant, selon le modèle général du fonctionnement de la mémoire humaine (Tulving, 1974), le recouvrement des souvenirs.

Les principes qui doivent guider l'enquêteur pendant l'audition d'un témoin ou d'une victime consistent à motiver la personne auditionnée en la laissant parler librement et en adoptant une attitude d'écoute véritable qui lui permettra d'avoir plus confiance en elle, de réduire son anxiété et de mieux communiquer. C'est dans ce cadre général d'audition que s'inscrivent les quatre règles mnémotechniques destinées à aider les témoins/victimes à accéder aux informations mémorisées. La première d'entre elles, l'« hypermnésie », invite la personne auditionnée à rapporter, durant toute la durée de l'audition, tous les éléments qui lui viennent à l'esprit, même si elle n'est pas sûre de leur exactitude et ne les estime pas très importants. Vient alors la deuxième consigne de l'EC, la « recontextualisation mentale » : le témoin ou la victime sont incités à se remettre mentalement dans le contexte environnemental et émotionnel présent au moment des faits et, partant de là, à les rappeler une première fois. Le « changement d'ordre de narration » constitue la troisième règle de l'EC, qui encourage la personne auditionnée à se remémorer et à raconter de nouveau les événements mais dans un ordre chronologique inhabituel, en commençant son récit par la fin et en remontant progressivement dans le temps pour le terminer avec ce qui est arrivé tout au début. La dernière consigne cognitive, le « changement de perspective », demande au témoin/victime de relater une dernière fois l'événement selon la perspective d'une autre personne présente sur les lieux ou selon un autre angle de vue.

Les premières évaluations de cette méthode se sont révélées positives puisque les témoignages obtenus avec l'EC contenaient environ 30 % d'informations correctes supplémentaires par rapport à un entretien standard, pour un nombre d'erreurs identique. Fisher, Geiselman, Ray-

mond, Jurkewich et Warhaftig ont néanmoins révisé, en 1987, la forme initiale de l'Entretien cognitif, notamment dans le but de prendre davantage en considération l'effet de facteurs sociaux sur la qualité d'un témoignage (pour une revue détaillée, voir Fisher et Geiselman, 1992). Les méta-analyses qui ont été effectuées depuis (par exemple celle de Köhnken, Milne, Memon et Bull en 1999, qui a porté sur 55 études) pour évaluer l'efficacité de l'EC montrent que celui-ci permet de recueillir 41 % de détails corrects en plus qu'un entretien standard de police. Ce résultat s'accompagne d'une hausse d'environ 25 % du nombre d'erreurs. Ainsi, même si l'EC ne permet pas toujours d'améliorer l'exactitude des témoignages, il accroît sensiblement la quantité d'informations correctes restituées. En outre, bénéfice très important, ce type d'entretien diminue la vulnérabilité des témoins face aux suggestions.

Malgré ces résultats convaincants, quelques critiques ont été formulées à l'égard de cette nouvelle technique d'audition, en particulier au sujet de la consigne de changement de perspective. Certains officiers de police la considèrent en effet comme difficilement applicable auprès de victimes ayant subi un traumatisme d'une part, et comme potentiellement préjudiciable pour la véracité des propos recueillis d'autre part. Des chercheurs français, sensibles à ces observations, ont proposé une nouvelle version de l'EC dans laquelle cette consigne de changement de perspective a été remplacée par celle dite de la « focalisation périphérique » (Py, Ginet, Demarchi et Ansannay-Alex, 2001). Cette nouvelle règle cognitive, qui incite la personne auditionnée à reprendre son récit des faits en se centrant cette fois-ci sur les détails secondaires par rapport à la scène centrale, apparaît plus acceptable pour les professionnels et permet de réduire le risque d'affabulations lors des témoignages. Le protocole d'audition se trouve ainsi encore amélioré grâce à cette version française de l'EC (Ginet, 2003 ; Ginet et Verkamp, 2007).

2.1.3 L'application de l'EC aux auditions d'enfants

Les enfants étant de plus en plus souvent amenés à témoigner, en tant que victimes directes ou indirectes, au cours d'enquêtes, les chercheurs travaillant à l'élaboration d'un protocole d'audition optimal pour le recueil des témoignages d'adultes se sont logiquement penchés sur la question de son applicabilité auprès des enfants. Un certain nombre de praticiens et de chercheurs ayant souligné la nécessité de structurer les entretiens avec de jeunes témoins, plusieurs protocoles d'audition respectant cette exigence ont vu le jour, tels que celui du National Institute of Child Health and Human Development (NICHD), l'entretien de

Yuille (connu aussi sous le nom de *Stepwise Interview*) ou encore l'Entretien cognitif.

Ce sont Geiselman et Padilla (1988) qui, les premiers, ont testé la version originelle de l'EC auprès d'enfants d'une dizaine d'années en moyenne. Après avoir visionné une scène de hold-up, ils étaient questionnés à ce sujet deux jours plus tard. La moitié de ces enfants étaient soumis à un entretien standard et l'autre moitié à un EC, tel qu'il était pratiqué alors avec les adultes. Comme pour ces derniers, les enfants auditionnés avec cet EC originel ont restitué plus d'informations correctes (+ 21 %), et ce sans augmentation significative des erreurs dans leurs propos. Saywitz, Geiselman et Bornstein (1992) affirment que l'EC améliore le témoignage des enfants non seulement lorsqu'ils sont témoins d'un événement mais aussi quand ils en sont victimes.

Nonobstant ces résultats positifs, les chercheurs se sont posé un certain nombre de questions quant à l'utilisation de l'EC avec les enfants. D'abord, peut-on avoir recours à cette technique avec tous les enfants, quel que soit leur âge ? Plus précisément, ce type de protocole convient-il aux très jeunes enfants, ceux d'âge préscolaire ? Geiselman et Padilla, dès 1988, se sont interrogés au sujet de la compatibilité de l'EC, et plus particulièrement de deux de ses consignes (le changement d'ordre narratif et le changement de perspective), avec le développement cognitif du jeune enfant. Verkampt et Ginet (2009) se sont intéressées à ce problème spécifique et ont proposé un protocole mieux adapté aux capacités cognitives des enfants, l'« Entretien cognitif modifié ». Cette nouvelle version de l'EC résulte de la suppression des deux mnémotechniques problématiques, compensée par l'introduction du « rappel indicé ». Cet indice de récupération non suggestif (« *Et que s'est-il passé juste après ça ?* ») permet aux enfants d'organiser les informations en mémoire de manière chronologique, rendant ainsi leurs souvenirs plus accessibles et le rappel des faits plus structuré. Ces auteurs (Verkampt, Ginet et Colomb, 2010) se sont ensuite demandé si ce nouveau protocole faciliterait les auditions de jeunes enfants ayant été témoins de faits qui se sont répétés dans le temps. Ce questionnement est tout à fait pertinent dans la mesure où ce facteur « répétition de l'acte » apparaît fréquemment dans le cadre des violences intrafamiliales. Il importe donc maintenant, comme l'écrit Verkampt (2009, p. 256), que l'efficacité de l'Entretien cognitif modifié soit retrouvée sur le terrain, auprès d'officiers de police judiciaire et d'enfants victimes, mais aussi par d'autres chercheurs. Il est intéressant de noter que les résultats d'une recherche récente, entreprise par Holliday, Humphries, Milne, Memon, Houlder, Lyons et Bull (sous presse) à l'université de Leicester au Royaume-Uni,

confirment l'influence bénéfique de ce type d'entretien sur la mémoire de témoins oculaires, cette fois-ci âgés : leurs déclarations contenaient davantage de détails légalement pertinents et résistaient mieux aux suggestions trompeuses que des témoins soumis à un simple entretien structuré.

2.2 L'évaluation des dépositions

Réfléchir, élaborer et proposer aux enquêteurs un protocole d'audition des témoins et victimes efficace constitue certes une démarche positive mais encore faut-il que les récits obtenus soient véritablement fiables. Eu égard à la faillibilité de la preuve testimoniale, les chercheurs en psychologie du témoignage ont souligné l'importance d'évaluer *a posteriori* les dépositions recueillies, celles-ci pouvant être affectées par un certain nombre de facteurs, à la fois personnels et situationnels.

2.2.1 Les facteurs d'influence personnels et situationnels

En ce qui concerne les variables personnelles, plusieurs auteurs ont mis en évidence l'impact sur les dépositions des témoins et victimes de certaines caractéristiques, telles que leur type de personnalité, leur appartenance ethnique, leur âge et leur sexe. Loftus, Banaji, Schooler et Foster (1987) ont par exemple montré que les femmes tendaient à surestimer beaucoup plus la durée d'un événement que les hommes, et que les détails dont elles se remémoraient différaient sensiblement de ceux rappelés par les hommes. Par ailleurs, les caractéristiques de la personne auditionnée interagissent aussi avec celles de l'auteur des faits. On constate ainsi régulièrement la difficulté pour un témoin ou une victime à discriminer le visage d'une personne dont l'appartenance ethnique est différente de la sienne (Shapiro et Penrod, 1986). MacLeod, Frowley et Shepherd (1994) préconisent par conséquent de demander aux témoins ou aux victimes de rapporter des informations non pas uniquement sur les traits faciaux de leur agresseur mais toutes celles le décrivant dans son ensemble (apparence générale, corpulence, taille, etc.).

Une évaluation correcte des témoignages doit prendre en considération non seulement les caractéristiques personnelles des protagonistes d'une affaire (auteurs, victimes et témoins) mais aussi les caractéristiques situationnelles de celle-ci, ces dernières renvoyant à la fois au contexte précis de sa survenance (où ? quand ? dans quelles circonstances ?, etc.) et aux particularités de l'événement (nature des faits, leur durée, leur

fréquence, etc.). Concernant la dimension contextuelle, on sait par exemple que le manque de luminosité, la présence simultanée de plusieurs personnes ou encore le recours à une arme lors d'une infraction affectent négativement les dépositions. Les témoins auront bien évidemment du mal à se souvenir des détails d'un événement si celui-ci s'est déroulé dans l'obscurité (Yarmey, 1986) ou si leur attention a été perturbée, au moment de l'infraction, par la présence de nombreux protagonistes et/ou l'utilisation d'une arme (Kramer, Buckhout et Eugenio, 1990). Par ailleurs, la nature des faits commis a une incidence directe sur leur durée et conséquemment sur leur fréquence : commettre un braquage de banque par exemple nécessite une certaine organisation et bien plusieurs minutes alors qu'une simple agression dans la rue peut ne durer que quelques secondes, ce qui rend plus probable sa répétition.

L'évaluation des témoignages nécessite de se pencher aussi sur la question de la suggestibilité du témoin et/ou de la victime.

2.2.2 Les mesures de la suggestibilité

La suggestibilité peut être définie comme « le degré auquel l'encodage, le stockage, le rappel et le compte rendu d'événements peuvent être influencés par un ensemble de facteurs internes et externes » (Ceci et Bruck, 1998, p. 77). Ainsi, comme de nombreuses études l'ont montré, la plus ou moins forte résistance à l'information suggérée est d'abord tributaire des capacités cognitives du témoin ou de la victime (capacités langagières, habilités métacognitives, etc.). Celles-ci se développant avec l'âge, il n'est pas étonnant de constater que la suggestibilité est d'autant plus importante que le témoin ou la victime est jeune. Selon Ceci et Bruck (1998), ce sont les enfants de moins de six ans qui sont les plus vulnérables aux suggestions mais, comme le met clairement en évidence la méta-analyse de Bruck et Melnyk (2004), l'âge est loin d'être le seul facteur susceptible d'affecter le degré de suggestibilité des jeunes enfants. Le fait d'être plus ou moins suggestible dépend en partie également de facteurs d'origine sociale. Les témoins peuvent notamment être sensibles au statut de l'enquêteur et se soumettre à la pression qu'il exerce en tant que figure d'autorité. Par ailleurs, les conditions dans lesquelles sont recueillies leurs dépositions influent aussi sur leur suggestibilité (Bottoms, Quas et Davies, 2007).

Au regard de ces constatations, il est apparu important et nécessaire pour certains chercheurs de mesurer le degré avec lequel un témoin ou une victime risquait de se laisser influencer au cours d'une audition judiciaire. Plusieurs outils d'évaluation de la suggestibilité ont alors été

élaborés et proposés, en particulier l'échelle de Gudjonsson et Clark (1986), relative à la « suggestibilité interrogative ». Celle-ci est définie comme « l'importance avec laquelle, lors d'une interaction sociale étroite, les individus en arrivent à accepter les messages communiqués au cours d'un entretien formel, ce qui entraîne un changement comportemental ultérieur » (Gudjonsson et Clark, 1986, p. 83). Deux approches théoriques concernant la suggestibilité interrogative ont été développées : l'approche expérimentale et l'approche différentielle. La première consiste à déterminer les conditions dans lesquelles une question suggestive affecte, de manière générale, le discours d'un témoin. La seconde conçoit la suggestibilité comme dépendante de stratégies d'ajustement adoptées par les individus lorsqu'ils sont confrontés à l'incertitude et aux attentes présentes pendant la procédure d'audition. On peut alors penser que les déclarations des personnes auditionnées varieront sensiblement selon, entre autres, leur degré de certitude en leurs propos, la confiance qu'ils accordent à l'enquêteur et leur volonté de lui répondre. Selon Schooler et Loftus (1986), ces deux approches de la suggestibilité interrogative se révèlent être complémentaires.

La méthode mise au point pour mesurer cette suggestibilité se décline en quatre étapes : après avoir fait écouter une petite histoire comportant une quarantaine d'éléments saillants à la personne présente, celle-ci est invitée à la raconter à son tour, ce qui permet d'évaluer une première fois le nombre d'informations rappelées. La personne doit ensuite répondre à une vingtaine de questions, dont 15 sont dirigées. On lui fait part alors de sa faible performance et on l'invite donc à répondre de nouveau à l'ensemble des questions. Cette procédure permet d'effectuer deux mesures : un score de soumission aux questions suggestives et un score de changement entre les réponses à la première série de questions et celles à la deuxième série. L'addition de ces deux scores (soumission et changement) équivaut à la suggestibilité totale.

Afin d'évaluer correctement et complètement les dépositions recueillies, cette mesure de la suggestibilité de la personne auditionnée doit encore être complétée par celle de la crédibilité de son discours.

2.2.3 Les mesures de la crédibilité

Dans un certain nombre d'affaires criminelles, les preuves physiques et/ou matérielles font défaut, ce qui conduit généralement les enquêteurs à confronter la parole de l'auteur présumé à celle de la victime. On comprendra aisément que dans ces cas où l'investigation ne repose finalement que sur les seuls témoignages des uns et des autres, il importe de

s'assurer du caractère réel des éléments avancés lors de l'audition. Cette évaluation de la crédibilité de certaines accusations, et notamment celles émanant de jeunes enfants, est particulièrement complexe, et ce d'autant plus qu'il existe une confusion persistante entre crédibilité et vérité. Ce n'est pas parce que l'on peut croire une personne qu'elle parle nécessairement vrai et inversement, une personne disant la vérité peut paraître non crédible. Cette méprise terminologique, évoquée à la suite de l'affaire dite « d'Outreau », a d'ailleurs conduit la commission Viout (2005) à préconiser, entre autres, la suppression du terme « crédibilité » de toute expertise et le visionnage systématique de l'enregistrement audiovisuel de l'audition du mineur victime par l'expert pour l'accomplissement de sa mission. Plusieurs études ont en effet montré que les moyens traditionnels d'appréciation de la fiabilité des déclarations des enfants, comme les poupées sexuées par exemple (Realmuto et Wescoe, 1992), se révélaient inefficaces, rendant nécessaire de se baser, comme l'écrit Van Gijseghem (1995), sur la « matérialité » des récits enfantins. Ainsi, cet auteur se déclare favorable à l'enregistrement vidéo de l'audition d'une présumée victime d'abus sexuel. On peut rappeler ici que cet enregistrement sonore ou audiovisuel de l'audition d'un mineur victime d'une infraction à caractère sexuel a d'abord été proposé par la loi n° 98-468 du 17 juin 1998 (article 28, repris dans le Code de Procédure pénale à l'article 706-52) puis rendu obligatoire par la loi n° 2007-291 du 5 mars 2007 (article 27 modifiant l'article du CPP susmentionné). Van Gijseghem (1995) préconise l'enregistrement de la *première* audition, celle-ci se révélant souvent la plus exacte. Il est en effet fort probable qu'avec le temps et la répétition des auditions, la victime ait tendance à modifier, plus ou moins consciemment, son discours afin de rendre ses souvenirs plus cohérents. En ayant à sa disposition ce premier enregistrement, le psychologue sera en mesure de le reprendre, autant de fois qu'il lui est nécessaire, pour analyser de manière rigoureuse la fiabilité des déclarations. Il pourra alors recourir à deux techniques reconnues d'évaluation de la crédibilité : le *Criteria Based Content Analysis* (CBCA) et le *Reality Monitoring* (RM).

Le CBCA est une technique qui a été élaborée en Allemagne à partir des travaux d'Undeutsch (1967) et d'Arntzen (1983). Selon ces auteurs, le contenu d'un récit consécutif à une expérience réellement vécue doit logiquement différer d'un récit inventé. Partant de là, Steller et Köhnken (1989) ont établi une liste de dix-neuf critères et décrivent une procédure, connue sous le nom de *Statement Validity Assessment* (SVA), permettant d'évaluer les allégations d'enfants abusés. Le SVA comprend trois phases : d'abord un entretien structuré, puis une ana-

lyse des informations contenues dans le témoignage (CBCA), et enfin une liste de vérifications permettant d'éventuels ajustements des résultats obtenus avec le CBCA. Les critères constitutifs du CBCA évaluent diverses dimensions du discours : certains s'intéressent aux caractéristiques générales de la déclaration (structure logique, production non structurée, quantité de détails) alors que d'autres concernent les facteurs cognitifs (contenus spécifiques, contenus originaux, nature des détails évoqués) et les facteurs motivationnels (correction spontanée, admission de blancs de mémoire, doutes vis-à-vis de son témoignage). L'ensemble de ces critères paraît pertinent pour l'évaluation de la crédibilité puisque plusieurs études indiquent que ceux-ci sont davantage présents dans les récits considérés comme crédibles que dans ceux jugés non crédibles. Les auteurs pointent cependant un certain nombre de limites associées à cette technique. On s'interroge par exemple quant à la lourdeur de ce type d'évaluation : le nombre de critères à apprécier est-il adapté aux contraintes organisationnelles et temporelles du terrain ? Il est ensuite regrettable que le CBCA ne puisse être appliqué que dans le cadre d'infractions de nature sexuelle : un tel outil serait tout aussi utile pour d'autres types d'actes. Enfin, Davies, Wescott et Horan (2000) soulignent sa moindre efficacité pour les plus jeunes enfants.

Au regard de ces critiques, les chercheurs se sont intéressés à une autre méthode d'évaluation de la crédibilité d'un témoignage : le *Reality Monitoring* (RM), proposé par Johnson et Raye en 1981. Cette technique repose sur la théorie du *Source Monitoring* : un individu attribue un souvenir soit à une expérience effectivement vécue (source externe), soit à l'imagination (source interne). Ainsi, les souvenirs d'événements réels sont issus de processus perceptifs et doivent donc logiquement présenter davantage d'informations perceptives (détails visuels, sonores, sensations physiques, etc.), contextuelles (des détails relatifs au lieu et au moment où l'événement s'est déroulé) et affectives (détails concernant le ressenti de la personne pendant l'événement) que les souvenirs d'événements imaginés. Ces derniers devraient, quant à eux, contenir surtout des opérations cognitives (pensées et raisonnements), rendant les récits plutôt vagues et moins concrets. Toutes les recherches effectuées avec le RM attestent de son efficacité : les déclarations relevant d'événements vécus comportent, de fait, plus d'informations sensorielles et contextuelles que les déclarations imaginaires. Outre les avantages que présente cet outil, notamment la facilité de son application du fait d'un nombre réduit de critères à évaluer (8 ici au lieu des 19 du CBCA), quelques limites sont à signaler. La première est qu'il doit être appliqué le plus rapidement possible après les faits, qu'ils soient réels

ou non. On constate en effet que les différences qualitatives entre les souvenirs d'événements vécus et ceux non vécus tendent à disparaître avec le temps, les critères proposés devenant en conséquence moins discriminants à moyen et long termes. La seconde est que ce manque de différences entre les souvenirs d'expériences ayant eu lieu et ceux inventés se retrouve tout particulièrement chez les enfants. Encore une fois, l'efficacité de la technique proposée se heurte à l'âge des témoins, surtout quand ceux-ci sont très jeunes.

C'est, entre autres, pour cette raison que certains chercheurs ont voulu tester, auprès d'enfants d'âge préscolaire (Verkamp, 2009) et d'âge scolaire (Strömwall, Bengtsson, Leander et Granhag, 2004), l'efficacité conjointe du CBCA et du RM pour évaluer la crédibilité de leurs déclarations. Biland, Py et Rimboud (1999) ont effectué le même type de travail auprès de jeunes adultes, mais en complétant l'étude de leur discours (grâce aux CBCA et RM) par une analyse de leur comportement non verbal (en ayant recours à une grille d'indicateurs non verbaux du mensonge). Outre l'objectif de comparer ces trois techniques d'analyse du comportement mensonger, les auteurs souhaitaient également, à l'issue de leurs recherches, être en mesure de proposer aux professionnels judiciaires une liste de critères signifiants leur permettant de soupçonner une duperie. Ils ont ainsi mis en évidence une dizaine de critères verbaux et non verbaux possédant une certaine consistance pour la détection du mensonge. Si la sincérité des témoins et des victimes lors de leurs dépositions est une question centrale au cours d'une enquête, celle des mis en cause l'est tout autant : il s'agit là de questionnements récurrents auxquels sont confrontés depuis longtemps les professionnels de la police, de la justice et de la santé (Biland, 2004 ; Vrij, 2008).

3. La question récurrente de la détection du mensonge

Les procédés utilisés pour tenter de détecter le mensonge sont généralement classés en trois catégories : l'analyse du discours des personnes auditionnées ou interrogées, l'observation de leurs comportements paralinguistiques et non verbaux et la mesure technique d'indices physiologiques liés à l'émotion susceptible d'être associée à leurs réponses mensongères. Il importe aujourd'hui d'ajouter à ces méthodes classiques celle de l'imagerie cérébrale.

3.1 L'analyse de la communication

3.1.1 Analyse de la communication verbale et paralinguistique

Ekman et O'Sullivan (1989) ont mis en évidence quelques caractéristiques verbales liées au mensonge. Ils indiquent par exemple qu'un individu qui ment met en général plus de temps à répondre aux questions qui lui sont posées qu'une personne sincère. Ils notent aussi un temps de parole plus court et un débit verbal plus lent chez les menteurs. Miller et Stiff (1993) précisent que les mots utilisés par ces derniers sont moins nombreux et plus généraux (exemples : rarement, là-bas, tout le monde, etc.), ce qui rejoint tout à fait les résultats des travaux sur la crédibilité. Le mensonge serait par ailleurs associé à une certaine nervosité, à de fréquentes hésitations et à une augmentation du ton de la voix. Toutes ces caractéristiques verbales et paralinguistiques ont conduit Reinhard (2009) à conclure qu'il était essentiel, pour démasquer une personne qui ment, de lui poser beaucoup de questions et de bien se concentrer sur ses réponses. En effet, avec une telle technique d'interrogatoire (largement et sensément utilisée par la police), un menteur devra faire beaucoup d'efforts, non seulement cognitifs pour éviter de se contredire, mais aussi émotionnels pour ne pas laisser transparaître ses affects. Il n'est pas aisé de contrôler, parfaitement et de manière prolongée, le contenu de ce que l'on dit et la manière dont on s'exprime. Cette analyse verbale et paralinguistique peut aussi être utilement complétée par celle du comportement non verbal de l'interlocuteur.

3.1.2 Analyse du comportement non verbal

Il n'est pas possible d'évoquer le lien entre mensonge et comportement non verbal sans citer le nom de Paul Ekman. Professeur de psychologie à l'université de San Francisco, il est l'un des pionniers dans l'étude des émotions et de leurs relations aux micro-expressions faciales. Spécialiste incontesté de la communication non verbale, il a travaillé de nombreuses années pour les services secrets américains, la CIA et le FBI, et continue de transmettre ses connaissances, notamment aux professionnels de la police et de la justice, au travers de ses écrits (Ekman, 2009).

Le lien entre mensonge et comportement non verbal part du postulat de base que le fait de mentir occasionne un certain degré de stress qui se traduit nécessairement au niveau du corps. Ainsi, Ekman et Friesen (1972) constatent qu'une communication mensongère est associée à une augmentation des mouvements des mains (autocontact) et des haussements d'épaules. DePaulo, Stone et Lassiter (1985) notent, quant

à eux, que le mensonge est généralement accompagné d'une diminution des mouvements de la tête, de fréquents changements de posture ainsi que d'une agitation des jambes et des pieds. La méta-analyse de Zuckerman et Driver (1985) rapporte que des propos mensongers sont corrélés avec de fréquents clignements des yeux et, contrairement à la croyance populaire, avec une intensification des contacts oculaires.

Quelques études ultérieures ayant remis en cause certains des résultats susmentionnés, les chercheurs et praticiens préoccupés par la problématique de la détection du mensonge se sont tournés vers d'autres techniques susceptibles de répondre à leurs interrogations.

3.2 L'analyse des réactions physiologiques et neurologiques

3.2.1 Utilisation et limites du « détecteur de mensonge »

L'idée que des variations de la tension artérielle et du rythme cardiaque accompagnent le mensonge a été évoquée la première fois au XIX^e siècle par le criminologue italien Cesare Lombroso (Palmiotto, 1983). Ce n'est qu'au début du XX^e siècle que cette idée sera reprise par un psychologue américain, William Marston, qui clamera alors pouvoir détecter les menteurs à partir de l'augmentation de leur pression sanguine. Marston créera le terme de « détecteur de mensonges », terme qui sera critiqué ensuite pour son caractère impropre : cet instrument ne mesure pas le mensonge à proprement parler mais l'émotion qui lui est associée. Cette technique ayant par ailleurs recours à plusieurs indicateurs physiologiques (la tension, le pouls, le rythme respiratoire et la sudation), il est apparu logique de l'appeler le « polygraphe ». Son application consiste à mesurer ces indices physiologiques chez les personnes interrogées. Plusieurs protocoles ont été mis au point pour les interrogatoires afin de les standardiser et de faciliter ainsi la tâche des praticiens : d'abord « the Relevant/Irrelevant Procedure » (Larson, 1932), puis « the Zone Comparison Test » (Backster, 1963) et enfin « the Guilty Knowledge Test » (Lykken, 1981).

Selon les études, la polygraphie serait fiable entre 65 et 90 %, résultat qui est plutôt satisfaisant mais non suffisant pour être utilisé comme un élément de preuve en justice. D'autres limites ont été soulignées par certains chercheurs comme Lykken (1988), qui se demande si le polygraphe mesure bien le mensonge : il n'existe pas en effet de réponses physiologiques spécifiques émises involontairement quand et seulement quand on ment ! Par ailleurs, les résultats obtenus avec cette

technique peuvent être biaisés avec des individus qui, ne voulant pas être démasqués, vont volontairement bouger physiquement et adopter certaines stratégies cognitives et psychologiques. Même si le polygraphe reste une méthode très utilisée aujourd'hui, les critiques dont il fait l'objet ont amené les chercheurs et praticiens à se tourner vers les neurosciences : puisque le mensonge est le produit de notre cerveau, peut-être pouvons-nous le décoder grâce à l'analyse de l'activité cérébrale ?

3.2.2 Utilisation et limites de l'imagerie cérébrale

De très nombreux travaux scientifiques ont été entrepris ces dernières années en « neuro-détection » du mensonge. Celle-ci s'appuie sur l'étude de l'activité du cerveau à partir de données d'électroencéphalogramme et d'imagerie fonctionnelle. Il s'agit alors d'étudier les variations de l'onde cérébrale P300 qui apparaissent après la présentation d'un stimulus : on peut supposer que le fait de se trouver en face d'éléments constitutifs de l'infraction provoquera, chez le coupable, des modifications de cette onde. Il est également possible d'avoir recours aux scanners afin de visualiser les zones cérébrales activées lors d'une audition par exemple : cette méthode doit permettre de voir les parties du cerveau sollicitées notamment par l'effort cognitif que requiert le mensonge.

L'utilisation de l'imagerie cérébrale pour la détection du mensonge est aujourd'hui fortement contestée, et ce pour plusieurs raisons. D'abord parce que la visualisation de l'activation de certaines régions du cerveau ne prouve pas en soi qu'une personne ment, les mêmes parties cérébrales fonctionnant pour d'autres activités mentales. Détecter qu'un individu ment implique par ailleurs de démontrer, surtout dans un cadre judiciaire, qu'il a l'intention de tromper, ce qui est impossible pour l'instant. Enfin, il serait risqué d'extrapoler les résultats d'expériences faites en laboratoire aux situations sociales réelles, et *a fortiori* à celles, spécifiques, relevant de la justice (Spence, 2006). L'application de la neuro-détection du mensonge au domaine judiciaire nécessite donc que les recherches en neurosciences se poursuivent afin de pouvoir mettre au point une procédure fiable et adaptée.

Identifier, sans se tromper, l'auteur véritable d'une infraction requiert, dans certaines affaires, d'approfondir les auditions des témoins et/ou victimes afin qu'au-delà du rappel des faits, qui permet de comprendre leur déroulement, leur mobile et, partant de là, de déterminer le chef d'accusation, les enquêteurs obtiennent une description précise de l'infacteur. Il importe en conséquence de savoir comment récupé-

rer le maximum d'informations descriptives exactes, celles-ci rendant possible la construction de parades d'identification et la réalisation de portraits-robots.

4. L'identification de l'auteur de l'infraction

4.1 La description de l'infracteur

4.1.1 Les différences enfants-adultes

Plusieurs études en psychologie légale ont montré que les descriptions fournies par les témoins et/ou victimes d'une infraction étaient souvent pauvres et peu informatives. Comme le notent Van Koppen et Lochun (1997), même si les informations recueillies sont relativement correctes (un élément sur cinq environ est erroné), elles sont plutôt générales (concernent par exemple le sexe et la race de l'infracteur) et donnent assez peu d'indications faciales. Les enfants ont encore plus de difficultés que les adultes à décrire un individu de manière exhaustive et exacte. Py, Demarchi et Rguibi (2008) ont observé certaines variations, quantitatives et qualitatives, dans les descriptions en fonction de l'âge des enfants. Ainsi, les plus jeunes (6 ans) rapportent en moyenne une information, souvent très générale, alors que ceux de 7 à 10 ans en donnent trois, beaucoup plus précises (caractéristiques faciales par exemple). Il semblerait aussi que les stratégies descriptives varient au cours du développement puisque les plus jeunes enfants commencent majoritairement leur description avec des éléments généraux alors que les plus âgés indiquent d'emblée des éléments faciaux.

Afin que la description des auteurs d'infraction soit améliorée, quantitativement et qualitativement, certains chercheurs en psychologie sociale et cognitive proposent, sur la base de leurs travaux, quelques stratégies efficaces.

4.1.2 Les stratégies efficaces

Il est apparu essentiel, aux yeux de ces psychologues, de développer une méthode tenant compte des mécanismes organisant l'activité de description. Plusieurs études ont montré que la grande majorité des personnes amenées à décrire verbalement quelqu'un procédaient spon-

tanément selon deux modes descriptifs : le premier consiste à aller du général (spécificités corporelles) au particulier (spécificités faciales) et le second à décrire le visage de haut en bas (longueur des cheveux et couleur des yeux notamment, les particularités relatives au nez, à la bouche et au menton n'étant quasiment jamais citées). Partant de ces constatations, Demarchi et Py (2009) ont mis au point un protocole de description des personnes structuré en deux temps : inciter le témoin ou la victime à suivre d'abord une logique descriptive du type « général vers particulier », puis une logique ascendante (de bas en haut) concernant le visage de l'individu. Cette méthode, basée sur certains principes simples (respect du fonctionnement naturel de la mémoire et adoption d'une stratégie complémentaire non employée spontanément) a d'ores et déjà été testée en laboratoire puis sur le terrain : comparativement à la procédure classiquement employée par les enquêteurs, elle leur permet de recueillir deux fois plus d'informations correctes avec deux fois moins d'erreurs. Demarchi et Py (2009) préconisent en conséquence que les professionnels de la police soient formés à ce type de protocole, qui peut être utilisé seul ou en complément à un entretien (cognitif ou standard). Toutefois, il reste maintenant à vérifier dans quelle mesure cette méthode peut être mise en pratique avec des enfants témoins et/ou victimes et, si nécessaire, à mener de nouvelles recherches pour la rendre applicable à cette population.

4.2 La construction des parades d'identification

4.2.1 Les précautions à prendre

Comme le rappellent Wells, Small, Penrod, Malpass, Fulero et Brimacombe (1998) dès le début de leur article, les erreurs d'identification d'un mis en cause constituent la première cause de condamnation d'une personne innocente. Il est donc fondamental de limiter au maximum ces erreurs en ayant recours à des procédures validées scientifiquement.

Concernant la construction des parades d'identification, Wells *et al.* (1998) reprennent un certain nombre de recommandations : il importe d'abord de placer le témoin ou la victime derrière une glace sans tain, puis de lui présenter la personne suspectée entourée de plusieurs « distracteurs » (individus étrangers à l'affaire), ce qui permet non seulement d'éviter une confrontation directe et bilatérale avec le mis en cause mais aussi de respecter le principe selon lequel l'identification doit reposer sur une correspondance entre le souvenir du témoin ou de la victime et l'apparence physique du mis en cause.

4.2.2 Les biais à éviter

Les auteurs susmentionnés recommandent également de faire particulièrement attention à la composition de la parade ainsi qu'au déroulement du test d'identification afin d'éviter certains biais structuraux et procéduraux. Ainsi, la sélection des « distracteurs », cinq au minimum, doit être faite en fonction de la description fournie par le témoin/victime (Wells, Rydell et Seelau, 1993) et il faut veiller à ce que le mis en cause ne soit pas d'emblée repérable, à cause du port de menottes par exemple ou de la distance qui le sépare des autres personnes de l'alignement. Il est aussi très important de signaler au témoin ou à la victime que le véritable auteur de l'infraction n'est peut-être pas dans la parade proposée et que le fait de ne pas l'identifier est tout à fait instructif pour l'enquête (Wells, Seelau, Rydell et Luus, 1994).

La parade d'identification étant souvent utilisée par les professionnels de la police, il est indispensable qu'ils prennent connaissance des diverses recommandations formulées par les psychologues sociaux afin de pouvoir mettre en place une procédure d'identification fiable. Quand il n'est pas possible de recourir à ce type de procédure, en cas d'absence de suspect notamment, les services de police proposent alors généralement au témoin ou à la victime, sur la base de sa description de l'auteur de l'infraction, de réaliser un portrait-robot de celui-ci.

4.3 La réalisation des portraits-robots

4.3.1 Les différents systèmes d'élaboration

Jusqu'en 1960, les portraits-robots étaient effectués par des artistes assermentés. Depuis, de nombreuses méthodes de construction de ces portraits ont été développées, d'abord les méthodes « mécaniques » (ex. Identi-Kit ou Photo-Fit), puis les méthodes « informatiques », plus rapides et plus complètes (ex. CD-Fit, Mac-a-Mug Pro ou FACES). Même si ces procédés diffèrent les uns des autres, les portraits-robots résultent en fait toujours d'une collaboration entre le spécialiste de l'identité judiciaire et le témoin ou la victime : ce sont les indications données par ces derniers qui permettent à l'officier de police de faire une rapide ébauche du visage de l'infracteur ou de sélectionner différentes composantes faciales qui serviront à construire, avec les systèmes mécaniques et/ou informatisés, le visage complet de celui-ci.

Les résultats des diverses études ayant testé l'efficacité des portraits-robots sont décevants : le taux de détection du suspect à partir de cet

outil se situe entre 10 et 30 % seulement, et ce quel que soit le procédé utilisé (Davies, Van der Willik et Morrison, 2000). Ainsi, aussi surprenant que cela puisse paraître, les méthodes sophistiquées ne se révèlent finalement pas plus performantes que les anciennes. Ces constatations ont conduit les chercheurs à conclure à une inadéquation majeure entre les modes d'élaboration des portraits-robots et les processus de traitement des visages.

4.3.2 Les difficultés rencontrées et les solutions proposées

Comme l'indiquent Hasel et Wells (2007), la principale difficulté dans l'établissement d'un portrait-robot réside dans le fait qu'il nécessite que le témoin ou la victime se souvienne de composantes faciales prises isolément alors que la représentation que nous nous faisons d'un visage a plutôt tendance à être globale. Ainsi, se centrer sur l'aspect général de la face, par opposition à ses spécificités, devrait faciliter ce rappel et améliorer la qualité du portrait. Partant de là, Frowd, Bruce, Smith et Hancock (2008) ont élaboré une nouvelle technique de recueil de la description, qu'ils ont appelée l'« entretien cognitif holistique » (*Holistic Cognitive Interview*, H-CI). Ce type d'entretien se décline en trois temps :

- procéder d'abord à un entretien cognitif avec le témoin ou la victime, au cours duquel on l'amène à décrire librement le visage de l'infracteur ;
- le faire ensuite réfléchir aux traits pouvant être associés au visage décrit ;
- lui demander enfin une série de jugements généraux concernant ce visage (par exemple son caractère amical, distinctif, agressif, etc.).

Frowd *et al.* (2008) ont testé en laboratoire cette nouvelle procédure : leurs résultats montrent clairement que le portrait-robot, effectué avec le système Pro-Fit et construit à partir d'un H-CI, est de bien meilleure qualité que celui réalisé sur la base d'un entretien cognitif uniquement. Ces chercheurs en psychologie préconisent en conséquence que ce type d'entretien soit utilisé avec des témoins et des victimes réels afin que l'identification des auteurs d'infractions soit améliorée de manière substantielle. En Angleterre, cette nouvelle technique d'entretien fait d'ores et déjà partie de la formation des policiers.

Dans un certain nombre d'affaires judiciaires, l'identification de l'auteur est rendue particulièrement difficile du fait du décès de la ou des victime(s) et de l'absence de témoins. À défaut d'un portrait-robot phy-

sique, les enquêteurs peuvent alors tenter, à partir des éléments dont ils disposent, d'esquisser un « portrait-robot psychologique » de l'auteur inconnu en ayant recours à un outil complémentaire d'investigation, le « profilage criminel ».

5. L'utilisation controversée du « profilage criminel »

Selon Toutin (2000), le profilage est une méthode consistant à intégrer les sciences humaines (telles que la psychologie, l'anthropologie et la victimologie) dans des enquêtes criminelles non élucidées, pour des faits uniques ou multiples, sans mobiles apparents ou évidents, et ce afin d'essayer de cerner la personnalité de l'auteur inconnu et de dresser son profil psycho-comportemental, l'élaboration de ce dernier permettant de mettre au point des stratégies pour la conduite de l'enquête.

5.1 La procédure d'élaboration d'un profil

Le profilage criminel repose sur une méthodologie structurée en plusieurs étapes et dont l'objectif final est l'arrestation de l'auteur du ou des crime(s) (Douglas, Ressler, Burgess et Hartman, 1986). La première phase consiste à recueillir le maximum d'informations concernant l'infraction et la victime. Les personnes chargées du profilage vont alors se déplacer sur la « scène de crime », consulter divers fichiers automatisés et étudier scrupuleusement le dossier de l'affaire en question. Celui-ci comprend un ensemble de documents utiles tels que les déclarations des premiers intervenants (Samu, pompiers, voisins, etc.), les photographies des lieux et des pièces à conviction découvertes (une arme par exemple), des renseignements sur les prélèvements effectués par la police scientifique et le médecin légiste ainsi que le rapport d'autopsie. L'examen médico-légal et criminalistique est très important puisqu'il permet de déterminer, à partir notamment de l'état et de la forme des blessures subies par la victime, le type d'arme utilisé, si les violences physiques sont *ante* ou *post-mortem* et les causes exactes de la mort. Une analyse victimologique plus approfondie, c'est-à-dire prenant en considération les antécédents médicaux de la victime, sa situation familiale et professionnelle, ses connaissances et activités extraprofessionnelles, ses convictions religieuses, etc., est nécessaire pour établir le profil de la victime. C'est finalement ce « profilage victimologique » qui va per-

mettre de mieux comprendre le mode opératoire de l'auteur (la victime était-elle ciblée ? le crime a-t-il été préparé ? quel est son degré d'organisation ? comment s'est-il déroulé ?, etc.) et le mobile de son crime (financier ? sexuel ? règlement de compte ? passage à l'acte d'ordre pathologique ?, etc.).

Partant de là, une première ébauche du profil du criminel peut être établie et communiquée aux enquêteurs. Ce profil comporte un certain nombre d'informations, à la fois sociodémographiques (race, sexe, âge, statut marital, etc.), psychologiques (degré d'impulsivité, pathologie mentale, etc.) et juridiques (passé criminel, antécédents judiciaires, etc.), censées caractériser l'auteur du ou des crime(s). Il peut être révisé à plusieurs reprises au cours de l'enquête, en fonction des nouveaux éléments portés au dossier. Le rapport de profilage transmis aux enquêteurs contient aussi, eu égard à la description finalisée du criminel, des indications concernant ses probables réactions face à la police et, conséquemment, des recommandations spécifiques pour la poursuite des investigations et pour son interpellation.

Le résultat escompté de cette procédure de profilage, l'arrestation de l'auteur des faits, permet aux « profileurs » d'évaluer la validité de leurs prédictions. Cette technique étant d'abord apparue aux États-Unis, plusieurs études américaines se sont penchées, dès la fin des années quatre-vingt, sur la question de sa fiabilité. Plusieurs d'entre elles rapportent des résultats plutôt positifs : Wrightsman *et al.* (1998, p. 198), par exemple, écrivent que les « profileurs » peuvent produire, dans certaines affaires, des profils criminels utiles et valides, et même de meilleure qualité que ceux élaborés par des enquêteurs expérimentés. Ces recherches indiquent toutefois dans le même temps les nombreuses difficultés et limites du *profiling*.

5.2 Les limites actuelles

Il importe d'emblée de rappeler que le profilage ne permet pas d'identifier à proprement parler l'auteur d'une infraction, mais de détecter d'éventuelles sérialités, de réduire la population des suspects potentiels et d'orienter ainsi l'enquête. N'offrant que des hypothèses de travail et des probabilités, tout enquêteur se doit d'avoir un sens critique en gardant à l'esprit que ce n'est pas parce qu'un individu correspond au profil qu'il est forcément le coupable, et inversement, le coupable peut tout à fait ne pas correspondre au profil. Par ailleurs, il n'existe pas aujourd'hui de définition claire du profilage qui soit admise et comprise

de manière similaire par tous les professionnels concernés, ce qui pose inévitablement le problème du statut du « profileur ». C'est notamment ce manque de clarification qui a conduit un certain nombre de personnes à s'autoproclamer *profilers*, leur activité n'étant généralement ni encadrée ni contrôlée aux niveaux éthique et juridique.

Ce sont, entre autres, ces diverses problématiques qui expliquent d'une part le développement relativement timide de cette technique en Europe, et tout particulièrement en France (des psychologues de la Gendarmerie nationale se voient confier des missions ponctuelles de profilage depuis une dizaine d'années environ) et, d'autre part, la mise en place, en 2002 au ministère de la Justice, d'un groupe interministériel d'étude et de réflexion en charge de clarifier la situation du profilage en France, de mettre fin aux sérieuses dérives constatées dans ce domaine et de faire des propositions pour intégrer ce nouvel outil à l'enquête.

Le rapport issu de ce groupe de travail (Marin, Quemener et Gallois, 2003) apporte des précisions au niveau terminologique, en distinguant l'« analyse criminelle » de l'« analyse comportementale ». L'organisation internationale de police criminelle INTERPOL définit l'analyse criminelle comme la recherche et la mise en évidence méthodique de relations entre des données de criminalité d'une part, entre des données de criminalité et d'autres données significatives possibles d'autre part, à des fins de pratiques judiciaires et policières. Cette analyse, fondée sur les nouvelles technologies informatiques (comme le fichier SALVAC : Système d'Analyse des Liens de la Violence Associée aux Crimes), doit être complétée par l'analyse comportementale, destinée à apporter les connaissances nécessaires aux enquêteurs dans le domaine du comportement humain aux fins de leur fournir des orientations d'enquête. Afin de préserver cette qualité spécifique d'aide à l'enquête et d'éviter toute confusion avec les expertises psychiatriques et psychologiques existantes, le groupe de travail suggère que l'analyste comportemental soit un officier de police judiciaire (OPJ). Cette option, qui offre indéniablement une certaine sécurité juridique, implique cependant que ces OPJ soient formés à cette pratique. En tant que professionnels disposant de connaissances approfondies sur le comportement humain, les psychologues spécialisés en psycho-criminologie pourraient utilement participer à ces formations. À l'heure actuelle, seuls quelques psychologues affectés au Département des Sciences du Comportement (DSC) de la Gendarmerie nationale et à la Direction centrale de la Police judiciaire assurent ces missions d'aide à l'enquête et d'analyse comportementale psycho-criminologique (Bénézech, Toutin, Le Bihan et Taguchi, 2006).

Au terme de ce chapitre, il ressort que les différentes techniques utilisées lors de cette première phase de la procédure judiciaire mettent en jeu des compétences certaines et nécessitent, au regard des potentielles difficultés de leur mise en œuvre, une collaboration et une confiance réciproque entre les divers acteurs de l'enquête. Il serait opportun que des psychologues, spécialisés notamment en psychologie cognitive et sociale, soient davantage sollicités pour travailler en complémentarité avec les psychologues cliniciens d'ores et déjà présents aux côtés des enquêteurs. Puisque les conduites d'investigation et les prises de décision policières déterminent en grande partie les choix effectués ensuite par le Ministère public puis par les juges (Aubusson de Cavarlay, Huré, Barré et Aillet, 1995 ; Esnard, 2005), il importe que des ressources humaines et des moyens techniques conséquents soient déployés dès le début de la procédure afin d'éviter des erreurs judiciaires. Une authentique coopération entre professionnels de la police, de la justice et de la psychologie s'accompagnerait aussi d'une sensibilisation mutuelle quant aux problématiques juridiques, éthiques et déontologiques liées à certaines pratiques policières et judiciaires. On pense par exemple à l'utilisation de la narcoanalyse, de l'hypnose, du polygraphe et du profilage, ou encore au recours croissant aux neurosciences (pour une analyse critique de ces techniques, voir Goosens, 2007 ; Neuilly, 2004 et Sip, Roepstorff, McGregor et Frith, 2008).

L'ESSENTIEL

- Outre leurs activités de recrutement, de formation et de soutien des personnels de police, les psychologues peuvent être amenés à intervenir au cours des enquêtes, leur collaboration avec les enquêteurs visant alors l'identification et l'interpellation des auteurs d'infractions.
- Les contributions psychologiques lors de cette première phase de la procédure judiciaire sont variées. Elles commencent par l'accueil et l'orientation des plaignants au sein des associations d'aide aux victimes et des commissariats de police. S'ensuit une aide potentielle au recueil des témoignages grâce à un protocole d'audition efficace, l'entretien cognitif.
- Savoir évaluer *a posteriori* ces dépositions, en mesurant la suggestibilité de la personne auditionnée et la crédibilité de son discours, tout comme être capable de détecter les propos mensongers d'un mis en cause constituent des apports psychologiques précieux, susceptibles

d'éclairer les professionnels de la police et de la justice et de réduire ainsi les risques d'erreur.

- Les psychologues peuvent également proposer aux policiers quelques stratégies améliorant la description de l'infacteur, ceci afin de pouvoir construire des parades d'identification fiables et de réaliser des portraits-robots, physiques et psychologiques (profilage), valides.
- Il serait beaucoup plus efficace de former *a priori* les professionnels de la police et de la justice à l'utilisation de tous ces outils qui ont été conçus, à partir des recherches menées en psychologie légale, pour optimiser leurs pratiques.
- En définitive, la principale utilité sociale des psychologues est de susciter les meilleures conditions possibles pour éviter les erreurs judiciaires.

Pour aller plus loin



CECI, S.J. & BRUCK, M. (1998). *L'enfant-témoin. Une analyse scientifique des témoignages d'enfants*. Bruxelles, De Boeck Université.

Circulaire DRCPN/SDARH/SDFP/BPATS/BRR/N° 53 du 31 janvier 2011 relative à l'exercice des fonctions de psychologue de la Police nationale.

DEMARCHI, S. & PY, J. (2009). A method to enhance person description : A field study. In R. BULL, T. VALENTINE & T. WILLIAMSON (Eds.), *Handbook of Psychology of Investigative Interviewing : Current Developments and Future Directions*. John Wiley & Sons, p. 241-256.

GINET, M. (2003). *Les Clés de l'entretien avec le témoin ou la victime*. Paris, La Documentation française.

SPENCE, S.A. (2006). A cognitive neurobiological account of deception : evidence from functional neuro-imaging. In S. ZEKI & O. GOODENOUGH (Eds.), *Law and the Brain*. Oxford University Press, p. 169-184.

TOUTIN, T. (2000). *Le Profilage criminel*. Paris, La Documentation française.

VRIJ, A. (2008). *Detecting Lies and Deceit : Pitfalls and Opportunities*. Chichester, John Wiley & Sons.

Chapitre 2

DE L'INTERPELLATION AU JUGEMENT : LES APPORTS DE LA PSYCHOLOGIE À L'ÉLABORATION ET À LA COMPRÉHENSION DE LA DÉCISION JUDICIAIRE

Sommaire

1. De l'arrestation au procès.....	40
1.1 Des alternatives au procès	40
1.2 Les mesures d'investigation et d'évaluation psycho-légales	42
1.3 Les procédures de sélection des jurys	44
1.4 Les effets de la médiatisation des affaires judiciaires.....	46
2. L'audience : les facteurs d'influence des jugements individuels	49
2.1 Les caractéristiques personnelles des juges	49
2.2 Les caractéristiques personnelles de l'accusé/prévenu	50
2.3 L'exposition des faits.....	52
2.4 Les dépositions des témoins.....	53
2.5 Les rapports d'expertise	54
2.6 La victime	56
2.7 Les plaidoiries des avocats et les réquisitions du procureur	57
3. La délibération/le délibéré : les facteurs d'influence des jugements collectifs.....	59
3.1 Les étapes de la discussion	59
3.2 Pour le procès d'assises.....	60
3.3 Pour le procès correctionnel.....	62
4. L'après-procès.....	63
4.1 Le soutien psychologique aux jurés d'assises	63
4.2 Le sentiment de justice chez les justiciables	64
Pour aller plus loin.....	66

Une fois la phase d'enquête préliminaire-instruction terminée, plusieurs possibilités de traitement des affaires s'offrent à l'autorité judiciaire. En fonction de la gravité de l'infraction commise d'une part et des éléments résultant des diverses mesures d'investigation et d'évaluation psycho-légale demandées par le magistrat d'autre part, l'auteur pourra soit se voir proposer différentes alternatives au procès, soit être envoyé devant la juridiction compétente pour le juger. En matière pénale, les contraventions sont jugées par le tribunal de Police, les délits par le Tribunal correctionnel et les crimes par la Cour d'assises. Ces jugements judiciaires sont toujours prononcés après une audience suivie par une discussion appelée délibéré ou délibération, selon que l'on se situe au niveau correctionnel ou criminel. L'environnement socioculturel, historique et politique dans lequel nous vivons ayant un impact direct sur les processus cognitifs mis en œuvre et sur nos comportements, il importe de rappeler ici l'existence de différents systèmes judiciaires de par le monde. On distingue classiquement le système dit « inquisitoire », en vigueur en Europe continentale, et le système « accusatoire » sur lequel est basée la justice pénale anglo-saxonne. On peut noter aussi l'apparition de systèmes « hybrides » combinant certains aspects des deux modèles traditionnels. Une étude de Poythress (1994) indique que ces fonctionnements composites, loin d'être mal perçus, sont souvent considérés comme étant honnêtes et justes. De même, bien que le système accusatoire ait été fréquemment critiqué, notamment à cause de la compétition qu'il suscite entre les parties, des recherches empiriques ont montré qu'il était finalement jugé plus juste que le système inquisitoire et, partant de là, conduisant à des décisions moins biaisées. Des ouvrages récents, tels que ceux de Van Koppen et Penrod (2003) et de Kaplan et Martin (2006), présentent un état des lieux intéressant et bien utile concernant la recherche en psychologie sur les différents fonctionnements judiciaires.

Quel que soit le système de justice considéré, les psychologues y tiennent une place relativement importante, leurs apports techniques et théoriques, repris dans le présent chapitre, participant à la fois à l'élaboration et à la compréhension de la décision judiciaire.

1. De l'arrestation au procès

1.1 Des alternatives au procès

1.1.1 La comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité : critiques juridiques et psychologiques

Inspirée des pratiques anglo-saxonnes de *plea bargaining* et de *plea guilty*, la procédure dite de « Comparution sur Reconnaissance Préalable de Culpabilité » (CRPC) a été instituée par la loi « Perben II » du 9 mars 2004 (art. 495-7 et suivants du Code de Procédure Pénale). Ce nouveau « plaidoyer de culpabilité » (Debove, 2005) vise à faciliter et donc à accélérer le traitement d'affaires correctionnelles moyennement graves (délits punis à titre principal d'une peine d'amende ou d'une peine d'emprisonnement d'une durée inférieure ou égale à cinq ans) et ne soulevant pas de difficultés majeures. Alternative à l'audience correctionnelle classique, la CRPC permet au procureur de la République de rencontrer directement les prévenus en audience de cabinet afin de leur proposer une peine qui, une fois acceptée, sera rapidement et quasi systématiquement homologuée par le juge en audience publique.

Cette procédure judiciaire, qui représente aujourd'hui environ 10 % des poursuites devant le Tribunal correctionnel, suscite quelques critiques, à la fois juridiques et psychologiques. Wrightsman, Nietzel et Fortune (1998, p. 266) indiquent, par exemple, que les peines risquent d'être inappropriées, du fait soit de leur trop grande sévérité soit, ce qui est plus fréquent, de leur indulgence. Cette constatation peut conduire certains prévenus à « plaider coupable » tout simplement pour éviter une sanction plus lourde en audience correctionnelle classique. Cet évitement est susceptible de heurter les victimes, qui se voient ainsi privées de procès. Il est à préciser ici qu'en France, les intérêts de la victime dans la procédure de CRPC sont pris en compte par la circulaire NOR/JUS/D/0430176/c du 2 septembre 2004 et rappelés par la réponse ministérielle n° 73351 du 22 juin 2010. Les auteurs critiquent par ailleurs le pouvoir accru accordé aux procureurs dans le cadre de cette procédure ainsi que le possible manque de transparence inhérent aux audiences privées. Comment en effet se déroulent ces audiences de cabinet ? Y a-t-il vraiment un processus de négociation de la peine entre le procureur et le prévenu, tel que le suggère l'expression « justice négociée » évoquée pour la CRPC ? Przygodzki-Lionet et Shiaratura (2008) ont voulu

répondre à ces questions en procédant, grâce aux enregistrements vidéo de ce type d'audience fournis par l'École Nationale de la Magistrature et avec l'accord des protagonistes, à une analyse de leur communication verbale et de leurs comportements non verbaux. Les résultats de cette analyse psychosociale révèlent, sans surprise, l'asymétrie de pouvoir entre le procureur et le prévenu. Il n'existe donc pas, à proprement parler, de « négociation » dans ce contexte judiciaire spécifique, ce terme étant en définitive non seulement impropre mais potentiellement néfaste pour le fonctionnement de la justice. Une peine peut-elle en effet être négociée ? En suggérant cette possibilité, ne discrédite-t-on pas l'autorité de la justice ? À l'heure où l'ensemble des professionnels exerçant une fonction d'autorité se plaignent de la difficulté croissante de la légitimer, est-ce bien opportun de laisser croire que les décisions prises par les magistrats résultent de marchandages entre eux et les justiciables ?

Cette notion de négociation apparaît également, de manière plus appropriée cependant, dans le cadre de la médiation judiciaire.

1.1.2 La médiation judiciaire : médiation familiale et médiation pénale

La médiation, conçue d'abord pour des infractions moyennement graves, constitue une autre voie permettant d'éviter un procès. Le magistrat saisi d'un litige propose alors aux personnes en conflit de tenter de le résoudre à l'amiable, grâce à l'intervention d'un médiateur qui peut être une personne physique ou une personne morale. Selon la nature du conflit en question, on parlera de « médiation familiale » ou de « médiation pénale ».

La médiation familiale est apparue aux États-Unis dans les années soixante-dix. Elle s'est développée ensuite au Canada, puis en Europe, la France ayant recours à ce type de mesure depuis le milieu des années quatre-vingt. Son objectif est de trouver des solutions aux situations familiales conflictuelles : il s'agit par exemple d'aider un couple qui se sépare à se mettre d'accord quant à la garde et à l'éducation de leurs enfants. Cette médiation intrafamiliale peut être pratiquée par des psychologues ou des associations spécialisées. Celles-ci offrent de plus en plus souvent un accueil pluridisciplinaire aux justiciables, qui ont ainsi la possibilité de rencontrer divers professionnels tels qu'un psychologue ou un avocat.

La médiation pénale est une mesure alternative aux poursuites qui réunit, à l'initiative du parquet, l'auteur et la victime d'une infraction

pénale, en présence du médiateur habilité par la justice. Cette réunion consiste à définir les modalités d'une réparation du préjudice occasionné par l'auteur et subi par la victime. La réussite de cette médiation présente un double avantage : la victime reçoit réparation relativement rapidement et, le dommage étant réparé, un classement sans suite peut être décidé, ce qui décharge le tribunal.

Parallèlement à la médiation judiciaire, diverses mesures d'investigation et d'évaluation psycho-légales peuvent être ordonnées par les magistrats.

1.2 Les mesures d'investigation et d'évaluation psycho-légales

1.2.1 L'investigation d'orientation éducative et l'enquête sociale

Les mesures d'investigation recouvrent à la fois le « Recueil de Renseignements Socio-Éducatifs » (RRSE, circulaire NOR/JUS/F/96500111 du 18 décembre 1996), anciennement appelé « enquête rapide » et effectué par les éducateurs, mais aussi l'Investigation d'Orientation Éducative (IOE) ainsi que l'enquête sociale auxquelles participent les psychologues.

L'IOE (instituée par la circulaire NOR/JUS/F/9150028/C du 19 avril 1991) concerne les mineurs en danger (cadre civil) et délinquants (cadre pénal). Cette mesure, exécutée par la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) ou par le secteur associatif habilité, vise à étudier la personnalité du jeune en difficulté et à analyser sa situation spécifique dans son environnement familial et social. Elle repose sur un travail pluridisciplinaire qui rassemble divers professionnels (psychologue, psychiatre, travailleur social, conseiller d'orientation, etc.) et aboutit à une proposition éducative, adressée au juge des enfants dans les délais impartis.

Comme l'écrit Tabary (2005, p. 44), « l'IOE, investigation basée sur le principe de la pluridisciplinarité, se situe comme un examen ciblé sur un ou plusieurs individus tandis que l'enquête sociale est un examen généraliste de l'environnement familial au regard d'une problématique de danger ou de délinquance ».

Il n'est donc pas rare de voir un juge ordonner d'abord une enquête sociale puis une IOE afin d'approfondir l'investigation quant à certains membres problématiques d'une famille. L'enquête sociale judiciaire est fondamentalement un acte de travail social, réalisé à ce titre par un assistant de service social ou un éducateur. Elle peut néanmoins béné-

ficier, dans un certain nombre de cas, d'un éclairage pluridisciplinaire. Les psychologues peuvent ainsi se voir confier une enquête sociale, leur rôle consistant alors prioritairement à communiquer au magistrat les informations demandées, sans se cantonner au seul domaine psychologique.

En définitive, on peut dire que les mesures d'investigation décrites ici sont des actes de la procédure judiciaire qui, situés en amont du jugement, visent à éclairer et à aider le magistrat dans sa prise de décision. Une récente réforme de l'investigation (circulaire NOR/JUS/E/1034029/C du 31 décembre 2010) a remplacé l'IOE et l'enquête sociale en « Mesure Judiciaire d'Investigation Éducative » (MJIE) afin d'offrir aux magistrats une réponse plus rapide et mieux adaptée à la situation du mineur.

1.2.2 L'évaluation de la « capacité psychologique » et de la responsabilité pénale

Avant qu'un procès ne s'ouvre, il importe de vérifier que le prévenu ou l'accusé est d'une part capable psychologiquement de l'aborder et d'autre part responsable pénalement de l'infraction considérée.

Concernant la « capacité psychologique », Roesch et Blatier (2005, p. 10) indiquent qu'« elle est plus complètement examinée aux États-Unis et au Canada qu'en Europe, dans la mesure où elle peut entraîner une modification dans l'organisation du procès tel qu'un ajournement ou un renvoi ». Ainsi, de nombreux outils ont été créés en Amérique du Nord afin d'évaluer, chez les mineurs comme chez les adultes, différentes capacités et aptitudes telles que celles de comprendre le système judiciaire auquel on a affaire et la situation dans laquelle on se trouve (Grisso, 2003). L'évaluation de la capacité psychologique se révèle particulièrement importante lorsque les auteurs d'infractions présentent un handicap (une déficience intellectuelle notamment) ou une maladie mentale, cette dernière posant alors également la question fondamentale de la responsabilité pénale.

En tant que professionnels de la santé mentale, les psychiatres et psychologues sont régulièrement sollicités au sujet de l'état mental des prévenus et accusés. Les nombreuses recherches en psychopathologie criminelle ont permis de développer divers instruments de mesure utilisés par ces praticiens. Les résultats de leur évaluation sont déterminants puisqu'ils ont une incidence directe sur la poursuite, ou non, de la procédure judiciaire. En effet, les individus « mentalement sains », considérés comme responsables de leurs actes, seront jugés et sanctionnés, alors qu'un délinquant ou criminel atteint d'un trouble psychologique

affectant ses facultés de réflexion ne pourra être tenu pour responsable de l'infraction commise et ne sera, par conséquent, pas jugé mais probablement hospitalisé en psychiatrie. Toute la difficulté, pour les psychiatres notamment, est de déterminer dans quelle mesure précisément la pathologie mentale détectée chez l'individu poursuivi a influé sur le contrôle de ses actes. Pour reprendre les termes de l'article 122-1 du Code Pénal, le trouble psychique ou neuropsychique repéré a-t-il totalement *aboli* ou simplement *altéré* son discernement au moment des faits ? L'*abolition totale du discernement* (1^{er} alinéa de cet article) de la personne évaluée conduit à son irresponsabilité pénale et généralement à son hospitalisation d'office. Hirschelmann (2008, p. 106) note avec intérêt que « le nombre d'accusés jugés irresponsables pénalement est passé de 17 % au début des années quatre-vingt à 0,17 % pour l'année 1997 ». Elle interprète ce phénomène comme le révélateur d'un « consensus autour de l'idée que la déclaration d'irresponsabilité pénale est incompatible avec une responsabilisation du sujet ». Ainsi, les experts en santé mentale, qui sont par ailleurs aussi souvent soignants dans des secteurs de psychiatrie de plus en plus ouverts, évoquent aujourd'hui majoritairement l'*altération du discernement* (2^e alinéa de l'art. 122-1 du CP), responsabilisant ainsi, même si ce n'est que partiellement, l'infacteur et satisfaisant du même coup la victime, qui aura alors droit à un procès. Il importe de signaler ici que c'est précisément dans ce souci de prendre davantage en considération les victimes d'infractions que la loi n° 2008-174 du 25 février 2008 a substitué, entre autres, dans notre droit, l'ordonnance d'« irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental » à celle de « non-lieu », susceptible d'être mal comprise par les parties civiles. Par ailleurs, à leur demande, la tenue d'une audience publique peut être décidée afin de leur permettre de rencontrer et d'entendre l'accusé et les experts.

1.3 Les procédures de sélection des jurys

1.3.1 Les psychologues sociaux « consultants en jury »

Quel que soit le système judiciaire dans lequel on se trouve, la constitution des jurys constitue une étape déterminante pour les futures prises de décision. Dans le système français, les citoyens participent à l'œuvre de justice à divers titres : en tant que membres du Conseil de Prud'hommes et du Tribunal pour enfants, en tant que jurés pour le jugement des crimes devant la Cour d'assises et dorénavant en tant qu'assesseurs pour le jugement de certains délits devant le Tribunal

correctionnel (cf. loi n° 2011-939 du 10 août 2011). Plusieurs tirages au sort sont effectués, sur la base de diverses conditions légales, afin d'aboutir à la formation du jury de jugement. Celui-ci est formé dès lors que l'on a neuf jurés titulaires et les jurés suppléants non récusés. La procédure de récusation pose question dans la mesure où elle repose sur certains stéréotypes et théories implicites de personnalité. Les jurés pouvant être récusés (cinq par la défense, c'est-à-dire par l'accusé lui-même ou son avocat, et quatre par le Ministère public) le sont en effet sur la seule connaissance de leur nom, de leur âge, de leur profession ou de leur apparence physique.

De nombreux avocats américains, convaincus de l'importance de la sélection des jurys mais sceptiques quant à leur propre capacité à sélectionner correctement les jurés, ont fait appel, dès le début des années soixante-dix, à des spécialistes en sciences humaines et sociales (notamment des psychologues sociaux), appelés « consultants en jury » (Kairys, Schulman et Haring, 1975). Cette « sélection scientifique » des jurys a d'abord été utilisée pour certains procès politiques très médiatisés aux États-Unis avant de se généraliser à l'ensemble des procès, civils comme criminels. Les « experts » engagés pour cette sélection ont recours à diverses techniques (entretiens, questionnaires, jurys virtuels, etc.) leur permettant de choisir les jurés à partir d'informations bien plus nombreuses et plus complètes que celles dont disposent les avocats français.

1.3.2 Les limites de cette « sélection scientifique »

Les résultats de quelques études empiriques tendent à remettre en question l'intérêt et l'utilité de cette procédure de sélection des jurys (Diamond, 1990). En effet, les verdicts prononcés par des jurys « sélectionnés scientifiquement » ne diffèrent pas significativement de ceux résultant de jurys n'ayant pas fait l'objet d'une telle procédure. Finalement, il serait pertinent de solliciter des « consultants en jury » dans des situations spécifiques : par exemple en cas de corrélations avérées entre les caractéristiques démographiques ou de personnalité des jurés et leurs votes, ou quand les attitudes des jurés sont particulièrement importantes (on pense ici aux affaires pouvant conduire à la réclusion criminelle à perpétuité ou à la peine de mort).

Cette sollicitation de consultants spécialisés soulève également quelques questionnements déontologiques. Comment ces scientifiques peuvent-ils rester objectifs et impartiaux alors qu'ils sont amenés, dans le cadre de la mission qui leur est confiée, à largement utiliser les stéréotypes d'une part (on s'attend par exemple à ce que des personnes

de confession catholique se montrent moins promptes à condamner lourdement un accusé), et à travailler pour l'une des parties du procès d'autre part (pour l'avocat de la défense ou pour l'avocat général) ? Cette double interrogation relative à l'impartialité renvoie respectivement au problème de la représentativité des jurys et à celui du déséquilibre entre les parties lors d'un procès, notamment quand seule l'une d'entre elles a fait appel à ce type de consultant.

Outre la question de la constitution des jurys se pose aussi, en amont et au cours des procès, celle de leur médiatisation.

1.4 Les effets de la médiatisation des affaires judiciaires

1.4.1 Les résultats de la recherche en psychologie

Tous les jours, nous pouvons lire des articles de journaux et voir des séquences télévisées concernant les diverses affaires judiciaires devant être jugées ou en cours de jugement. Une telle médiatisation, avant même que le jugement soit rendu, influe inévitablement sur celui-ci.

Des recherches en psychologie sociale ont montré que cette focalisation des médias sur les affaires criminelles amenait l'opinion publique à surestimer la fréquence des actes violents (Gerbner, Gross, Morgan et Signorelli, 1994), cette distorsion perceptive facilitant l'émergence d'émotions négatives comme la peur (Heath et Petraitis, 1987), ce qui conduit logiquement à une sévérité accrue chez les individus (Roberts et Edwards, 1989).

Ce phénomène général se retrouve au niveau des décisions de justice, plusieurs études ayant mis en évidence l'impact des contenus médiatiques sur les jugements judiciaires (Ogloff et Vidmar, 1994 ; Steblay, Besirevic, Fulero et Jimenez-Lorente, 1999). Les résultats de ces travaux indiquent que même si les sujets-jurés s'estiment impartiaux, leurs décisions sont biaisées : ils considèrent le prévenu ou l'accusé plus négativement et préconisent donc des peines plus lourdes à son encontre que des sujets n'ayant pas reçu d'informations *via* les médias. On note également que les relais médiatiques en jeu viennent moduler ce biais, celui-ci étant moindre avec la presse écrite et plus important avec la télévision. Enfin, la prise en compte simultanée des journaux et des reportages télévisés accentue le biais. Il est logique d'admettre que cette influence des informations médiatiques affecte identiquement les décisions des juges professionnels qui, en dépit de leur éthique de distan-

ciation, ne peuvent faire abstraction de ce qui se passe dans la société et des messages véhiculés par les médias.

Cette attitude défavorable à l'égard de toute personne suspectée d'avoir commis un délit ou un crime consécutivement à la réception de messages médiatiques peut s'expliquer par le fait que les éléments communiqués par les médias sont essentiellement négatifs (« préjudice factuel » : nature de l'infraction, antécédents judiciaires, aveux, etc.), ce qui entraîne de nouveau l'apparition d'affects négatifs (« préjudice émotionnel » : colère vis-à-vis du supposé coupable, tristesse liée à la souffrance de la victime, etc.).

Quelles mesures peuvent être prises pour limiter le caractère préjudiciable de la publicité faite avant les procès ? Cette question est, depuis longtemps, prise sérieusement en considération en Amérique du Nord. Les résultats des recherches traitant de ce sujet ont eu un tel impact que la Cour Suprême des États-Unis a déjà annulé plusieurs condamnations, considérant que la couverture médiatique avant procès avait gravement compromis la possibilité de procès équitables. On observe aussi que certains avocats américains, à l'instar de ce qu'ils font pour la sélection des jurys, n'hésitent pas à faire appel à des spécialistes en communication pour obtenir des conseils quant à la gestion des médias. Ainsi, les psychologues sociaux sont fréquemment sollicités pour évaluer les effets négatifs des informations médiatisées et préconiser éventuellement certaines mesures.

1.4.2 Les moyens proposés pour y remédier

Les psychologues peuvent questionner les jurés potentiels à propos de leur « consommation médiatique » et de leurs attitudes. On sait cependant que les déclarations d'un individu, dans un questionnaire ou lors d'un entretien, ne reflètent pas toujours la réalité, que ce soit par volonté de dissimulation ou par défaut de conscience. Il peut être aussi recommandé de reporter à plus tard la tenue d'un procès mais Kramer, Kerr et Carroll (1990) ont constaté que ce report temporel ne diminuait pas sensiblement l'impact du préjudice émotionnel sur le jugement. Il est également possible de convoquer des jurés « extérieurs », venant d'une autre région par exemple. Il importe alors de s'assurer que la publicité liée à l'affaire judiciaire devant être jugée n'a été que locale. Au lieu de faire se déplacer des jurés, c'est le « dépaysement » du procès qui peut enfin être préconisé. Il est bien évident que les difficultés d'organisation et les frais liés à un tel déplacement géographique ne favorisent pas la mise en œuvre d'une telle solution. Par ailleurs, il faut reconnaître

que les décisions judiciaires varient selon le lieu du procès, de notables différences de jugement pouvant être constatées entre tribunaux, entre régions et entre zones d'habitation, rurales *versus* urbaines (Douglas, 1992).

Ces divers moyens, techniques et spatio-temporels, pour diminuer l'impact médiatique sur les décisions de justice ne s'avèrent pas vraiment satisfaisants, chacun d'eux présentant des inconvénients limitant son efficacité. Celle-ci se trouve d'autant plus limitée aujourd'hui que les informations circulent désormais aussi sur Internet, ce qui rend leur contrôle impossible. N'étant souvent pas conscients du processus d'influence exercé par les médias (Manhec, Somat et Testé, 2004), l'une des façons de contrecarrer efficacement les biais de jugement liés la médiatisation réside d'abord dans une prise de conscience individuelle de leur existence. Le terme « individuelle » est important ici, des études ayant montré l'inefficacité d'injonctions venant d'autrui. L'expérience de Padawer-Singer et Barton (1975) illustre bien ce phénomène : alors que le juge, lors d'une simulation de procès, recommande aux sujets-jurés de ne pas prendre en considération les éléments médiatisés relatifs à l'affaire traitée, l'impact de ces derniers se révèle finalement encore plus important. Les auteurs expliquent cet « effet boomerang » (Pickel, 1995) en faisant référence à la « réactance psychologique » (Brehm, 1966) et au caractère paradoxal inhérent à ce type de recommandation. En effet, l'accentuation de l'influence des informations médiatiques sur les jugements peut être considérée comme une réponse à ce qui a été perçu par les participants comme une menace quant à leur liberté de jugement et comme le résultat d'une focalisation de l'attention sur ces informations, par le fait même de demander de ne pas en tenir compte.

La médiatisation croissante des affaires judiciaires nécessite une véritable réflexion quant à la manière de concilier « liberté de la presse » et « indépendance de la justice » afin que les magistrats ne s'adonnent pas au journalisme et que les médias ne s'érigent pas en juges.

Les premières impressions, concernant l'individu à qui des faits sont reprochés devant une juridiction et qui résultent de la médiatisation, vont continuer de s'affiner, et tout particulièrement chez les magistrats et avocats, d'abord par l'étude du dossier qui est effectuée avant l'ouverture du procès puis par l'écoute des débats qui se dérouleront au cours de l'audience.

2. L'audience : les facteurs d'influence des jugements individuels

2.1 Les caractéristiques personnelles des juges

2.1.1 Le manque de preuve expérimentale

Le fait qu'un même délit soit sanctionné différemment par différents juges a conduit logiquement les chercheurs à expliquer cette disparité des peines par des variables personnelles. Everson fut le premier à étudier et à affirmer le lien entre les caractéristiques de celui qui juge et son jugement, déclarant que « la justice est une affaire très personnelle » (1919, p. 98). Cependant, les recherches ultérieures n'ont pas confirmé cette affirmation. Ainsi, Kaplan soulignait, en 1982, qu'il n'existe pas de preuve expérimentale de l'influence des traits de personnalité des magistrats sur leurs décisions. De même, la relation entre les caractéristiques démographiques et de personnalité des jurés et leurs verdicts n'est pas clairement démontrée, ce qui ne surprend pas certains auteurs qui indiquent que la majorité des études en la matière a négligé les interactions entre ces facteurs individuels et d'importants facteurs légaux, tels que le type de crime commis ou les éléments de preuve mis à disposition de la justice (Konecni, Ebbesen et Hock, 1996).

2.1.2 L'importance du rôle social

Cusson (1998) indique que ce serait plutôt le rôle joué par chacun dans le processus judiciaire qui amènerait les individus à se montrer plus ou moins sévères. Un sondage sur les sentences, réalisé à Montréal, montre que la sévérité moyenne suit un ordre prévisible : les citoyens sont les plus durs, suivis par les procureurs puis par les juges, les avocats de la défense et, enfin, par les agents de probation. Cette disparité des peines semble être également liée à l'incertitude dans laquelle se trouve tout juge qui tente d'anticiper l'effet de la sanction qu'il va prononcer. Lorsque, dans une affaire donnée, il a du mal à déterminer la sanction objectivement la meilleure, il se construira un système de raisons pour se guider et décider. Des enquêtes effectuées au Canada permettent de dégager trois systèmes de raisonnement débouchant sur différents degrés de sévérité : plus on accorde de l'importance aux fonctions de dissuasion et de neutralisation de la peine et plus on a tendance à être

sévère ; quand l'objectif est de réhabiliter une personne, les jugements sont relativement cléments ; enfin, lorsqu'il y a un doute quant à l'efficacité de la sanction, cette dernière est minimale. Cusson affirme qu'un juge sera plus sévère s'il croit qu'une peine permet de réaliser l'ensemble des fins visées. Une vision optimiste de l'efficacité de la sanction pénale pousse donc à la sévérité et, inversement, le scepticisme conduit à la clémence.

Ces premiers éléments relatifs au jugement révèlent d'emblée la nécessité, pour une bonne compréhension de celui-ci, de ne pas se focaliser sur les seules caractéristiques de celui qui juge mais de s'intéresser à la « conduite sociale de l'individu en situation de jugement ». L'approche psychosociale répond à cette exigence : elle tient compte en effet non seulement des enjeux de cette situation et des règles la régissant mais aussi du propre rôle de la personne qui juge et de ses interactions avec celle qui est jugée (Yzerbyt et Schadrin, 1996, p. 141).

2.2 Les caractéristiques personnelles de l'accusé/prévenu

2.2.1 Les effets de l'« attrayance »

Les caractéristiques personnelles des juges vont évidemment interagir avec celles de l'accusé ou du prévenu, notamment quand celui-ci est appelé à la barre et que l'on vérifie son identité. De nombreux travaux scientifiques ont mis en évidence l'impact de l'« attrayance » de l'accusé, du prévenu sur les décisions judiciaires : plus celui-ci est jugé attrayant et moins la sanction est sévère. Ce résultat se retrouve quel que soit le mode de « manipulation » de cette variable : que ce soit par l'attribution de traits de personnalité positifs (par exemple dans l'expérience de Kaplan et Kemmerick en 1974), par la désirabilité sociale des comportements, comme la réussite professionnelle (Guéguen et Pascual, 2002), par la similarité des attitudes de l'individu jugé avec celles des juges, favorisant un processus d'identification (Griffitt et Jackson, 1973) ou encore par l'apparence physique.

Concernant ce dernier point, certains auteurs (Bar, Neta et Linz, 2006 ; Bull et Rumsey, 1988) ont montré combien les caractéristiques faciales d'un individu pouvaient affecter les jugements, la taille et la forme du visage étant souvent considérées comme de bons indicateurs de la personnalité d'un individu. Les résultats des études de Dumas et Testé (2003) tendent à confirmer l'existence de croyances partagées en la « tête du crime » : certains visages sont bien associés à certaines in-

fractions, le degré de congruence perçue entre ces deux éléments déterminant les jugements de culpabilité. Ainsi, alors même que ce recours à l'apparence physique pour juger un individu est considéré aujourd'hui comme socialement inacceptable et légalement interdit, sa prégnance lors de tout jugement semble évidente.

Beaucoup d'auteurs considèrent que l'intervention des stéréotypes dans les jugements constitue un biais majeur. Nous venons de le constater avec le stéréotype lié à l'apparence physique (Dion, Berschied et Walster, 1972) mais il en existe bien sûr de nombreux autres susceptibles d'influer sur les décisions judiciaires.

2.2.2 L'impact des stéréotypes

EXEMPLE

Bodenhausen (1988) a montré que le stéréotype provoquait un traitement sélectif des informations, la personne qui juge tenant compte de celles compatibles avec ses croyances et négligeant les autres. Dans son expérience, des sujets jouant le rôle de jurés dans un procès pour agression se voient communiquer un dossier résumant l'affaire. Le suspect s'appelle *Carlos Ramirez*, vivant dans l'État du Nouveau-Mexique ou *Robert Johnson*, de l'Ohio. Cette information apparaît soit au début du dossier soit à la fin. Les résultats indiquent que les sujets sont plus sévères quand le suspect se nomme *Ramirez* mais que cet effet ne se produit que si le nom est communiqué d'emblée, démontrant que le stéréotype intervient dans la façon dont on encode l'information ultérieure et n'a pas d'effet après coup.

Hood (1992) a, quant à lui, analysé les données de milliers d'affaires criminelles réelles et a constaté, entre autres, que les hommes noirs étaient punis d'emprisonnement avec une fréquence supérieure de 5 à 8 % aux hommes blancs, pour des crimes similaires. Ce type de biais a tellement été critiqué qu'aujourd'hui l'effet conjugué du remords de la discrimination et du politiquement correct a conduit à l'émergence du biais opposé, celui de « racisme inversé » (Shaw et Skolnick, 1995).

Outre les appartenances communautaires et raciales des personnes jugées, d'autres informations catégorielles et stéréotypiques, telles que leur sexe et leur âge, influent également sur les jugements de sanction : ainsi, pour une même infraction, l'homme sera généralement plus sanctionné que la femme (Hood, 1992) et les adultes plus que les jeunes et les plus âgés (Przygodzki et Mullet, 1997).

2.3 L'exposition des faits

2.3.1 Les variables constitutives de l'infraction

Une fois l'identité du prévenu ou de l'accusé vérifiée, le président de l'audience va exposer les faits reprochés. Un grand nombre d'études ont montré que la nature et la gravité du préjudice étaient déterminantes dans l'attribution d'une sanction : le préjudice physique est plus sanctionné que le préjudice matériel, la peine maximale étant associée aux conséquences les plus graves. Étudiant la structure dimensionnelle des jugements de crimes, Howe (1988) révèle l'importance de cette variable « gravité de l'acte », celle-ci étant immédiatement suivie par une autre dimension, celle de la « fréquence de l'acte ». La récidive constitue un facteur aggravant, une personne étant considérée comme plus dangereuse si elle a commis plusieurs actes criminels, et ce d'autant plus si ces actes sont de gravité croissante (Howe, 1994).

Outre ces éléments légaux et matériels, l'élément moral se révèle décisif dans les jugements. Il s'agit de ce que Hommers (1983) a appelé la *culpa* de l'acteur, ce concept recouvrant les notions de mobile, de motivation, de préméditation, d'intention et d'intentionnalité. En toute logique, un acte intentionnel est jugé plus sévèrement qu'un acte accidentel. Carroll (1978) explique cette augmentation de la sévérité quand il y a intention par l'internalité de l'attribution. Plus précisément, les infractions attribuées à une intentionnalité sont plus sanctionnées car, leur origine étant interne, on peut s'attendre à une certaine stabilité du comportement de l'individu et donc à une possible récidive.

2.3.2 Les variables présentatives de l'infraction

Le président de l'audience peut décider, au début de son rapport, de faire circuler tout document qu'il estime utile pour la compréhension de ce qui s'est passé lors de la commission de l'infraction. Ainsi, des photographies peuvent être montrées aux assesseurs et jurés, celles-ci représentant généralement la ou les victime(s). Il est à noter que l'effet d'une telle vision est similaire à celui mis en évidence avec les médias : on observe une sévérité accrue au niveau des jugements après avoir vu ce type de photos. Whalen et Blanchard (1982) ont été plus loin en montrant l'effet différentiel des photographies selon qu'elles se présentent en couleur ou en noir et blanc : dans leur expérience, le montant de l'indemnité devant être versé par l'accusé à la victime était plus élevé quand les sujets-jurés avaient vu, avant de prendre leur décision, des photos en couleur. Partant de ce résultat, Kassin et Garfield (1991) se

sont posé la question de l'impact de la vision d'enregistrements vidéo, présentés lors du procès, sur les jugements de jurés simulés. Leurs résultats vont dans le même sens que les précédents : les auteurs affirment que le fait de montrer aux sujets-jurés des scènes relatives à l'infraction commise augmente significativement les probabilités de condamnation.

L'attribution d'une sanction s'effectue après avoir également tenté de cerner la personnalité de l'infracteur dans le but de comprendre les raisons de sa conduite. C'est précisément pour accroître cette compréhension que les témoins et les experts sont entendus lors de l'audience.

2.4 Les dépositions des témoins

2.4.1 La certitude des témoins et l'exactitude des témoignages

L'intervention des témoins oculaires lors d'un procès est un moment important dans la mesure où l'on constate que, malgré la faillibilité de la preuve testimoniale, les décisions des sujets-jurés reposent principalement sur ces dépositions. Alors que les individus ne sont en général pas aptes à discriminer un témoignage exact d'un témoignage qui ne l'est pas, on observe une propension, chez ces mêmes sujets, à surestimer la validité des témoignages, et ce d'autant plus que les témoins font preuve d'une confiance marquée en leur propos (Sporer, Penrod, Read et Cutler, 1995). La certitude des témoins a donc une forte influence sur l'estimation faite par un jury de l'exactitude du témoignage, alors même que la corrélation exactitude-certitude affichée par le témoin est ténue.

2.4.2 L'ordre de présentation des témoins

Une récente étude suisse en psycho-criminologie (Enescu et Kuhn, 2008) s'est intéressée, de manière pertinente, à l'influence potentielle de l'ordre de présentation des témoins sur le choix du verdict. L'analyse de questionnaires remplis par plus de deux cents juges pénaux confirme cette influence : les derniers témoignages pèsent plus lourd dans le jugement que les premiers, celui-ci étant donc marqué par un effet de récence. Comme l'écrivent les auteurs, ne devrait-on pas dès lors admettre le principe de la préséance des preuves incriminantes suivies des preuves disculpantes au cours du procès, l'accusé/le prévenu étant présumé innocent jusqu'à sa fin (plus précisément, jusqu'à ce qu'une

décision de justice l'ayant déclaré coupable ou non coupable soit devenue définitive) ?

Globalement, les dernières recherches en psychologie sociale et cognitive effectuées dans le domaine du témoignage ont permis de remettre en cause quelques croyances erronées. Comme l'indiquent Bertone, Mélen, Py et Somat (1995, p. 108), « les résultats de ces travaux militent en faveur d'une intervention plus fréquente des psychologues expérimentalistes dans les cours de justice ». Cette tendance existant aux États-Unis depuis le début des années soixante-dix (Haward, 1979), comment se fait-il que seuls les psychologues cliniciens continuent à être sollicités auprès des tribunaux français ?

2.5 Les rapports d'expertise

2.5.1 Expertises psychologiques : applications et typologie

Le psychologue expert peut intervenir au cours de la procédure civile : il sera alors commis par le juge des enfants ou par le juge aux affaires familiales, le premier lui demandant d'examiner, dans le cadre de la protection de l'enfance, tel enfant qui semble carencé, et le second de recueillir, en cas de divorce par exemple, la position des enfants concernant le droit de visite et d'hébergement. Il intervient aussi au niveau pénal, que ce soit pour l'examen du prévenu/accusé ou pour celui de la victime. Pour l'un comme pour l'autre, l'expert psychologue se doit d'étudier leur personnalité, la justice attendant de lui des éclairages non seulement quant à la personne qui se trouve en deçà de l'acte mais aussi quant au traumatisme engendré par celui-ci chez la victime.

Même si les méthodes d'évaluation psychologique varient selon l'âge de l'individu expertisé, la mission de l'expert se décline généralement en trois temps : constater, comprendre et conseiller. Il s'agit en effet de faire d'abord une sorte de diagnostic au sujet d'un individu et/ou d'un contexte relationnel, puis de proposer une hypothèse explicative du comportement infractionnel ou de la situation problématique pour pouvoir enfin envisager des solutions, notamment éducatives et thérapeutiques. Tous ces éléments (constatations, explications et préconisations) font l'objet d'un rapport écrit qui sera éventuellement présenté oralement par l'expert au cours de l'audience. Cette prestation orale est courante mais n'est pas, *stricto sensu*, obligatoire (loi n° 72-1226 du 29 décembre 1972, article 168 du Code de Procédure Pénale), surtout en cas de co-expertise (examen réalisé par plusieurs psychologues ou par un psychiatre et un psychologue par exemple), les experts rédacteurs

d'un rapport commun pouvant se mettre d'accord pour être représentés à la barre par l'un d'entre eux.

Outre ces expertises pré-sentencielles, le psychologue expert peut aussi être sollicité pour des expertises de pré-libération concernant des individus d'ores et déjà jugés, condamnés et purgeant des peines d'emprisonnement relativement longues. Les conditions dans lesquelles se déroule ce type d'expertise diffèrent de celles de l'expertise classique avant jugement, le sujet examiné ayant désormais une certaine expérience de la détention et, souvent, un suivi médico-psychologique régulier. Par ailleurs, l'orientation de l'examen est définie par le caractère spécifique de la mission : il s'agit avant tout ici de faire un pronostic, l'expert devant évaluer la dangerosité criminologique de l'intéressé, c'est-à-dire son risque de récidive.

2.5.2 L'évaluation psychologique : de l'intérêt d'une approche psychosociale

Les psychologues sociaux pourraient utilement participer à la « commission pluridisciplinaire des mesures de sûreté » instituée par la loi du 25 février 2008 pour l'évaluation de la dangerosité. L'approche psychosociale permet en effet une analyse personnalisée intégrant également le contexte, ce qui est particulièrement important pour évaluer la dangerosité, cette dernière « ne s'exprimant finalement qu'en situation, dans des contextes activateurs ou révélateurs » (De Beaurepaire, Bénézech et Kottler, 2004, p. 424). Cette approche, en rappelant que tout jugement résulte d'un système complexe d'interactions entre facteurs personnels et situationnels (Przygodzki-Lionet et Dupuis-Gauthier, 2003), permet aussi de comprendre les divergences de position quant à la dangerosité perçue d'un individu (Przygodzki-Lionet, 2008a ; Przygodzki-Lionet et Noël, 2004). Ces différentes manières de percevoir la dangerosité ayant chacune une fonction sociale spécifique, leur prise en compte simultanée, rendue possible par un travail pluridisciplinaire acceptant de confronter des points de vue divergents, ne peut qu'être source d'enrichissement personnel pour chaque professionnel y participant et d'amélioration de l'évaluation de la dangerosité (Przygodzki-Lionet, 2009b). Une telle démarche est d'ailleurs déjà adoptée dans certains services hospitaliers (Millaud, Auclair, Guay et McKibben, 2007) ou dans le cadre de formations interprofessionnelles (Przygodzki-Lionet, 2005a, 2006a).

La psychologie sociale, au-delà de ses apports à la problématique spécifique de la dangerosité, s'est également intéressée à l'impact des

expertises psychologiques sur les jugements judiciaires. Celui-ci est indéniable, la parole de l'expert étant entendue quasiment comme un élément de preuve (Bordel, Vernier, Dumas, Guingouain et Somat, 2004). Si le contenu (favorable *versus* défavorable) du rapport d'expertise oriente notre perception du prévenu/accusé, celle-ci se trouve également influencée par le type d'expertise : il peut s'agir soit d'une expertise clinique faisant état de l'évaluation psychologique de l'auteur, soit d'une expertise de type « recherche » (utilisée principalement dans les pays anglo-saxons) référant aux conclusions des études sur un thème lié à la nature de l'infraction. Les jurés ayant reçu un rapport clinique sont significativement moins sévères à l'égard de la personne expertisée que ceux qui ont reçu un rapport « recherche » (Charest et Alain, 1995 ; Denève, Askevis-Leherpeux et Alain, 2007). Les auteurs, eu égard au biais « acteur/observateur » (Jones et Nisbett, 1972), pensent que ces deux formes d'expertise induisent des attributions différentes. Le rapport clinique, constitué d'informations personnelles, conduirait les jurés à s'identifier plus facilement à l'infracteur. Cette position d'« acteur » expliquerait le recours aux attributions externes rendant la situation responsable des actes de l'individu. À l'inverse, le rapport « recherche », induisant une certaine distance entre la personne jugée et le juge, placerait celui-ci dans la position d'un « observateur », l'incitant à émettre plus d'attributions internes qui renforcent le lien causal entre l'individu et les faits qui lui sont reprochés.

2.6 La victime

2.6.1 Ses caractéristiques personnelles

Lorsque la victime est présente lors du procès, ses caractéristiques personnelles sont susceptibles d'influencer les jugements. Certains chercheurs en psychologie sociale se sont ainsi intéressés aux effets liés à son apparence physique, à son âge et à son appartenance ethnique (Benson, Karabenick et Lerner, 1976 ; Foley et Pigott, 1997). Ils constatent que, globalement, on soutient préférentiellement une victime jugée attirante et qu'on tend à condamner plus lourdement son agresseur si elle est jeune et noire. D'autres auteurs, tels que Wall et Schuller en 2000, ont remarqué que lorsqu'une victime, de sexe féminin, s'est comportée d'une manière qui peut paraître imprudente au moment de l'infraction (être ivre par exemple, et donc incapable de se défendre), sa part de responsabilité est jugée plus importante, entraînant de ce fait une réduction de la peine encourue par l'agresseur. Ces quelques résultats expé-

mentaux révèlent combien la « respectabilité » de la victime constitue un facteur important pour sa défense.

2.6.2 Sa crédibilité

Ainsi, la victime n'est pas d'emblée considérée comme indemne de toute responsabilité dans la survenance de l'infraction et sa présence lors du procès ne permet aucunement de garantir que le prévenu ou l'accusé sera lourdement sanctionné. Il semble au contraire que les victimes doivent s'engager dans un véritable « combat judiciaire » (selon leurs propres propos et ceux de leurs avocats) afin de démontrer au cours de l'audience leur « innocence » et obtenir réparation du préjudice subi. On comprend dès lors le trouble suscité par une victime qui n'est pas perçue comme authentique, la question de sa « crédibilité » apparaissant alors, ce qui évidemment est plutôt mal vécu par l'intéressée (Duflot, 1999). Alors qu'il existe une présomption d'innocence pour le prévenu/l'accusé, comment expliquer une telle suspicion à l'égard de la victime ?

Deux processus psychologiques peuvent aider à comprendre cet état de fait. D'une part, par ce que l'on appelle le biais *hindsight* (« sagesse après coup »), qui consiste à surestimer la capacité des individus, et plus précisément ici celle des victimes, à prévoir les conséquences de leurs actes (Fischhoff, 1975). Plusieurs recherches portant sur des cas de viols ont confirmé ce biais, la prévisibilité de l'événement constituant une variable prédictive de l'attribution d'un blâme à la victime (McCaul, Veltum, Boyechko et Crawford, 1990). La responsabilisation de celle-ci peut d'autre part relever de la « croyance en la justice du monde » (Hafer et Bègue, 2005 ; Lerner, 1980) : on se persuaderait qu'une victime est responsable de ce qui lui arrive, cette conviction préservant la vision d'un monde juste et bon.

2.7 Les plaidoiries des avocats et les réquisitions du procureur

2.7.1 L'induction de l'empathie

Le fait de s'identifier à la victime au cours d'une audience a un effet non négligeable sur la perception générale de l'affaire en question et plus spécifiquement sur les responsabilités de chacun des protagonistes. Adelman, Brehm et Katz (1974) ont montré que des individus placés en position de juges, et soumis expérimentalement à une technique

d'induction de l'empathie, s'identifiaient plus facilement à la victime, prononçant en conséquence des peines plus élevées. Il n'est pas étonnant, dès lors, de voir cette technique utilisée par les avocats au cours de leurs plaidoiries et par le procureur lors de ses réquisitions. L'avocat de la victime et le représentant du Parquet tenteront d'induire chez les juges, si ce n'est de la sympathie, tout au moins de l'empathie vis-à-vis de la victime, tandis que l'avocat de la défense fera de même pour le prévenu ou l'accusé. Si celui-ci « joue le jeu » en adoptant par exemple une attitude attristée, l'empathie sera facilitée et le verdict moins sévère (Tsoudis, 2002).

2.7.2 La nature de l'argumentation et de l'humeur

L'activation de l'empathie à l'égard d'un individu nécessite d'avoir recours à une argumentation à la fois rationnelle mais aussi, et surtout, émotionnelle. En effet, l'esprit humain n'est pas porté à penser rationnellement et l'utilisation des émotions se révèle très efficace dans toute communication se voulant persuasive. Les avocats sont bien conscients de l'efficacité du recours à l'émotionnel et ne s'en privent pas lors de leurs plaidoiries.

L'impact émotionnel varie selon les individus, leur degré d'implication et la nature de l'affect. Ainsi, Douchet (2003) préconise une mesure préalable de « l'humeur des juges », des études ayant confirmé l'effet spécifique de la colère, qui peut être liée par exemple aux expressions émotionnelles inappropriées de l'accusé pendant l'audience (Heise, 1989), sur le jugement de responsabilité et sur d'autres types d'attribution, tels que celle d'une punition.

Les différentes études de psychologie sociale expérimentale s'étant attachées à évaluer le poids des émotions sur les jugements ont régulièrement témoigné, à travers leurs résultats, de la primauté de l'émotion sur la raison avec, dès lors, des conséquences potentiellement très lourdes quant à la sanction pénale.

Nous arrivons à la fin de l'audience : après la plaidoirie de l'avocat de la défense, le prévenu/l'accusé est invité à faire part de ses éventuelles observations, le Tribunal devant décider de la sanction à prononcer à son encontre s'il est déclaré coupable. En matière criminelle, la Cour d'assises se retire pour pouvoir délibérer et rendre son arrêt dès la fin de la délibération. Au niveau correctionnel, le Tribunal peut rendre sa décision immédiatement, ou se retirer pour délibérer, ou encore indiquer la date à laquelle le jugement sera rendu, le dossier étant mis en délibéré. Cette décision de reporter le jugement à plus tard est géné-

ralement prise lorsque les magistrats estiment l'affaire sensible et/ou complexe, nécessitant en conséquence une réflexion plus approfondie.

3. La délibération/le délibéré : les facteurs d'influence des jugements collectifs

3.1 Les étapes de la discussion

3.1.1 Discussion sur la culpabilité et sur la peine

Qu'elle ait lieu juste après la suspension d'audience ou quelques jours plus tard, cette discussion se déroule de la même manière : le président, ses deux assesseurs, et les jurés s'il s'agit d'un procès d'assises, se réunissent afin de déterminer, dans un premier temps, la culpabilité de l'accusé ou du prévenu, puis, si celle-ci est établie, la peine à exécuter. Si la Cour d'assises considère l'accusé non coupable, il est acquitté. Si les trois magistrats du tribunal correctionnel déclarent, soit unanimement soit à la majorité des 2/3, le prévenu non coupable, la relaxe est prononcée.

Quand un désaccord survient entre les membres du jury, ceux-ci essaient en général de comprendre la divergence des positions. Si les personnes ne changent pas d'avis, un vote à la majorité qualifiée permet de trancher. Lorsque la culpabilité est acquise, un débat sur la peine à attribuer s'engage, celle-ci devant normalement faire l'objet d'un consensus, ce qui suppose l'intégration de plusieurs jugements individuels potentiellement très contrastés. Ainsi, le verdict final peut être considéré comme le résultat d'un jeu d'influences réciproques, classiquement décrit en psychologie sociale sous le label de « processus de groupe ». Les nombreuses études psychosociales sur les décisions de groupe nous permettent de penser que la peine constitue la résultante de deux étapes majeures décrites précisément par Brehm et Kassin dans leur ouvrage de 1990.

3.1.2 L'« orientation détendue » et le « conflit d'opinions »

La première étape est appelée l'« orientation détendue » : le président, après avoir communiqué quelques informations d'ordre juridique aux jurés, prend connaissance de l'avis de chacun des membres du

jury quant à la peine à infliger à l'auteur. Les divergences de position marquent le début de la deuxième étape, celle du « conflit d'opinions ». Le jury va tenter de résoudre ce conflit par le biais de divers processus d'influence sociale, analysés de manière approfondie par Kaplan (1989) ou, plus récemment, Devine, Clayton, Dunford, Seying et Pryce (2001).

Les individus peuvent s'engager dans un « processus de normalisation » (Sherif, 1935) : le jury parviendra alors à un consensus en élaborant une norme de jugement à laquelle chaque membre va adhérer. Si le désaccord demeure, la majorité tentera de convertir la ou les minoritaire(s) *via* le « processus de conformisme » (Asch, 1956). Celui-ci s'opère à travers une double influence, à la fois informative et normative (Deutsch et Gerard, 1955) : le déviant se conforme parce qu'il est vraiment convaincu du bien-fondé des informations communiquées par les autres et/ou parce qu'il cède à leur pression pour respecter la norme. Outre cette convergence des opinions individuelles vers la norme du groupe, celles-ci peuvent également s'orienter vers un pôle, ce « processus de polarisation » conduisant à des décisions collectives extrêmes.

3.2 Pour le procès d'assises

Les recherches effectuées avec des jurys simulés ont montré que la peine prononcée pouvait être influencée par divers facteurs, tels que la taille et la composition du jury ainsi que le phénomène de soumission à l'autorité. Un certain nombre d'entretiens menés auprès d'anciens jurés, dans le cadre de récentes études de terrain en psychologie (Scharnitzky et Kalampalikis, 2007) et en sociologie (Giglio-Jacquemot et Jellab, 2012), viennent confirmer les résultats expérimentaux.

3.2.1 La taille et la composition du jury

La méta-analyse réalisée par Saks et Marti en 1997 met en évidence divers effets de la taille d'un jury sur les délibérations :

- plus un jury est grand et plus le temps de délibération est long, même si la participation de chacun des membres est moindre comparativement à celle observée dans de petits jurys ;
- moins le nombre de jurés est important et moins le jury est susceptible de représenter les segments minoritaires de la population, ce qui aura inévitablement une incidence sur le contenu de la discussion.

Sargent et Bradfield (2004) ont montré que des jurys hétérogènes d'un point de vue racial discutaient davantage des faits que des jurys homogènes, ce qui rendait leurs verdicts plus construits et moins biaisés quant à l'appartenance ethnique de l'accusé. Finkelstein et Bastounis (2010) ont également mis en évidence que les jurys de niveau élevé en connaissances juridiques (jurys composés exclusivement d'auditeurs de justice) étaient plus sévères dans leurs jugements que les jurys « naïfs », constitués uniquement d'étudiants en sciences humaines. Le Bon, dans son célèbre ouvrage de 1895, soulignait déjà l'utilité de cette « foule hétérogène non anonyme » que forme le jury, « lui seul pouvant tempérer les inexorabilités de la loi » (p. 101-105).

Dans la procédure pénale française, les jurés (six en première instance et neuf en appel depuis la loi du 10 août 2011) sont appelés à siéger aux côtés de trois magistrats. Ces « jurys mixtes » (juristes et non-juristes) ont conduit certains chercheurs en psychologie sociale à s'interroger sur l'émergence d'un phénomène de soumission à l'autorité au cours de leurs délibérations (Nemeth, 1996).

3.2.2 Le phénomène de soumission à l'autorité

La présence de trois juges professionnels crée une divergence de statut entre les initiés et les profanes, ces derniers ayant logiquement tendance à se rallier à l'avis des premiers. Bonner, Baumann et Dalal (2002) indiquent bien que le fait de considérer quelqu'un comme « expert » augmente son degré d'influencabilité au sein d'un groupe et modifie le processus décisionnel. C'est aussi ce qu'écrit Sabatier (2007, p. 280) à la fin de sa thèse : « L'étiquetage catégoriel *non-experts* et la mise en saillance des différentes positions statutaires dans un contexte de jugement et de délibération peut rendre les jurés plus déterminables, plus susceptibles d'agir en fonction des attentes des professionnels présents lors des délibérations ». Comme l'ont clairement mis en évidence Blanck et Rosenthal (1992), les jurés arrivent facilement à deviner les attentes des magistrats, notamment au travers de leurs micro-comportements non verbaux (détournement du regard, froncement des sourcils, pincement de la bouche, etc.), et n'ont dès lors plus qu'à les suivre.

3.3 Pour le procès correctionnel

3.3.1 Le temps pour juger

Concernant spécifiquement la « mise en délibéré » du dossier, les magistrats décident de se retrouver quelques jours après l'audience pour délibérer, le temps supplémentaire qu'ils s'accordent pour juger étant censé améliorer la qualité de leur réflexion et de leur décision. Mais cette amélioration qualitative est-elle effective ? Même si les recherches juridiques effectuées pendant ce temps fondent leur jugement d'un point de vue légal, une telle interrogation trouve néanmoins sa pertinence d'un point de vue psychologique. Ce laps de temps écoulé entre l'audience et le jugement n'introduit-il pas en effet de nouveaux biais cognitifs ? Le psychologue social pensera notamment au « biais de distorsion systématique » qui, selon Schweder (1975), est justement susceptible d'apparaître dans des conditions « de mémoire », de doute ou encore de pression temporelle, le risque étant que « ces jugements basés sur le souvenir reproduisent purement et simplement les associations conceptuelles *a priori* et soient peu sensibles aux relations entre les items dans les comportements effectifs ».

Puisqu'un écart temporel entre l'audience et le jugement présente ce type d'inconvénient, ne serait-il pas préférable de rendre chaque décision juste après l'examen de l'affaire, comme dans le cadre de la procédure dite de « comparution immédiate » ? Mais se pose alors une autre question : cette répétition des jugements au cours d'une même audience a-t-elle une incidence sur le choix des peines prononcées ? Cette interrogation a fait l'objet d'une étude expérimentale réalisée auprès de sujets tout venant amenés à juger rapidement et de manière répétitive des faits similaires (Przygodzki et Mullet, 1999). Les résultats montrent que la sévérité s'accroît avec le nombre de jugements, et ce pour la quasi-totalité des sujets. Il serait intéressant de répliquer ce type de recherche afin de déterminer si cet accroissement de la sévérité est lié au renouvellement de l'acte de juger, à la rapidité avec laquelle ces jugements sont effectués, ou à l'interaction de ces deux facteurs.

3.3.2 La charge de travail

Concernant la durée des audiences, même si des textes prescrivent des limites horaires, celles-ci sont bien souvent dépassées, du fait de la charge croissante de travail des magistrats. Il ne faut pourtant pas oublier, comme le rappellent Gadbois et Prunier-Poulmaire (1998, p. 96), que « l'homme n'est pas un robot, et son efficacité diminue lorsqu'il

est amené à poursuivre son activité sur un certain laps de temps ». Des études de chrono-psychologie ont montré que nos capacités fonctionnelles étaient affectées par deux types de fluctuations : non seulement des variations structurelles liées à la rythmicité biologique de l'organisme humain, mais également des variations résultant de son activité même. Comment, dès lors, maintenir une attention soutenue au fil des heures d'audience compte tenu de la fatigue qui en découle ? L'importance des enjeux sociaux qui se jouent lors des procès devrait conduire les juges, et tout particulièrement le président du tribunal, à veiller à cette question de leur temporalité.

L'ensemble des résultats des recherches susmentionnées, sans pourtant prétendre à l'exhaustivité, met bien en exergue l'influence manifeste de diverses variables, à la fois légales et extra-légales, sur les mécanismes de jugement au cours du procès (Przygodzki-Lionet, 2007a). La multiplicité des biais constatés révèle dans le même temps la grande complexité des décisions judiciaires, complexité à laquelle s'ajoute une forte attente sociale à l'égard de la justice. Cette double contrainte, liée au contenu même du travail et aux conditions dans lesquelles il s'effectue, peut peser lourdement pour les personnels judiciaires, les auxiliaires de justice et les jurés.

4. L'après-procès

4.1 Le soutien psychologique aux jurés d'assises

Le fait d'être juré de Cour d'assises constitue, à n'en pas douter, une expérience particulière et forte qui, selon Durif-Varembont (2007, p. 441), entraîne une certaine « souffrance psychique due à une combinaison de facteurs tenant à la psychologie personnelle des jurés et à la situation institutionnelle, génératrice de conflictualités ». L'auteur signale que l'impératif de ne pas laisser paraître ses émotions, alors que l'on se trouve inévitablement confronté au sordide et à la violence et qu'un processus d'identification à la victime ou à l'accusé est probable, s'avère particulièrement difficile à respecter par les citoyens jurés. Par ailleurs, la lourde responsabilité de juger suscite chez eux des angoisses et des conflits psychiques liés notamment à l'obligation légale de rendre la justice tout en ayant le sentiment de ne pas en avoir la compétence. Afin de prévenir les potentiels effets délétères de cette expérience, Durif-Va-

rembours, rejoignant les conseils formulés par Rainis en 2002 (p. 114), préconise la mise en place, après le procès, d'un suivi psychologique et pédagogique des jurés d'assises.

4.2 Le sentiment de justice chez les justiciables

Outre le ressenti des jurés, il importe également de se soucier de celui des justiciables. Plus précisément, la personne condamnée et la victime ont-elles le sentiment, à la fin du procès, que « justice est faite » ? Cette justice *versus* injustice perçue est liée à différents aspects de la décision : l'issue de cette dernière, qui renvoie à la « justice distributive », la manière dont cette décision a été prise, appelée « justice procédurale », et enfin le traitement interpersonnel instauré au cours de la procédure, qui relève de la « justice interactionnelle ». Plusieurs recherches, menées pour l'instant surtout en psychologie du travail et des organisations (Finkelstein, 2002, p. 134 ; 2005), ont montré que les individus sont autant, sinon plus, intéressés par la manière dont les décisions sont prises (règles procédurales) et par la façon dont ils sont traités (processus relationnel) que par les résultats (sanction finale).

La comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC) étant présentée aux prévenus comme une procédure « négociée », on peut se demander si, comparativement aux personnes suivant le circuit correctionnel traditionnel, celles inscrites en CRPC éprouvent, à la sortie de l'audience, un sentiment de justice plus important (Przygodzki-Lionet, 2009a). Les premiers résultats obtenus montrent que les condamnations prononcées en CRPC sont en effet, globalement, considérées comme plus justes que celles résultant d'une audience correctionnelle classique. Par ailleurs, la sous-direction de la Statistique et des Études du ministère de la Justice lance, depuis quelques années, des enquêtes spécifiques auprès des victimes d'infraction afin qu'elles puissent exprimer leur degré de satisfaction sur la façon dont la justice leur a été rendue (Belmokhtar, 2007 ; Benzakri, 2010) : globalement, une victime sur deux se dit « satisfaite », mais leur sentiment varie fortement en fonction de divers facteurs comme la gravité de l'infraction subie, la procédure judiciaire suivie et la rapidité de celle-ci.

Ce questionnement relatif à la justice perçue dans le champ judiciaire est fondamental car les conséquences du « sentiment d'injustice subie » sont potentiellement graves. Goutas, Girandola et Minary (2003) indiquent que l'impression d'avoir été traité injustement favorise les croyances en la légitimité de la violence et de l'agressivité. Ainsi, veiller

à la préservation d'un sentiment de justice chez les justiciables revient à prévenir la récidive et la vengeance.

Il apparaît clairement, à la fin de ce chapitre relatif à la phase de jugement, que les acteurs principaux de cette seconde étape majeure de la procédure judiciaire sont les magistrats du Parquet (procureur de la République, substitut du procureur) et du siège (juge d'instruction, juge aux affaires familiales, juge des enfants, juge correctionnel, président de Cour d'assises, etc.). À la suite de l'affaire d'Outreau, une réforme des modes d'accès à la magistrature est intervenue en 2008, les psychologues participant dorénavant au recrutement des magistrats de l'ordre judiciaire. Ainsi, sur la base de tests (d'aptitude et de personnalité) et d'un entretien, le psychologue est appelé à donner son avis sur la compatibilité entre la personnalité du candidat et les capacités attendues du magistrat. Des enseignements de psychologie sont également dispensés aux auditeurs de justice (formation initiale au métier de magistrat à l'École Nationale de la Magistrature-ENM de Bordeaux) comme aux magistrats en fonction (formation continue à l'ENM-Paris). On observe enfin que des personnels judiciaires sollicitent un soutien psychologique, celui-ci pouvant se concrétiser par une aide personnalisée ou par la participation à un groupe d'expression sur le vécu juridictionnel.

L'ESSENTIEL

- Quel que soit le système de justice considéré (accusatoire, inquisitoire ou hybride), les psychologues y tiennent une place relativement importante, leurs apports techniques et théoriques contribuant à la fois à l'élaboration et à la compréhension des décisions judiciaires.
- Dans le cadre des alternatives au procès, ils peuvent intervenir en tant que médiateurs lors de situations familiales conflictuelles et participer, aux côtés des éducateurs de la PJJ notamment, aux mesures judiciaires d'investigation éducative. Ils sont également sollicités, surtout en Amérique du Nord, pour vérifier la « capacité psychologique » des prévenus et accusés à aborder le procès, pour sélectionner les jurés et pour proposer des moyens de remédier aux effets de la médiatisation des affaires judiciaires. Au cours du procès, les psychologues concourent largement à la construction de la décision de justice au travers de leurs rapports d'expertise.

- Les nombreuses recherches en psychologie légale apportent par ailleurs un éclairage nouveau sur les enjeux de certaines procédures judiciaires (comme la CRPC) et de la publicité liée aux affaires criminelles. Ces études psychologiques permettent aussi de mieux comprendre la dynamique des jugements individuels et collectifs à l'œuvre pendant l'audience puis lors de la délibération ou du délibéré. Cette meilleure compréhension du processus judiciaire peut préserver les jurés des potentiels effets délétères de leur expérience d'une part, et les justiciables d'un éventuel sentiment d'injustice subie d'autre part.
- Les psychologues participent aujourd'hui au recrutement des magistrats. Ils sont aussi amenés à les former et à les soutenir dans les difficultés liées à leurs pratiques professionnelles.

Pour aller plus loin

BERTONE, A., MÉLEN, M., PY, J. & SOMAT A. (1995). *Témoins sous influences. Recherches de psychologie sociale et cognitive*. Presses Universitaires de Grenoble.

COMBALBERT, N. (2010). *L'Expertise psycho-criminologique*. Paris, Armand Colin.
DOSSIER « REGAIN OU DÉCLIN DU JURY EN EUROPE » (2012). *Les Cahiers de la Justice*, 1, 13-95.

FINKELSTEIN, R. (2005). « Du sentiment de justice aux relations sociales dans les organisations ». In *Psychologie sociale*. Paris, Hachette, chapitre VII, p. 213-246.

HAFER, C.L. & BÈGUE, L. (2005). « Experimental research on Just-World theory : Problems, developments and future challenges », *Psychological Bulletin*, 131 (1), 128-167.

KAPLAN, M.F. & MARTIN, A.M. (2006). *Understanding world jury systems through social psychology research*, New York, Psychology Press.

MANCHEC, K., SOMAT, A. & TESTÉ, B. (2004). « Justice, équité et démocratie : le rôle de la presse dans les décisions judiciaires. Un point de vue psychosocial. » In P. MARCHAND (Ed.), *Psychologie sociale des médias*, p. 143-166. Presses Universitaires de Rennes.

YZERBYT, V. & SCHADRON, G. (1996). *Connaître et juger autrui*. Presses Universitaires de Grenoble.

Chapitre 3

**DU JUGEMENT À SON EXÉCUTION :
LES APPORTS DE LA PSYCHOLOGIE
AUX CONDAMNÉS
ET AUX PROFESSIONNELS
CHARGÉS DE LES ENCADRER**

Sommaire

1. La question fondamentale du sens de la sanction	70
1.1 Les difficultés de compréhension	70
1.2 Le rôle des travailleurs sociaux et des psychologues	71
2. Les problèmes médico-psychosociaux des personnes condamnées	72
2.1 Une triple fragilité : sociale, physique et psychologique	73
2.2 Une fragilité potentiellement accentuée par la « carcéralité »	74
3. L'importance du dispositif sanitaire en milieu pénitentiaire	77
3.1 Des constats aux réformes	77
3.2 La prise en charge psychologique	78
4. Les programmes d'éducation et de prévention destinés aux auteurs d'infraction	83
4.1 De l'éducation à la santé à l'éducation socio-morale	83
4.2 La prévention de la récidive : de la responsabilité à la responsabilisation	86
5. Les difficultés professionnelles et l'aide psychologique proposée au personnel	88
5.1 Les conflits intergroupes : catégorisation et stratégies identitaires	88
5.2 Manifestations symptomatiques et soutien psychologique	91
Pour aller plus loin	94

Le rôle de la justice ne s'arrête pas au prononcé de la sanction : elle doit veiller à son exécution, tant pour la victime que pour le condamné.

La reconnaissance judiciaire du « statut de victime » à la partie civile lui permet généralement d'obtenir, au moment du jugement, des dommages et intérêts pour le préjudice (matériel et/ou moral, psychique, physique, etc.) causé par l'infraction. La justice se doit de vérifier le recouvrement effectif et rapide de cette créance par la victime. Au-delà de l'indemnisation, il importe aussi de proposer aux victimes, selon leur état et leurs besoins au sortir du procès, soit la mise en place d'une prise en charge médico-psychologique, soit la poursuite de l'accompagnement psycho-judiciaire initié au début de la procédure. Même si le législateur a tendance, depuis quelques années, à donner un statut « post-sentenciel » à la victime (par exemple, l'article 712-7 du Code de Procédure Pénale prévoit que les mesures concernant le relèvement de la période de sûreté, la libération conditionnelle ou la suspension de peine soient prises par jugements du tribunal de l'application des peines après que l'avocat de la victime-partie civile, s'il en a fait la demande, ait assisté aux débats pour y faire valoir ses observations avant les réquisitions du Ministère public), un certain nombre de professionnels de la justice et de la santé estiment que celle-ci a tout intérêt à prendre de la distance avec le système judiciaire afin de pouvoir dépasser le plus rapidement possible son statut de victime.

L'exécution de la sanction, que ce soit en milieu ouvert ou en milieu fermé, doit poursuivre l'action judiciaire dont l'objectif majeur est l'insertion ou la réinsertion sociale de celui qui a enfreint la loi. C'est dans cette perspective qu'interviennent les psychologues de la Protection judiciaire de la Jeunesse (PJJ) et de l'Administration Pénitentiaire (AP). À la PJJ, ils assurent, au sein de structures d'hébergement plus ou moins contraignantes (par exemple dans les Établissements de Placement Éducatif – EPE, assez souples, ou dans les Centres Éducatifs Fermés – CEF, nettement plus cadrants), le suivi clinique des mineurs et jeunes majeurs délinquants et en danger. Pour que ce suivi soit efficace, les psychologues doivent collaborer étroitement avec leurs collègues éducateurs ainsi qu'avec les familles de ces jeunes. À l'AP, ils participent à l'élaboration des Programmes de Prévention de la Récidive (PPR) devant désormais être mis en œuvre dans tous les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (circulaire n° 113/PMJ1 du 19 mars 2008 relative aux missions et aux méthodes d'intervention des SPIP). Depuis plus d'une dizaine d'années, des postes de psychologues sont systématiquement créés dans le cadre de la généralisation du dispositif PEP (Parcours d'Exécution de la Peine) à toutes les prisons. Les psychologues peuvent

aussi intervenir, *via* l'hôpital, en tant que soignants en milieu carcéral et offrir aux détenus diverses prises en charge thérapeutiques.

L'AP est, ce qui peut sembler paradoxal, l'une des institutions les plus ouvertes à la psychologie : elle recrute en effet régulièrement, depuis une vingtaine d'années maintenant, des psychologues de différentes spécialités, tant pour la population carcérale que pour les personnels pénitentiaires. Ainsi, comme pour les professionnels de la police et des juridictions, les « psychologues pénitentiaires » prennent de plus en plus part au recrutement et à la formation des personnels de surveillance, de direction et d'insertion, probation. Eu égard aux nombreuses problématiques rencontrées en prison, les demandes de soutien psychologique se multiplient, celui-ci pouvant prendre différentes formes, comme nous le verrons en dernière partie de ce chapitre.

1. La question fondamentale du sens de la sanction

1.1 Les difficultés de compréhension

Il est assez frappant, et inquiétant, de voir certains prévenus, jeunes pour la plupart, sortir d'une audience judiciaire ravis, déclarant « n'avoir rien pris » alors qu'une peine avec sursis vient de leur être attribuée. De toute évidence, ils ne savent pas bien ce que veut dire « sursis », tout comme ils ont généralement du mal à comprendre certaines expressions, telles que « mise à l'épreuve » (quelle épreuve dois-je passer ?) ou « sanction éducative » (comment peut-on me punir et m'éduquer en même temps ?). Les magistrats et les personnels pénitentiaires, globalement conscients de ces difficultés de compréhension du vocabulaire juridique, s'interrogent souvent au sujet de la « pédagogie de l'audience » et du « sens de la peine ». Comment en effet les délinquants peuvent-ils adhérer à la procédure judiciaire, accepter leur sanction et participer activement à son exécution alors que la plupart d'entre eux sont « sourds » au langage pénal, celui-ci étant sous-tendu par un système de valeurs souvent différent du leur et plus symbolique que concret ?

Certains criminologues ont d'ores et déjà souligné la fréquente inaptitude du délinquant à s'abstraire du concret, cette carence de l'intelligence abstraite l'amenant au « présentisme », c'est-à-dire à vivre sous

l'emprise du présent (Cusson, 1998, p. 92-93). Le fait de penser en dehors de toute continuité temporelle ne permet pas de concevoir les rapports existant entre différents événements : ainsi, un mineur délinquant peut être dans l'incapacité de comprendre le lien causal entre ses actes et leurs conséquences, à savoir le préjudice subi par la victime et la sanction qui en résulte. Il le comprendra d'autant moins si la sanction est tardive et/ou sévère, par exemple parce qu'il a récidivé alors que des sursis ont déjà été prononcés à son encontre précédemment. Par ailleurs, vivre uniquement dans « l'ici-maintenant » et selon le « principe de plaisir » rend toute projection dans l'avenir particulièrement difficile et ne favorise pas l'effort, obérant du coup toute construction de projets. Les praticiens, psychologues compris, qui s'occupent de l'insertion sociale et professionnelle de délinquants ont intérêt à connaître ces effets du présentisme afin de pouvoir adapter leur prise en charge.

1.2 Le rôle des travailleurs sociaux et des psychologues

On observe depuis quelques années le développement de certaines mesures éducatives dont les objectifs sont précisément de faire prendre conscience aux auteurs d'infraction de la portée de leurs gestes et plus généralement de les faire réfléchir sur les principes fondamentaux de la vie en société. On pense notamment au « stage de citoyenneté », introduit par la loi du 9 mars 2004 et applicable aux infracteurs mineurs et majeurs, ainsi qu'à la « réparation pénale », inscrite dans la loi du 4 janvier 1993 et destinée aux mineurs délinquants. Les conseillers d'insertion et de probation de l'AP et les éducateurs de la PJJ, avec le concours quelquefois de psychologues, mettent en œuvre ces mesures exécutées en milieu libre.

En milieu fermé, le « parcours d'exécution de la peine » (PEP) s'inscrit dans la même logique. Le premier objectif affiché de ce dispositif consiste en effet à donner plus de sens à la peine en impliquant la personne détenue, d'une part, dans une réflexion à l'égard des faits ayant motivé la condamnation et, d'autre part, dans la gestion de son temps en détention. Cet outil, d'abord expérimenté et évalué dans une dizaine de prisons françaises à la fin des années quatre-vingt-dix, a ensuite été généralisé aux établissements pour peine (circulaire n° 2000-08 du 21 juillet 2000) et s'étend aujourd'hui, conformément aux recommandations du Conseil de l'Europe (règle 103-3 des règles pénitentiaires européennes adoptées en 2006), à l'ensemble des maisons d'arrêt afin

d'assurer une prise en charge continue de chaque détenu, depuis son écrou jusqu'à sa libération, et ce quel que soit son lieu d'affectation (article 89 de la loi pénitentiaire n° 2009-1436 du 24 novembre 2009). La mise en place du PEP dans un établissement pénitentiaire s'accompagne normalement du recrutement d'un psychologue qui, dans ce cadre, n'est ni expert ni thérapeute. Il rencontre tous les arrivants en prison pour procéder à un premier bilan de leur situation personnelle et pour les encourager, selon le principe de l'individualisation de la peine, à construire leur propre parcours en détention (profiter par exemple du temps d'incarcération pour se former et obtenir un diplôme, pour commencer une psychothérapie, ou encore pour exercer une activité en vue d'indemniser les victimes). Le « psychologue PEP » travaille également avec les personnels exerçant en milieu carcéral, et tout particulièrement avec les personnels de surveillance, pour les accompagner dans leur mission d'observation. La définition d'un parcours individualisé résulte finalement d'une évaluation plurielle du détenu, discutée au cours des réunions de la « commission pluridisciplinaire unique » auxquelles assiste, avec voix consultative, le psychologue. Le caractère polyvalent de cette fonction de « psychologue PEP », qui nécessite d'ailleurs une formation transversale (idéalement en psychologie clinique, criminologique, organisationnelle et sociale), constitue à la fois son intérêt mais suscite également des questionnements quant au positionnement des acteurs de ce dispositif. Ces derniers s'interrogent aussi au sujet de sa mise en application avec certaines personnes incarcérées, soit parce qu'elles le sont pour une courte ou au contraire très longue peine (comment mobiliser un détenu qui sortira dans quelques semaines ou, à l'inverse, dans une vingtaine d'années ?), soit parce qu'elles arrivent en prison dans un état physique et psychologique tel qu'elles doivent d'emblée être orientées vers les services de santé.

2. Les problèmes médico-psychosociaux des personnes condamnées

Les personnels travaillant en milieu pénitentiaire constatent fréquemment, chez les détenus arrivants, les stigmates d'une vie placée sous le signe de la prise de risques plutôt que de la prise en soin de soi. Plusieurs enquêtes, s'étant intéressées à la santé physique et mentale des entrants en prison, ont mis en évidence une morbidité antérieure à l'incarcération et liée à une triple fragilité.

2.1 Une triple fragilité : sociale, physique et psychologique

Une première enquête concernant la santé des détenus (Mouquet, Dumont et Bonnevie, 1999) montre d'abord qu'au moment de l'écrou, une personne sur cinq n'a pas de domicile fixe et 17,5 % disent ne pas avoir de protection sociale. Naturellement, les individus sans couverture sociale ont moins recours au système de soins, ce qui fait qu'à cette fragilité sociale s'ajoute inévitablement une fragilité physique accentuée par une négligence dans l'hygiène de vie : quatre entrants en prison sur cinq fument plus d'un paquet de cigarettes par jour, un tiers déclarent une consommation excessive d'alcool et près d'un tiers reconnaissent une consommation prolongée et régulière de drogues au cours des douze mois avant l'incarcération. Le cumul des consommations à risque (alcool et drogues étant l'association la plus fréquente) a entraîné des complications (polynévrite, hépatite, contamination VIH, etc.) chez certains. Ces toxicomanies témoignent aussi d'une fragilité psychologique. D'ailleurs, près de 10 % des entrants affirment avoir été hospitalisés en psychiatrie dans l'année précédant l'incarcération et, parmi eux, près de six sur dix ont un traitement en cours par psychotropes. Une enquête portant plus spécifiquement sur la santé mentale des détenus (Coldefy, Faure et Prieto, 2002) indique que les psychiatres exerçant en prison ont repéré au moins un trouble psychiatrique chez plus de la moitié (55 %) des entrants en détention. Les symptômes décrits sont variés mais on distingue principalement des troubles anxieux (anxiété exprimée, phobies, etc.), des troubles liés à une dépendance addictive, des troubles psychosomatiques (perturbations du sommeil, de l'alimentation, etc.) et des troubles de la conduite (impulsivité, comportement antisocial, etc.).

Les enquêtes susmentionnées ont également mis en évidence quelques différences selon le sexe et l'âge des personnes incarcérées. On observe en effet que même si les consommations d'alcool, de tabac et de drogues concernent aussi souvent les femmes que les hommes arrivant en détention, la prise de médicaments psychotropes est plus importante chez elles (26 % contre 17 % chez les hommes), l'écart le plus significatif portant sur les antidépresseurs (9,1 % pour les femmes contre 3,5 % pour les hommes). Cette médication est en lien avec une prise en charge thérapeutique : 13 % des entrantes en prison (contre 8,5 % des entrants) déclarent avoir déjà eu un suivi ou une hospitalisation psychiatriques. Ainsi, une consultation spécialisée en psychiatrie est prescrite à l'entrée en prison pour 16 % des femmes (contre 8,5 % des

hommes). Si les femmes requièrent donc plus de soins que les hommes, la situation des mineurs incarcérés est également inquiétante. Près de 80 % d'entre eux fument, près de 30 % utilisent habituellement des drogues (surtout du cannabis mais aussi des opiacés tels que l'héroïne ou l'opium) et 16 % ont une consommation excessive d'alcool. Par ailleurs, 9 % des mineurs arrivant en détention disent avoir déjà été hospitalisés en psychiatrie et un sur vingt suit un traitement psychotrope. Une consultation en psychiatrie, hors motifs liés à leurs toxicomanies, est d'emblée prescrite pour près de 10 % des entrants mineurs.

Relativement peu de recherches ont été publiées concernant l'épidémiologie des pathologies psychiatriques repérées en prison mais, comme l'écrivent Senon et Manzanera (2008, p. 201), « les troubles mentaux retrouvés en milieu carcéral sont dénoncés dans tous les pays industrialisés comme en constante augmentation ». Archer et Lameyre (2003) indiquent qu'« en plus du nécessaire repérage des troubles mentaux, les diagnostics de personnalités pathologiques et les approches psycho-dynamiques renseignent utilement sur l'état mental des personnes détenues ». Les auteurs soulignent les nombreuses carences affectives, éducatives et socioculturelles dont sont porteurs les détenus, carences résultant d'abandons et de frustrations diverses entraînant des altérations identitaires, des insuffisances au niveau habiletés sociales et l'échec de l'intégration sociale. Les diverses pathologies constatées à l'entrée en prison révèlent donc les multiples épreuves et souffrances vécues avant l'incarcération, celle-ci pouvant provoquer la réactivation, voire l'aggravation, de certaines affections.

2.2 Une fragilité potentiellement accentuée par la « carcéralité »

La fragilité sociale, physique et psychologique observée chez la plupart des personnes entrant en prison risque de s'accroître encore avec la « carcéralité », considérée par Lhuillier (2007, p. 447) comme l'« expérience subjective de la détention », celle-ci étant marquée par l'effritement du lien social, le brouillage spatio-temporel et l'appauvrissement sensoriel.

La mise à l'écart de la société que constitue l'incarcération bouleverse inévitablement les repères personnels et relationnels, bouleversement « dont l'impact dépasse largement le vécu du détenu lui-même et provoque de nombreux *dommages collatéraux* dans les familles qui subissent ce que certains auteurs appellent *l'autre peine*, particulièrement

marquante pour les enfants qui se trouvent doublement victimisés par le départ du parent emprisonné et par la stigmatisation sociale ainsi induite » (Delens-Ravier, 2006, p. 481). Même si chaque situation familiale est unique, on constate que l'incarcération d'un parent entraîne généralement chez l'enfant de la culpabilité et de la honte. Ces effets sont particulièrement prégnants quand la mère est incarcérée, l'enfant pouvant sombrer dans la dépression et attenter à ses jours (Arrigo, 2000, p. 327). Cette séparation parent-enfant risque d'occasionner aussi, chez le parent détenu, des difficultés à se représenter sa fonction parentale. Outre cette atteinte à l'exercice de la parentalité, l'emprisonnement entrave également les relations conjugales, générant ainsi, malgré l'instauration du principe d'une visite trimestrielle dans une « unité de vie familiale » ou un « parloir familial » au bénéfice des détenus demandeurs (article 36 de la loi pénitentiaire de 2009), un certain nombre de ruptures entre conjoints et le développement en prison d'une sexualité « de substitution », solitaire et/ou homosexuelle.

L'homme étant fondamentalement un être relationnel, tout enfermement et isolement lui sont néfastes. Escobar (1989) et Rivolier (1992) ont bien décrit dans leurs ouvrages les conséquences délétères de ces situations, qu'elles soient volontaires ou involontaires. Si l'être humain a besoin de relations avec les autres, celles-ci doivent néanmoins pouvoir se développer dans le respect de l'espace personnel et intime de chacun pour être adaptées et satisfaisantes. La situation pénitentiaire française actuelle, du fait de l'état de certains établissements et de la surpopulation carcérale, permet difficilement de tenir compte de ces besoins humains. Parallèlement à cette réduction de l'espace de vie s'installe une altération du temps qui semble indéfini puisque circulaire (rituels pénitentiaires répétés quotidiennement) et caractérisé par l'attente (attente du jugement en détention provisoire, attente du prochain parloir, attente de la probable permission de sortie, attente de la libération, etc.).

La privation d'espace et la dystemporalité s'accompagnent d'une raréfaction des afférences sensorielles affectant principalement la vision : aucune perspective en dehors des murs ne s'offrant à la vue, celle-ci diminue sensiblement après quelques mois d'incarcération. Cette restriction visuelle est en partie compensée par l'ouïe, les détenus se plaignant fréquemment d'une hypersensibilité au bruit.

L'ensemble de ces contraintes liées à l'enfermement carcéral explique non seulement l'aggravation potentielle des pathologies mentales pré-existantes à la détention mais aussi l'apparition de troubles réactionnels

à l'incarcération. Certains médecins exerçant en prison (Barlet, 1995, par exemple) ont ainsi remarqué que la mise sous écrou provoquait, particulièrement chez les personnes incarcérées pour la première fois, un état de sidération et d'abattement pendant quelques jours, ce « choc carcéral » (Lhuillier, 2001) se traduisant ensuite par une phase d'« explosivité », caractérisée par une importante hétéro-agressivité (bagarres entre détenus, agressions envers les personnels, etc.) et autoagressivité (grèves de la faim, automutilations, tentatives de suicide et suicides, etc.). La « sur-suicidité carcérale » (on relève, en France, environ sept fois plus de suicides en prison qu'en milieu libre) est révélatrice de cet effet conjugué des troubles psychiques (dépressifs notamment) et réactionnels liés à l'enfermement. Les conduites suicidaires en détention constituent une problématique récurrente qui a fait l'objet de recherches universitaires (lire à ce sujet l'ouvrage de Bourgoin, 1994) et de réflexions approfondies dans le cadre de groupes de travail mis en place par les ministères de la Justice et de la Santé en vue d'une amélioration de leur prévention. Barlet indique que cette « période explosive », marquée par la violence et l'agressivité, est suivie par une période de « retrait dans la chair » au cours de laquelle les détenus se plaignent, entre autres, de céphalées, de douleurs de poitrine ou encore de troubles digestifs et dermatologiques. Il affirme que ce n'est qu'à partir d'un an d'incarcération environ que l'on peut parler d'une certaine « adaptation », puis de « réparation », dans le sens où les demandes de consultations et de prescriptions médicamenteuses diminuent et le nombre des prises en charge se stabilise. Ces constatations médicales suscitent deux types de réflexion. D'une part, elles interrogent quant à l'opportunité des courtes peines d'emprisonnement ferme, les détenus ne pouvant atteindre ces étapes d'adaptation et de réparation risquant alors de sortir au moment même où ils sont le plus perturbés physiquement et psychologiquement. D'autre part, elles mettent clairement en évidence l'importance du dispositif sanitaire en milieu pénitentiaire, tant pour les soins (somatiques, psychologiques et psychiatriques) que pour l'éducation et la prévention.

3. L'importance du dispositif sanitaire en milieu pénitentiaire

3.1 Des constats aux réformes

La loi n° 94-43 du 18 janvier 1994 relative à la santé publique et à la protection sociale, dont les conditions d'application sont fixées par le décret du 27 octobre et la circulaire du 8 décembre de la même année, a marqué un tournant décisif dans la prise en charge sanitaire et sociale des personnes incarcérées. Cette réforme fait suite à la publication, en 1993, du rapport du Haut Comité de la Santé Publique qui signale l'état de santé déplorable de la plupart des détenus et suggère de les faire bénéficier de l'assurance-maladie, les soins dont ils ont besoin devant être totalement confiés aux professionnels de la santé et non plus à l'AP. Ainsi, depuis 1994, tous les détenus sont affiliés, dès leur écrou, aux assurances maladie et maternité du régime général de la sécurité sociale. Par ailleurs, chaque établissement pénitentiaire est rattaché, *via* un protocole d'accord, à l'hôpital de proximité qui dispose dorénavant d'une antenne en prison, l'Unité de Consultations et de Soins Ambulatoires (UCSA), au sein de laquelle des personnels hospitaliers, détachés ou vacataires, assurent le suivi médico-psychologique de la population pénale. Parallèlement aux UCSA existent aussi des Services Médico-Psychologiques Régionaux (SMPR, appelés antérieurement CMPR), définis par le décret du 14 mars 1986 comme le secteur de psychiatrie en milieu pénitentiaire chargé de répondre aux besoins de santé mentale des personnes incarcérées dans les établissements relevant d'une région pénitentiaire. Pratiquement tous les SMPR comportent une unité d'hospitalisation en détention mais son fonctionnement, équivalent à celui d'un hôpital de jour, ne permet pas toujours une prise en charge appropriée. Des Unités Hospitalières Spécialement Aménagées (UHSA) sont donc créées actuellement (la première a été ouverte en mai 2010 à Lyon) pour compléter le dispositif de psychiatrie publique en milieu carcéral. Ces unités, implantées dans des centres hospitaliers de rattachement et sécurisées par la surveillance périmétrique du personnel pénitentiaire, permettent l'hospitalisation, avec ou sans leur consentement, de détenus des deux sexes, majeurs et mineurs, atteints de graves troubles mentaux (pour plus de précision, lire la circulaire interministérielle DGOS/R4/PMJ2/2011/105 du 18 mars 2011 relative à l'ouverture et au fonctionnement des UHSA).

Cette évolution du droit de la santé des détenus s'inscrit dans une logique réaffirmée par la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009 et conforme aux exigences européennes : « la qualité et la continuité des soins sont garanties aux personnes détenues dans des conditions équivalentes à celles dont bénéficie l'ensemble de la population » (article 46).

En outre, il est à noter que le ministère de la Justice souhaite développer aujourd'hui l'évaluation pluridisciplinaire des condamnés par la création de nouveaux Centres Nationaux d'Évaluation (un seul CNE, créé en 1950 au sein de la prison de Fresnes, fonctionnait jusqu'à présent) au sein desquels exerceront, entre autres, surveillants pénitentiaires, travailleurs sociaux et psychologues.

Intervenir en tant que psychologue dans une UCSA, un SMPR, une UHSA ou un CNE requiert d'abord une solide formation en psychologie clinique et pathologique, suppose ensuite d'être intéressé pour exercer en milieu carcéral, et nécessite enfin d'apprécier le travail au sein d'une équipe pluridisciplinaire.

3.2 La prise en charge psychologique

3.2.1 Les différents traitements utilisés

Les possibilités de prise en charge psychologique offertes aux personnes incarcérées sont multiples, d'une part parce que les connaissances et les pratiques en psychothérapie se développent de plus en plus, et d'autre part parce que les pathologies rencontrées en prison obligent les soignants à « une réelle réécriture de la clinique et une adaptation de leurs interventions » (Senon et Manzanera, 2008, p. 188). Ainsi, selon leur formation et leur sensibilité, les psychologues soignants proposent aux détenus divers traitements : psychanalytiques, comportementaux et/ou cognitivo-comportementaux.

En France, les thérapies mises en place avec les auteurs d'infractions, et tout particulièrement celles destinées aux délinquants mineurs, relèvent, pour une large part d'entre elles, de l'approche psychanalytique. Il s'agit, dans le cadre d'un suivi personnalisé ou d'un groupe de parole, d'amener les personnes à exprimer leurs difficultés et leurs souffrances, passées et présentes, le recours à la verbalisation permettant de réduire le risque de nouveaux passages à l'acte agressifs et/ou violents. Pour les délinquants et criminels ayant d'importantes difficultés communicationnelles et relationnelles, ce qui est loin d'être rare, les psychologues peuvent recourir à la médiation artistique (Liebmann, 1998). Les thérapeutes proposant ce type d'activité croient aux bienfaits de l'art et de

la production artistique, quelle qu'elle soit (théâtre, danse, calligraphie, art plastique, musique, etc.). La créativité, considérée selon le psychanalyste Jung comme la « mise en acte de l'imagination », favoriserait, chez la personne qui crée, un travail sur soi et une transformation de soi. Alors que de nombreuses thérapies entreprises en milieu carcéral se basent sur la théorie et/ou la méthode analytique, peu d'études rendent compte d'une évaluation scientifique des résultats obtenus. Blatier, dans son ouvrage de 1999 (p. 217), indique que « des succès ont été rapportés concernant des groupes de thérapie psychanalytique » et cite le travail de Jew, Clanon et Mattocks (1972) : ils constatent que sur 41 délinquants traités et 41 en groupe contrôle, seuls 13 de ceux qui ont suivi une thérapie analytique sont retournés en institution, contre 25 du groupe contrôle. Plus récemment, Balier (2006), à l'aide de cas cliniques, a montré comment l'outil psychanalytique pouvait être utilisé en prison pour obtenir des transformations comportementales.

La modification des comportements et le rôle des contingences de renforcement dans les relations interpersonnelles constituent la base des traitements comportementaux. Ceux-ci visent la disparition des comportements problématiques (incivilité, délinquance, etc.) et l'installation de nouveaux comportements, dits adaptés, grâce à l'utilisation de techniques comme le façonnement par renforcement et l'extinction. Les principaux programmes de prise en charge comportementale sont anglo-saxons (américains, québécois, anglais ou encore néerlandais). Ils sont globalement satisfaisants mais soulèvent quelques questions, et notamment celle de la généralisation des modifications comportementales obtenues en institution à d'autres environnements de vie. Ainsi, Wolf, Braukman et Kamp (1987) ont préconisé, spécialement pour les délinquants multirécidivistes, de compléter la thérapie comportementale réalisée en milieu fermé par un traitement de soutien et de socialisation à plus ou moins long terme une fois l'individu en milieu libre. Il est bien évident que cette prise en charge psychologique au long cours est particulièrement difficile, « le travail thérapeutique se limitant donc au temps de l'incarcération et nécessitant, du fait des personnalités qui y sont traitées, un travail précoce sur la rupture » (Senon et Manzanera, 2008, p. 220).

Cette limite temporelle conduit certains psychologues à privilégier les thérapies cognitivo-comportementales (TCC), celles-ci étant relativement rapides (de 10 à 25 séances environ). Les TCC présentent l'avantage d'intervenir non seulement au niveau comportemental, mais aussi aux niveaux cognitif et émotionnel. Elles se structurent généralement en quatre temps :

- l'analyse fonctionnelle (délimitation et observation du comportement-problème) va permettre de...
- définir un programme thérapeutique adapté qui...
- sera appliqué puis...
- évalué.

Divers traitements cognitifs et comportementaux ont d'ores et déjà été utilisés avec la population délinquante. On sait que celle-ci présente, par exemple, des capacités limitées de résolution de problèmes interpersonnels, les délinquants ne percevant bien souvent qu'un nombre restreint de solutions, voire qu'une seule solution, à leurs difficultés relationnelles, le passage à l'acte. Partant de ce constat, Guerra et Slaby (1990) ont proposé à des adolescents ayant commis des actes antisociaux un programme d'entraînement aux habiletés sociales, par le biais d'un raisonnement alternatif (quelles sont les autres possibilités de réponse ?) et conséquentiel (quelles sont les conséquences prévisibles de mon comportement ?). Cette médiation cognitive s'est révélée positive dans la mesure où ces auteurs ont observé, chez les jeunes concernés, une nette diminution de leurs comportements impulsifs et agressifs. Ainsi, un changement cognitif, rendu possible par un travail sur les compétences et les croyances, peut faciliter un changement comportemental. De nombreuses recherches plus récentes confirment les effets bénéfiques des TCC (ex. Timmerman et Emmelkamp, 2005).

Lorsqu'on balaye la littérature, on constate que de nombreux travaux, tels que ceux susmentionnés, concluent à l'efficacité de la psychothérapie employée avec certains auteurs d'infractions, au regard de l'évolution des individus du groupe contrôle. Ces résultats sont certes intéressants et positifs mais il serait utile de les compléter par des analyses objectives de plus grande envergure, c'est-à-dire des méta-analyses offrant une synthèse concernant non seulement les effets de chaque type de traitement psychologique pris isolément mais aussi les effets des différents traitements comparés entre eux. Köhnken (1996) indique que de telles méta-analyses sont apparues dès le milieu des années quatre-vingt dans la littérature anglo-saxonne (études américaines et allemandes). Elles mettent en évidence deux résultats : la prise en charge psychologique des délinquants et criminels diminue, faiblement mais significativement, leur taux de récidive (la diminution est estimée à 10 % par Lösel, 1995) ; les techniques cognitives et comportementales tendent à être plus efficaces que les autres types d'intervention. Comme les auteurs le font remarquer, ces résultats plutôt modestes peuvent être

affectés par diverses variables modératrices, telles que les caractéristiques personnelles des individus suivis et les spécificités du contexte institutionnel dans lequel ils se trouvent. Ils peuvent également refléter la difficulté de traiter les comportements antisociaux. Celle-ci est réelle en ce qui concerne la délinquance sexuelle.

3.2.2 Le traitement particulier des délinquants sexuels

Les infractions à caractère sexuel (agressions ou atteintes sexuelles, exhibitions sexuelles, viols, captation, détention ou diffusion d'images pédopornographiques, etc.) ont augmenté de manière exponentielle en France ces trois dernières décennies (au regard des chiffres concernant les plaintes, les poursuites et les condamnations), représentant ainsi une part non négligeable des détenus condamnés. Même si on observe actuellement un certain recul de cette délinquance, elle suscite toujours une importante médiatisation qui alimente les peurs, notamment en termes de récurrence. Ainsi, alors que les études statistiques montrent que la plupart des délinquants sexuels ne récidivent pas, le principe de précaution prévaut, conduisant à une forte répression pénale à leur encontre, dépassant quelquefois celle des homicides.

Malgré la variabilité des profils, les détenus pour mœurs présentent quelques caractéristiques communes : ce sont des hommes, généralement plus âgés que les autres types de détenus et ne posant aucun problème en détention. La stigmatisation qu'ils subissent en prison (on les appelle « les pointeurs ») accentue leur isolement et le risque suicidaire. On note aussi fréquemment chez eux une non-reconnaissance des faits et une absence de mentalisation et de verbalisation. Il convient, dès lors, d'adapter la prise en charge psychologique à ces spécificités, celle-ci consistant d'abord à tenter de faire émerger une authentique demande de soins ou, à défaut d'une telle demande, un consentement aux soins. Cette acceptation est particulièrement importante pour les personnes condamnées à un « suivi sociojudiciaire » assorti d'une obligation de se soigner (cf. loi n° 98-468 du 17 juin 1998, Pradel et Senon, 1998).

Comme le rappellent Lussier et Proulx (2001, p. 69), « les programmes de traitement pour agresseurs sexuels étaient d'approche strictement comportementale en Amérique du Nord et d'approche strictement psychodynamique en Europe jusqu'au début des années quatre-vingt ». La prise en charge comportementale a pour objectif de réduire l'excitation sexuelle par des techniques d'exposition virtuelle et de déconditionnement pouvant être associées à un traitement pharmacologique. À l'inverse, les psychothérapies analytiques se centrent sur la dimen-

sion relationnelle chez le délinquant sexuel : l'infraction est considérée ici comme un symptôme appelé à disparaître si on résout les déficits relationnels (difficultés à développer et à maintenir des relations saines avec autrui) qui le sous-tendent. Depuis quelques années on observe, « en Amérique du Nord, une prédominance des programmes d'orientation cognitivo-comportementale mettant l'accent sur les facteurs de risque de récidive » (Lussier et Proulx, 2001, p. 84) ainsi que, de chaque côté de l'Atlantique, l'émergence de nouveaux programmes combinant les traitements nord-américains et européens. On peut citer, à titre d'exemple, l'expérience innovante du SMPR de Fresnes qui a créé, en 1994, une unité de soins spécifiques au sein de laquelle une équipe pluridisciplinaire propose, à des groupes de six détenus ni psychotiques ni déficients intellectuels, des thérapies à la fois cognitives, comportementales et psychanalytiques, qui sont associées, le cas échéant, à un traitement médicamenteux. Dans d'autres établissements pénitentiaires, les soignants ont recours à la psychomotricité (le travail sur le corps comme outil complémentaire) et/ou à la thérapie familiale, individuelle ou groupale (analyser les dysfonctionnements familiaux, resituer l'acte dans le contexte familial et en mesurer les répercussions).

Eu égard à l'importance et à la difficulté de la prise en charge des auteurs d'infractions de nature sexuelle a été créée, en 1996, l'Association pour la Recherche et le Traitement des Auteurs d'Agression sexuelle (ARTAAS), qui rassemble les personnels soignants intéressés par cette problématique et dont l'objectif est de promouvoir la recherche, la formation et le partage des informations dans ce domaine. De plus se développent, depuis quelques années en France, des Centres de Ressources interrégionaux pour le Suivi des Auteurs de Violence Sexuelle (CRISAVS – circulaire n° 2006-168 du 13 avril 2006), centres qui sont regroupés, depuis octobre 2008, au sein d'une fédération nationale. Outre la mise à disposition d'une documentation et d'une littérature actualisées, les CRISAVS proposent des formations, impulsent des travaux d'études et de recherches, développent les partenariats et soutiennent les actions de prévention et de suivi des auteurs de violence sexuelle. Les psychologues cliniciens contribuent largement et utilement à ces diverses activités. Mais pourquoi les psychologues sociaux ne participent-ils pas à certaines d'entre elles ? On constate par exemple, au niveau de la recherche, que le processus de stigmatisation/discrimination, à la fois social et carcéral, dont font l'objet les délinquants sexuels constitue une problématique bien connue et relatée dans de nombreux travaux, relevant notamment de la sociologie et de la psycho-criminologie clinique (ex. Le Bas, Froment et Villerbu, 2008). Comment se fait-il que

ce phénomène n'ait pas été étudié par la psychologie sociale, discipline pourtant particulièrement bien appropriée pour ce type d'étude ? L'approche psychosociale serait par ailleurs tout à fait pertinente pour la mise en place et l'évaluation de programmes d'éducation, de formation et de prévention.

4. Les programmes d'éducation et de prévention destinés aux auteurs d'infraction

4.1 De l'éducation à la santé à l'éducation socio-morale

4.1.1 L'éducation à la santé : les contributions des psychologues

Comme développé plus haut, la population pénale est, en grande partie, caractérisée par une fragilisation résultant d'un parcours de vie difficile accompagné de comportements néfastes pour la santé. La réforme de l'organisation sanitaire en milieu carcéral a donc eu le souci d'une action globale au service de la santé, en demandant à tout établissement hospitalier ayant signé un protocole d'accord avec un établissement pénitentiaire non seulement d'assurer l'ensemble des soins dont les détenus ont besoin mais aussi de les faire bénéficier d'actions de prévention et d'éducation pour la santé (article R.711-14 du Code de la Santé publique) leur permettant d'acquérir des comportements sains.

C'est au responsable de l'UCSA, en accord avec les services pénitentiaires, de définir les thématiques prioritaires d'éducation pour la santé. Celles-ci sont logiquement déterminées en fonction des problèmes sanitaires repérés lors des bilans d'entrée d'une part et du degré de motivation des détenus et des personnels quant à la mise en place de ce type d'actions d'autre part. Il importe de tenir compte aussi du type d'établissement concerné et de ses contraintes (régime de détention orienté vers la sécurité ou la resocialisation ? quels rythmes institués dans l'établissement ?, etc.) ainsi que de sa localisation géographique (quels sont les milieux culturels représentés dans l'institution : délinquants de la région ou étrangers ?). La mise en place d'activités adaptées nécessite la prise en considération de l'ensemble de ces éléments (épidémiologiques et médico-psychologiques, motivationnels et organisationnels).

Les actions éducatives menées en milieu pénitentiaire peuvent donc être multiples : elles concernent, entre autres, les problèmes de dépendance (comme l'alcoolisme), les risques d'infection (par le VIH notamment), le manque d'hygiène corporelle (bucco-dentaire par exemple) ou encore les perturbations liées aux rythmes et modes de vie hors détention et en prison. À ce sujet, Bourgeois (1997) a mis en évidence une problématique inquiétante et cependant assez rarement évoquée et étudiée par les psychologues : les troubles du sommeil en milieu carcéral. L'incarcération, en provoquant un changement brutal dans les habitudes de vie, est susceptible d'engendrer ou d'accentuer une désynchronisation interne pouvant se traduire par une désorganisation du rythme veille-sommeil, elle-même porteuse de conséquences plus ou moins graves (altération des fonctions intellectuelles, augmentation de l'irritabilité et de l'agressivité, état dépressif, etc.). Le développement des recherches, en chrono-psychologie notamment, serait particulièrement utile afin que cette problématique ne soit pas uniquement traitée par médicaments mais aussi par d'autres types d'actions, à la fois thérapeutiques (atelier à médiation corporelle, techniques de relaxation, etc.) et éducatives (sensibilisation ou information, groupe d'expression, etc.).

Une fois les thèmes et les objectifs d'éducation définis au sein d'un établissement, se pose la question de la méthodologie à adopter. Les nombreux travaux en psychologie sociale et en psychologie de l'éducation révèlent que la simple diffusion d'informations et de conseils ne suffit pas pour changer les comportements. L'apport de connaissances doit en effet, pour être utile, avoir du sens pour les personnes qui en sont destinataires, ce qui implique d'avoir développé, en amont, une approche réflexive avec les détenus (quelles sont leurs représentations mentales de la santé ? du risque ? quel regard portent-ils sur leur corps ? leur maladie ?, etc.). Cet accompagnement réflexif permet aux professionnels d'éviter les classiques injonctions comportementales (Arrêtez de boire ! Il ne faut pas fumer ! Vous devez faire un régime !, etc.) qui suscitent généralement une certaine « réactance psychologique » (Brehm, 1966) préjudiciable à toute démarche éducative. Afin que celle-ci soit efficace, il est préférable de proposer, en parallèle et dans la continuité de la réflexion engagée, des mises en situation favorisant l'expression et l'action des participants (jeux de rôle, réalisation d'un vidéoclip, préparation d'une exposition, etc.). Il est clair que ces diverses activités requièrent, de la part du détenu, un réel engagement, non seulement personnel mais également vis-à-vis du groupe. Le fait que des détenus, dont la vie en prison est inévitablement marquée par l'immobilisme, la passivité et l'exclusion, acceptent de se mobiliser pour un projet édu-

catif et de fonctionner dans un groupe constitue déjà « une victoire ». C'est en effet être capable de se reconnaître comme faisant partie d'un collectif et de se soumettre à ses règles. On voit bien là l'intrication entre processus d'éducation et de socialisation.

4.1.2 L'éducation socio-morale : le recours à la psychologie morale

Plusieurs recherches en psycho-criminologie ont montré que les individus qualifiés de délinquants présentaient souvent une « déficience socio-morale » qui se traduit par une acceptation difficile, voire impossible, des normes sociales et par des jugements moraux sensiblement différents de ceux d'individus non délinquants (ex. Debuyst, 1985 ; Przygodzki et Mullet, 1993). Dès lors, le temps de l'exécution de la sanction, que ce soit en milieu libre ou en établissement pénitentiaire, ne devrait-il pas fondamentalement être un temps de restauration à la fois physique et psychique mais aussi normative ?

La cognition normative constituant l'objet d'étude central de la psychologie morale, ce champ psychologique présente un intérêt certain quant à ce questionnement. Comme l'écrit Pagoni-Andréani (1999, p. 98), « les moyens d'éducation au jugement moral proposés par Piaget et Kohlberg peuvent donner des pistes de réflexion pour la construction de pratiques pédagogiques liées à l'éducation à la citoyenneté ». Les activités métacognitives préconisées par Pagoni-Andréani pour le système scolaire ne pourraient-elles pas être envisagées dans le cadre judiciaire et pénitentiaire ? Certains travaux ont par exemple mis en évidence les changements positifs induits au niveau du raisonnement moral et des conduites pro-sociales par des discussions autour de dilemmes moraux (ex. Rosenkoetter, Landman et Mazak, 1980). En soulignant les conséquences pour autrui résultant des diverses solutions envisagées dans chaque situation problématique, ce type d'activités facilite la décentration de soi et le développement de l'empathie. Cette question de l'empathie est fondamentale en psychologie morale, comme en témoignent les nombreux écrits d'Hoffman (lire par exemple son ouvrage de 2008, p. 367-371).

Connaissant ces recherches en psychologie morale et conscients de l'intérêt de leur mise en application, quelques psychologues exerçant en milieu carcéral proposent aux détenus qu'ils sont amenés à rencontrer des ateliers de jeux de rôle et de discussions concernant des dilemmes moraux inspirés de la méthodologie kohlbergienne. Ne serait-il pas opportun d'avoir plus souvent recours, lors de la prise en charge éducative et/ou psychologique de certains détenus, à ce type d'interventions cen-

trées sur le développement socio-moral ? Dans la mesure où la finalité de ces dispositifs est l'insertion sociale des personnes incarcérées, ils concernent les professionnels de la santé et de la justice travaillant en prison mais aussi ceux intervenant en aval de l'incarcération jusqu'à l'extinction de la peine, tels que les juges de l'application des peines et les conseillers d'insertion et de probation. Ces professionnels pourraient utilement veiller, voire même participer, à la poursuite du travail engagé en détention sur ces questions psycho-morales, et ce dans le cadre par exemple des programmes de prévention de la récidive.

4.2 La prévention de la récidive : de la responsabilité à la responsabilisation

Prévenir la récidive constitue une problématique centrale de la politique pénale, toutes les actions médico-psycho-socio-judiciaires mises en place, en milieu ouvert comme en milieu fermé, pour les auteurs d'infraction devant normalement favoriser, une fois la sanction exécutée, leur (ré)insertion. Qu'en est-il réellement ?

Concernant la peine d'emprisonnement, les résultats d'un certain nombre de travaux, entrepris et décrits notamment par Blatier (1999), témoignent d'une incidence négative de la durée d'incarcération sur l'estime de soi ainsi que sur l'intériorisation des valeurs socio-morales, la prison développant finalement davantage une conformité stratégique (ex. se comporter correctement en détention pour pouvoir bénéficier de réductions de peine) qu'une normativité authentique. Ainsi, alors que tout condamné devrait s'inscrire dans une démarche de responsabilisation (par rapport à son corps, sa santé, ses actes, etc.), Hirschelmann (2008, p. 112) indique que « si le sujet ne rarement être l'acteur du crime, il a plus de mal à revendiquer son droit d'auteur ». Cette distinction entre acteur et auteur proposée en psycho-criminologie clinique, qui fait écho à l'expression « coupable mais non responsable », correspond en partie à celle établie en psychologie sociale concernant l'« externalité/internalité ». Le moindre sentiment de contrôle chez les détenus, plus ou moins accentué selon leur statut pénal et leurs conditions d'incarcération, est susceptible de les amener à considérer davantage les causes de leurs comportements comme externes alors que ce sont les explications internes, c'est-à-dire l'internalité, qui sont valorisées socialement (Beauvois et Dubois, 1988). À ce défaut d'internalisation s'ajoute généralement en prison l'acquisition, au travers des séries policières regardées en cellule ou lors d'échanges interpersonnels, d'un

certain nombre de « scripts agressifs » (Huesman, 1998) que les détenus appellent les « trucs du métier » et qu'ils n'ont finalement plus qu'à mettre en application à leur sortie. Partant de là, il n'est pas étonnant que plusieurs chercheurs ayant suivi de jeunes délinquants sur quelques années constatent une augmentation de l'activité criminelle chez ces derniers à la suite de leur incarcération (Henggeler, Melton, Smith, Schoenwald et Hanley, 1993). Loin d'éviter la récidive, l'emprisonnement semble donc être plutôt un facteur criminogène (Cid, 2009). Il est frappant de constater le décalage existant entre les politiques pénales de nos sociétés occidentales, qui tendent à renforcer toujours plus la répression, et les résultats d'un grand nombre de travaux scientifiques qui démontrent le caractère souvent inopérant d'une discipline aversive. Comment dépasser cette antinomie entre ce qui est observé dans la réalité et les objectifs affichés de la Justice, afin que le temps de la peine puisse être aussi celui de l'émergence d'un « sentiment d'efficacité personnelle » (Bandura, 1997) et d'une reconstruction normative ?

La démarche de promotion de la santé et, au-delà, de la citoyenneté des auteurs d'infraction se révèle très difficile à mener, et tout particulièrement en milieu carcéral, du fait des divers paradoxes qu'elle engendre mais aussi des exigences qu'elle suppose. Comment soigner dans un univers où non seulement prime la sécurité mais qui tend en plus à aggraver les maux ? Comment pouvoir réinsérer alors que l'on désocialise ? Comment réussir à concilier le temps judiciaire et pénitentiaire avec le temps éducatif et psychique ? Éduquer, c'est nécessairement accompagner : prendre le temps d'échanger et d'écouter pour comprendre et élaborer, avec chaque individu, un projet à la fois personnalisé et global, c'est-à-dire résultant de la prise en considération de ses besoins, de ses demandes et de ses motivations ainsi que de son développement affectif, cognitif, intellectuel et moral. Pour éviter l'échec, il faut encore, au-delà de toutes ces caractéristiques personnelles, tenir compte de ce que McNeill (2006) appelle le « capital social » de l'individu en question, c'est-à-dire son environnement familial et social. Plusieurs auteurs ont en effet récemment établi scientifiquement que c'est le contexte dans lequel se retrouvent les jeunes qui détermine le plus leur taux de récidive criminelle (ex. Cottle, Lee et Heilbrun, 2001). Rappeler ce multidéterminisme des conduites humaines est fondamental pour l'élaboration de programmes d'éducation/prévention/soins efficaces pour les délinquants. Certaines recherches, aux États-Unis (Gordon et Arbutnot, 1987 ; Yoshikawa, 1994) comme en Europe (McNeill et Whyte, 2007 ; Soresi, Nota et Ferrari, 2005) montrent l'efficacité des prises en charge globales (appelées aussi multimodales) intégrant ces dimensions

personnelles, familiales et sociales. Ce n'est qu'au prix d'une continuité et d'une cohérence dans les actions entreprises aux différents temps du processus judiciaire, en veillant surtout au relais entre milieu fermé et milieu libre, que pourra se développer chez tout sujet de droit une réelle « motivation à la justice » (selon l'expression de Lerner, 1977) et que les normes seront intériorisées, cette internalisation normative constituant en définitive l'un des meilleurs moyens de prévenir la récidive.

Le respect de l'ensemble de ces exigences constitue un véritable défi pour les personnels de la justice et de la santé, qui doivent dépasser les conflits intergroupes inhérents à leurs appartenances et identités professionnelles différentes pour travailler en interdisciplinarité.

5. Les difficultés professionnelles et l'aide psychologique proposée au personnel

5.1 Les conflits intergroupes : catégorisation et stratégies identitaires

5.1.1 Les relations entre les différentes catégories de professionnels

La prise en charge des auteurs d'infractions, dans la mesure où elle conjugue le pénal, l'éducatif et le médico-psychologique, rassemble de nombreux professionnels relevant de cultures institutionnelles différentes. Leur appréhension des personnes et des situations est donc souvent divergente, ce qui suscite un certain nombre de problèmes communicationnels voire de conflits. La question de la dangerosité, déjà évoquée au niveau des expertises psychologiques, constitue une problématique illustrant parfaitement ces divergences. On constate en effet que les magistrats et les personnels pénitentiaires, malgré leur appartenance commune au ministère de la Justice et leur inscription dans le même processus pénal, ne définissent pas la dangerosité de manière identique (Przygodzki-Lionet, 2006a ; Przygodzki-Lionet et Noël, 2004). Ainsi, cette logique générale de prévention de la récidive, qui renvoie à la question de la dangerosité criminologique à laquelle les magistrats sont très sensibles, se confronte à celle, plus spécifique, de la gestion de la détention et des « détenus particulièrement signalés » (DPS) auxquels sont confrontés les personnels pénitentiaires. À ces « dangerosités pé-

nale et carcérale » s'en ajoute une autre, la « dangerosité mentale », ou encore psychiatrique, qui sera soulevée par les soignants. Les récentes réformes concernant la santé et la justice ont entraîné l'irruption de l'hôpital au sein de la prison et celle de surveillants pénitentiaires dans les services hospitaliers, créant l'affrontement de deux univers porteurs de références, de règles et de valeurs radicalement différentes. Bazex et Combalbert (2009), au travers d'une analyse psycho-clinique, décrivent bien les conflits que rencontrent les personnels de santé dans l'articulation de leurs pratiques de soin avec les contraintes de sécurité. Les difficultés à gérer des individus considérés avant tout pour les uns comme des *patients* et pour les autres comme des *détenus* s'inscrivent dans une division des tâches qui se confond d'ailleurs avec une division des sexes, les personnels infirmiers, aides-soignants et agents hospitaliers étant majoritairement des femmes alors que les surveillants de sexe féminin sont minoritaires. Les choses évoluent actuellement avec la féminisation progressive des personnels de surveillance mais la prégnance des stéréotypes et des préjugés fait que les femmes surveillantes, et notamment celles affectées en détention « hommes », ne sont pas toujours bien accueillies par leurs homologues masculins, et à plus forte raison si elles sont jeunes. Comme l'explique Arrigo (2000, p. 304-309), les surveillants de prison considèrent leur travail comme dangereux, nécessitant une certaine force physique en vue d'intimider la population pénale, et donc non adapté aux femmes. Ils estiment par ailleurs que les attitudes de celles-ci (écoute des détenus, discussion avec eux concernant leur famille, etc.) s'apparentent souvent à de la sympathie, jugée incompatible avec le métier. L'hostilité, explicite ou subtile, dans laquelle exercent certaines surveillantes est susceptible d'augmenter leur stress et les différents troubles qui lui sont associés. On peut aussi envisager, dans une perspective psychosociale du travail, les effets délétères de ces croyances : les femmes étant traitées comme des subordonnées, leur degré de motivation, d'implication et de satisfaction au travail est moindre, ce qui peut être interprété par leurs collègues comme de l'incompétence, celle-ci justifiant alors leur maintien dans des postes subalternes. Cette position défavorable peut engendrer, chez les personnes concernées, une baisse de l'estime de soi et des difficultés accrues dans leurs interactions avec la population pénale.

5.1.2 Les relations entre surveillants pénitentiaires et détenus

Le milieu carcéral est un objet d'étude surinvesti par les chercheurs mais on constate que les recherches entreprises en psychologie relèvent pour

l'essentiel de la psychopathologie clinique et s'intéressent surtout aux personnes incarcérées. Les études menées auprès des personnels de surveillance et analysant leurs relations avec les détenus sont beaucoup moins nombreuses et s'inscrivent davantage dans une perspective sociologique (exemple : Rostaing, 1997). La célèbre expérience de Haney, Banks et Zimbardo (1973) met pourtant clairement en évidence la pertinence et l'intérêt d'une approche psychosociale des relations entre surveillants et surveillés.

EXEMPLE

Dans une prison fictive construite dans les sous-sols de l'université de Stanford aux États-Unis, des étudiants volontaires étaient tirés au sort pour « jouer le rôle » de gardien ou de prisonnier. Alors que l'expérience devait durer deux semaines, les chercheurs ont été contraints de la stopper au bout de six jours du fait de l'apparition de comportements négatifs chez les participants : sadisme (humiliations, sévices physiques, etc.) chez les étudiants-surveillants et soumission (état dépressif, stress aigu, etc.) chez les étudiants-détenus. Plusieurs concepts de psychologie sociale permettent de comprendre ce qui s'est passé. Avoir créé deux catégories d'individus (les surveillants versus les détenus), en rendant les différences entre ces deux groupes davantage perceptibles (les uns devaient notamment mettre un uniforme et les autres une blouse), a activé les stéréotypes qui leur sont associés. Le fait que les « acteurs » de cette expérience aient adopté des comportements leur paraissant conformes aux rôles qui leur avaient été assignés montre bien que, dans certaines situations, l'identité sociale prend le pas sur l'identité personnelle : c'est ce que Zimbardo (1969) a appelé le processus de « désindividuation ».

Le mécanisme de catégorisation sociale (Tajfel, 1981) est très important en milieu pénitentiaire, et tout particulièrement pour les personnels de surveillance. En effet, comme le fait remarquer Desombre (2004), la société porte un regard quasi indifférencié à l'égard des surveillants et des détenus, ces deux groupes d'individus subissant de fait les mêmes contraintes liées à l'incarcération et la stigmatisation sociale qui en résulte. Afin d'éviter toute collusion identitaire, les surveillants tentent d'accentuer la différenciation intercatégorielle, notamment par une mise à distance, physique et/ou symbolique, de la population pénale. Ainsi, certains personnels vont par exemple demander à avoir un poste hors détention tandis que d'autres vont s'attacher à rappeler régulièrement que, contrairement à eux, les personnes qu'ils surveillent sont coupables d'infractions et dangereuses. Même si certains détenus

présentent une réelle ou potentielle dangerosité, ces affirmations ont également, comme l'indique Desombre (2004, p. 7), « une fonction sociale : la préservation du clivage entre surveillants et détenus ». On comprend dès lors pourquoi la double mission de l'administration pénitentiaire, qui consiste non seulement à participer au maintien de la sécurité publique mais aussi à favoriser la réinsertion sociale des personnes incarcérées (cf. article 1^{er} de la loi du 22 juin 1987 relative au service public pénitentiaire), est de nature à développer, chez les personnels de surveillance confrontés à ces deux impératifs qui leur semblent contradictoires, un conflit interne permanent générateur de troubles divers.

5.2 Manifestations symptomatiques et soutien psychologique

5.2.1 Les troubles psychologiques chez les personnels

Les sources de mal-être chez les surveillants pénitentiaires sont multiples : conditions spatiales et temporelles de travail exigeantes (ex. changement régulier de poste par rotation et horaires variables selon le poste), doubles contraintes professionnelles (ex. décalage entre les règles prescrites et la réalité du travail, difficile articulation entre sanction et soutien aux détenus), inadéquation des compétences de ces personnels aux tâches qui leur sont confiées, sentiment d'une non-reconnaissance de leur travail par la hiérarchie, promiscuité avec la population pénale et confrontation à de nombreuses situations choquantes voire traumatisantes (ex. automutilations, agressions et suicides de détenus). À toutes ces difficultés professionnelles s'ajoute encore la dévalorisation sociale de la fonction, celle-ci inspirant souvent le mépris, comme en atteste la manière dont les surveillants sont appelés (« les matons ») et considérés (« des porte-clefs »), ainsi que la méfiance, sinon l'antipathie, car elle symbolise également la répression. Objet de fantasmes négatifs de l'opinion publique, se sentant fréquemment incompris et rejeté, le surveillant peut « s'endurcir » (ce qui entretient l'image défavorable) mais aussi souffrir de divers troubles psychologiques tels que le *burn-out*, le trouble de stress aigu ou le trouble de stress post-traumatique.

Masclat et Mineure (1999) ont constaté l'existence d'un syndrome d'épuisement professionnel chez les personnels de surveillance, plus prégnant chez les surveillants expérimentés que chez les débutants. Cet état de *burn-out*, dû pour une bonne part au conflit de rôle vécu par ces personnels et caractérisé par une importante fatigue émotionnelle et

mentale, s'accompagne également d'une baisse sensible de l'estime de soi. Par ailleurs, une étude récente (Boudoukha, Przygodzki-Lionet et Hautekeete, 2011), menée auprès de 235 surveillants de prison, indique que ceux qui présentent un diagnostic de stress post-traumatique ont des niveaux d'activation des « schémas cognitifs précoces inadaptés » plus intenses que leurs collègues sans troubles de stress. La prison, du fait de l'atmosphère de suspicion qui y règne et de la probabilité d'y vivre des événements traumatiques, tend à renforcer ces schémas de pensée, et tout particulièrement le schéma *méfiance*. Il est intéressant de noter que les recherches citées ici relèvent à la fois de la psychologie clinique et pathologique mais aussi de la psychologie sociale et organisationnelle. D'autres travaux de ce type, combinant différents regards psychologiques dans le cadre d'une même recherche sur la réalité carcérale, seraient utiles notamment pour voir dans quelle mesure les troubles observés chez les surveillants se retrouvent chez les autres professionnels exerçant en milieu carcéral (personnels pénitentiaires : de direction, d'insertion et de probation, etc., comme personnels extérieurs : soignants, enseignants, etc.) et quelles stratégies d'adaptation sont mises en œuvre par ces praticiens.

Outre leur participation au développement des connaissances par la recherche, les psychologues peuvent également proposer aux personnes en souffrance différentes actions visant à les soutenir dans leurs pratiques professionnelles.

5.2.2 Les psychologues au service des personnels

L'entretien individuel constitue la base du soutien psychologique. Il est systématiquement proposé aux personnels pénitentiaires à la suite d'événements potentiellement traumatisants comme le suicide d'un détenu. Cette entrevue permet au psychologue :

- d'évaluer l'état dans lequel se trouve le professionnel ;
- de poser, après cette évaluation, l'indication d'un *debriefing* psychologique individuel et/ou collectif
- de lui conseiller, si besoin, une prise en charge adaptée.

Selon la durée estimée de cette dernière, le psychologue de l'administration pénitentiaire pourra soit suivre lui-même la personne, s'il pense en avoir le temps et les compétences, soit l'orienter vers une consultation extérieure, notamment en cas de nécessité d'une prise en charge à plus long terme. Des psychologues créent aussi, au sein des prisons, des groupes de parole autour de certaines pratiques professionnelles et/ou

problématiques spécifiques (gestion des parloirs, du quartier disciplinaire, etc.). Il existe également, dans certains établissements pénitentiaires, un accompagnement psychologique des surveillants stagiaires.

Les psychologues du personnel pénitentiaire interviennent par ailleurs auprès des services d'insertion et de probation, les SPIP. Ils participent par exemple à la constitution de groupes de parole (pour les affaires de mœurs, de violences conjugales, de conduites en état alcoolique, etc.), à la préparation des séances ainsi qu'aux *debriefings* qui s'ensuivent. Ils peuvent être sollicités par certains conseillers d'insertion et de probation pour une aide dans leur travail d'accompagnement des personnes condamnées ou en libération conditionnelle. Cette « supervision individuelle » peut être complétée par une « supervision collective » permettant une régulation des tensions au sein de l'équipe. Les sources de tension sont nombreuses (surcharge de travail, problème de sécurité au sein du service, etc.) et en cas d'événement grave (agression par exemple), la démarche de soutien psychologique adoptée en milieu fermé (décrite ci-dessus) s'applique en milieu ouvert.

Ce chapitre III met en exergue les multiples difficultés rencontrées tant par les personnes condamnées que par les professionnels chargés de les encadrer, au cours de cette dernière étape de la procédure judiciaire. Le temps de l'exécution de la sanction ne pourra en fait devenir un temps de restauration normative, physique et psychologique qu'à partir du moment où seront prises simultanément en considération les caractéristiques personnelles des condamnés, les spécificités organisationnelles des services qui les prennent en charge et les particularités contextuelles dans lesquelles ils évolueront une fois leur peine effectuée. On l'aura compris, ces conditions nécessitent de recourir non seulement à la psychopathologie clinique mais aussi à la psychologie sociale et du travail. En outre, ne serait-il pas pertinent, dans la perspective de l'insertion sociale des mineurs délinquants, de faire appel à des psychologues spécialistes du développement, de l'éducation et de l'orientation ? À l'instar de l'analyse *psychosociale clinique* de la carceralité développée par Lhuillier (2007), il importe, pour une optimisation de la prise en charge des auteurs d'infractions, que les pratiques et les recherches en psychologie s'inscrivent dans cette transversalité.

L'ESSENTIEL

- Une fois la sanction prononcée, les interventions des psychologues concernent à la fois les victimes et les auteurs d'infractions mais aussi les professionnels chargés de son exécution.

Ainsi, ils peuvent proposer aux victimes, selon leur état au sortir du procès, la mise en place d'une prise en charge médico-psychologique ou la poursuite de l'accompagnement psycho-judiciaire initié au début de la procédure.

- Que ce soit en milieu ouvert ou fermé, les psychologues de la PJJ et de l'AP interviennent largement auprès des personnes condamnées. À la PJJ, ils assurent, aux côtés des éducateurs et dans des structures plus ou moins contraignantes, le suivi clinique des mineurs délinquants et/ou en danger. À l'AP, ils peuvent exercer, via l'hôpital, en tant que soignants et offrir aux détenus, dont les problèmes de santé antérieurs à l'incarcération sont souvent aggravés par celle-ci, diverses prises en charge thérapeutiques. Ils élaborent également, en collaboration avec les personnels pénitentiaires et sanitaires, des programmes d'éducation (à la santé et à la citoyenneté) et de prévention de la récidive. L'ensemble de ces actions, associées à celles du dispositif PEP auquel participent activement les psychologues, vise à donner plus de sens à la sanction et à engager les condamnés dans une démarche de responsabilisation déterminante dans tout processus d'insertion.
- Les nombreuses difficultés rencontrées par les personnels pénitentiaires entraînent un certain nombre de troubles psychologiques et des demandes croissantes de soutien auxquelles les psychologues répondent de manière individuelle et collective. Ils prennent par ailleurs de plus en plus part au recrutement et à la formation de ces personnels.

Pour aller plus loin

- BÈGUE, L. (2011). *Psychologie du bien et du mal*. Paris, Odile Jacob.
- BLATIER, C. (2002). *La Délinquance des mineurs : l'enfant, le psychologue, le droit*. Presses Universitaires de Grenoble.
- BORN, M. (2003). *Psychologie de la délinquance*. Bruxelles, De Boeck.
- FOUCAULT, M. (1975). *Surveiller et Punir*. Paris, Gallimard.
- LAMEYRE X. & SALAS, D. (2004). *Prisons : permanence d'un débat*. Paris, La Documentation française.
- LHUILIER, D. & AYMARD, N. (1997). *L'Univers pénitentiaire. Du côté des surveillants de prison*. Paris, Desclée de Brouwer.
- MBANZOULOU, P. (2000). *La Réinsertion sociale des détenus. De l'apport des surveillants de prison et des autres professionnels pénitentiaires*. Paris, L'Harmattan.
- SENON, J.-L., LOPEZ, G. & CARIO, R. (2008). *Psycho-criminologie : clinique, expertise, prise en charge*. Paris, Dunod.



CONCLUSION

Sommaire

1. Perspectives nouvelles en psychologie légale	97
2. Les limites à dépasser	99

Le rapprochement de deux disciplines fondamentalement différentes, la psychologie et le droit, a participé à l'émergence de la psychologie légale, d'abord dans les pays anglo-saxons puis en Europe. La construction de ce champ a suscité l'apparition de diverses appellations pour le qualifier, notamment « psychologie juridique », « psychologie judiciaire » et « psychologie criminologique ». Toutes ces expressions sont révélatrices de l'étendue de la psychologie appliquée à la justice, son développement international s'étant accompagné d'un élargissement des thématiques étudiées et des méthodologies adoptées. Ainsi, la psychologie légale, traditionnellement dominée par la psychiatrie et la psychopathologie clinique, s'est peu à peu ouverte à d'autres approches psychologiques, telles que la psychologie cognitive, la psychologie sociale, la psychologie des organisations et plus récemment la neuro-psychologie.

Nous avons tenté de présenter, de manière relativement synthétique, les multiples apports, à la fois théoriques et pratiques, de ces différents champs psychologiques au domaine de la justice, et plus spécifiquement pour chacun des trois temps de la procédure judiciaire (enquête/instruction – procès/jugement – exécution de la sanction).

En tant que discipline appliquée, la psychologie légale est directement concernée par les problématiques, croissantes dans notre société, impliquant l'être humain dans ses rapports avec la loi, le droit et la justice, et se trouve donc amenée à évoluer en permanence et à offrir aujourd'hui un éventail de débouchés professionnels prometteurs.

1. Perspectives nouvelles en psychologie légale

Que ce soit dans le cadre d'une procédure civile ou d'une procédure pénale, les psychologues sont de plus en plus sollicités par les magistrats pour apporter leur éclairage par le biais d'expertises. À l'heure où ces expertises psychologiques font l'objet de nombreuses critiques, largement accentuées depuis l'affaire dite « d'Outreau », il serait temps d'améliorer cette pratique particulière, non seulement par la mise en place de formations, initiale et continue, spécifiques et obligatoires, délivrées respectivement et conjointement aux psychologues et aux magistrats, mais aussi en ne limitant plus le champ de l'expertise judiciaire au seul regard de la psychopathologie clinique, la compréhension et l'explication des comportements infractionnels ne pouvant se limiter à « repérer la linéarité de l'acte et de son auteur » (Labadie, 2004, p. 232). Les

passages à l'acte violents et/ou agressifs résultant de l'interaction d'une multitude de facteurs (biologiques, génétiques, développementaux, familiaux, éducatifs, sociaux, culturels, politiques et économiques selon Cassel et Bernstein, 2007), il est capital que les analyses visant à les comprendre ne se centrent pas sur les seules caractéristiques de l'auteur mais prennent en considération l'ensemble de ces déterminants (Bègue, 2010). On comprend alors la nécessité de recourir à des expertises de nature et de spécialités différentes. Tous les domaines de la psychologie, par leurs connaissances propres, peuvent donc participer à l'œuvre de justice, les dispositions législatives relatives aux expertises n'obligeant aucunement les magistrats à désigner uniquement des experts cliniciens. Ne pourrait-on pas, dès lors, s'inspirer du fonctionnement des systèmes judiciaires canadiens et québécois, qui ont recours à des psychologues de diverses spécialités, désignés experts en fonction de l'adéquation entre leurs compétences et l'affaire traitée ? Cette flexibilité, en permettant « un accès aux services de psychologues experts plus important et mieux distribué » (Casoni et Brunet, 2008, p. 69), évite en effet d'avoir des « experts en tout » dont l'illusion d'omniscience porte préjudice à leur pratique.

N'est-il pas logique et pertinent, après avoir présenté les nombreuses contributions actuelles et potentielles de la psychologie sociale à la justice pénale, de suggérer aux professionnels du droit de réclamer, en complément des évaluations médico-psychologiques classiques, une *expertise de psychologie sociale* ? Il importe de souligner ici que ce type d'expertise est à distinguer de l'*expertise psychosociale*, déjà existante en Amérique du Nord et qui s'apparente à nos enquêtes sociales (voir la partie 1.2.1 du chapitre II). L'*expertise de psychologie sociale* ne se limite pas à une analyse de l'environnement familial et social d'un individu mais se fonde sur les concepts, modèles et théories développés en psychologie sociale à partir de la recherche, elle-même guidée par les préoccupations et problématiques sociétales (ex. les préjugés et la discrimination, la violence télévisuelle et les comportements agressifs, les bandes de jeunes et la délinquance, etc.). L'expertise des psychologues sociaux présente, comme on peut s'en apercevoir à la lecture de cet ouvrage, une utilité transversale (pour chacune des étapes de la procédure judiciaire), à la fois pour les auteurs et les victimes d'infractions comme pour les professionnels de la police et de la justice.

Certains chercheurs américains, soulignant les limites des théories psychologiques et sociologiques existantes pour une bonne compréhension des conduites criminelles, commencent à parler de *criminologie psychosociale* (ex. Gadd et Jefferson, 2007). Comme on a longtemps

étudié la « psychologie du criminel » (Labadie, 2004), on s'intéresse aujourd'hui de plus en plus à la « psychologie des victimes » (Papa-zian-Zohrabian, 2008, p. 143-161). Mais on constate, là encore, que la victimologie actuelle est essentiellement traversée par deux types de considérations, l'une plutôt politico-juridique, centrée sur les droits des victimes (Jeangène Vilmer, 2009), et l'autre, psychothérapeutique, focalisée sur l'aide et l'accompagnement à leur apporter (Bessoles, 2009). Entre une « victimologie juridique » et une « victimologie clinique », ne serait-il pas opportun de développer également une *victimologie sociale*, soucieuse de la manière dont est traitée socialement (dans les médias, au travail, etc.) la question de la victimisation (Przygodzki-Lionet, 2007b) ? Ce nouveau champ rejoindrait à certains égards celui de la « justice restaurative/restauratrice » (Braithwaite, 2002), cette justice nouvelle issue de la société civile qui cherche à restaurer le lien social altéré par l'infraction.

En ce qui concerne les pratiques professionnelles, l'approche psychosociale est particulièrement appropriée, aucune pratique ne pouvant se concevoir en dehors d'une référence au social. L'activité de justice en constitue une bonne illustration : elle rassemble en effet un grand nombre de personnes, notamment les professionnels de la justice et les justiciables qui se trouvent confrontés à la fois aux règles régissant la situation de jugement mais aussi aux rôles qu'ils doivent y tenir. Le déploiement actuel des nouvelles technologies (imagerie cérébrale, visioconférence, armes de neutralisation, etc.) dans le champ de la justice pénale, que ce soit au cours de l'enquête, lors du procès ou en prison, modifie inévitablement les pratiques policières, judiciaires et pénitenciaires et suscite de nombreuses controverses chez les praticiens concernés comme chez les chercheurs. Il soulève en effet des questionnements divers dont certains, d'ordre éthique et psychologique (Przygodzki-Lionet, 2011b), pourraient utilement faire l'objet d'études (de laboratoire et de terrain) en psychologie (sociale et cognitive, de la santé, du travail et des organisations, etc.).

2. Les limites à dépasser

La concrétisation des perspectives envisagées ici nécessite le dépassement d'un certain nombre de limites liées aux communautarismes disciplinaire, professionnel et culturel.

Un certain nombre de difficultés résulte d'abord du clivage entre les différents champs de la psychologie. Il est regrettable de constater, encore aujourd'hui, que « l'univers de la justice en France est dominé, en termes de formation et d'intervention, par la psychologie clinique » (Finkelstein, 2002, p. 135) et les résistances que rencontrent les autres approches psychologiques pour se faire entendre. La complexité des problématiques criminologiques et judiciaires requiert pourtant l'investissement de plusieurs sous-disciplines psychologiques et c'est la collaboration entre celles-ci, dans la complémentarité et non dans la rivalité, qui permettra de développer une véritable *psychologie légale*. Cette variété disciplinaire implique le recours à diverses méthodologies de recherche (enquêtes, études de cas, recherches sur le terrain, expérimentations en laboratoire, etc.), cette diversité pouvant stimuler des échanges fructueux entre recherche fondamentale et appliquée. En effet, comme l'indique Köhnken (1996, p. 280), la psychologie appliquée à la justice n'est pas simplement une « utilisatrice » des résultats de la recherche fondamentale, un certain nombre d'exemples montrant que les recherches psycho-légales peuvent mettre en évidence de nouveaux phénomènes repris ultérieurement par la recherche fondamentale. C'est aussi ce que disent, d'une autre manière, Leyens et Yzerbyt (1997, p. 323) : « Lorsque vous conduisez une étude en laboratoire, vous décidez des variables intéressantes à manipuler, à contrôler et à mesurer ; si tout se passe comme vous l'espérez, vous ne trouverez pas plus que ce que vous avez prédit ; profitez donc du terrain et du fait que vous ne pouvez pas contrôler toutes les variables, soyez attentifs aux facteurs spécifiques du terrain. »

Cet incessant va-et-vient, à la fois entre recherche fondamentale et recherche appliquée mais aussi entre les recherches et les pratiques professionnelles, est fondamental afin que les conceptualisations ne soient pas déconnectées des applications et que celles-ci, nourries de celles-là, puissent être généralisées et faire preuve d'efficacité. Le rapprochement de ces deux logiques différentes, la recherche et l'action, soulève également de nombreuses difficultés du fait notamment des divergences de langage et de temporalité entre chercheurs et praticiens. Les problèmes de communication qui en découlent, d'ores et déjà présents au sein d'une même discipline, prennent bien évidemment une acuité certaine dès que l'on s'inscrit dans une perspective pluridisciplinaire.

Le droit et la psychologie ont-ils pris la mesure de tous les apports qu'ils peuvent recevoir l'un de l'autre ? Il semble indéniable, au regard du contenu de cet ouvrage, que ces disciplines aient tout intérêt à collaborer. Les sollicitations croissantes de la justice à l'égard de la psycholo-

gie facilitent cette collaboration mais celle-ci ne doit pas se limiter à la seule communication d'informations, la pertinence perçue des données communiquées n'étant pas forcément partagée. En effet, les éléments théoriques considérés comme intéressants par certains psychologues ne le sont pas toujours pour les juristes, et ceux-ci, inversement, peuvent avoir quelques difficultés à déterminer ce qui, dans la masse de connaissances dont ils disposent, est susceptible d'intéresser un psychologue. Loin de favoriser un quelconque travail en commun, ces problèmes communicationnels sont plutôt de nature à lui nuire. Une collaboration constructive entre psychologie et justice, se traduisant notamment par l'élaboration de programmes de recherches interdisciplinaires, ne peut par conséquent faire l'économie d'une prise de connaissance réciproque de ce que recouvrent ces deux domaines, c'est-à-dire des concepts qui y sont développés et des pratiques qui y sont associées, accompagnée d'une reconnaissance de leurs compétences respectives. Il est à souhaiter que cet ouvrage contribue à une meilleure connaissance des apports actuels et potentiels de la psychologie à la justice. Mais, l'objectif de ce travail n'étant pas de « psychologiser le judiciaire », il serait intéressant de le compléter maintenant par une réflexion sur les apports des sciences juridiques aux sciences humaines.

Enfin, il convient désormais de penser ces collaborations intra/interdisciplinaires et intra/interprofessionnelles à l'échelle de l'Europe. La progression de la construction européenne, qui concerne également la psychologie et la justice (ex. la certification européenne en psychologie « EuroPsy » ; les règles pénitentiaires européennes), constitue une opportunité de décroïsonner les travaux, aujourd'hui essentiellement nationaux, pour générer une synergie d'intégration permettant de contrebalancer l'avance anglo-saxonne dans le domaine de la psychologie légale.

Postface¹

Les rédacteurs du Code d'instruction criminelle de 1808 ignoraient quasiment l'expertise. C'est tout juste s'ils faisaient appel à des officiers de santé pour déterminer les causes d'un décès en cas de mort violente ou dont la cause était inconnue ou suspecte. Pourtant « l'aliéniste » (comme l'on disait alors) Pinel n'était pas loin, et son disciple Esquirol allait bientôt percer. Mais l'heure de la psychologie et des disciplines voisines n'avait pas encore sonné. Certes, en 1835, un juge d'instruction avant-gardiste avait saisi un psychiatre pour apprécier le degré de responsabilité d'un certain Pierre Rivière qui avait égorgé sa mère, sa sœur et son frère dans une crise de folie. Et l'on se souvient de l'étude de Michel Foucault en 1973 « Moi Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère : un cas de parricide au XIX^e siècle ».

Progressivement cependant, la psychologie, grâce à ses progrès, surtout à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, va acquérir ses lettres de noblesse. Elle va s'imposer aux juristes, spécialement aux praticiens - magistrats, policiers et gendarmes, avocats et autres auxiliaires - qui vont enfin reconnaître l'aide qu'elle peut leur apporter dans la résolution des affaires dont ils ont la charge. Lacassagne, au début du XX^e siècle, ne s'y est pas trompé quand il écrivait que « les juristes doivent se résigner à une collaboration avec les savants » (*Archives de politique criminelle*, 1906, p. 91).

Ne nous étonnons donc pas que le législateur ait enfin fait écho à la montée des sciences psychologiques, criminologiques et autres. Le nouveau Code de procédure pénale, dans sa version primitive de 1959, crée l'enquête de personnalité, l'examen médical et l'examen psychologique alors que, déjà depuis quelques dizaines d'années, des juges d'instruction commettaient des psychiatres à l'effet de mesurer l'aptitude mentale de l'inculpé.

Le développement de la criminalité, et notamment de la dangerosité de certains grands malfaiteurs en matière de criminalité violente ou sexuelle, a conduit les auteurs, y compris ceux de droit pénal et de procédure pénale, et le législateur à faire un appel puissant aux psychologues et psychiatres pour déterminer ce qu'on appelle la dangerosité ! Tâche difficile et pourtant si utile. C'est ainsi que se développent les expertises

1. Par Jean Pradel, agrégé des Facultés de Droit, président honoraire de l'Association française de droit pénal, membre titulaire de l'Académie internationale de droit comparé.

dites de dangerosité. On se limitera à deux exemples. La personne « souffrant de trouble grave de la personnalité » peut, à l'issue de sa peine, être placée sous le régime de la rétention de sûreté, si elle a été envoyée auparavant dans un « service spécialisé chargé de l'observation des personnes détenues aux fins d'une évaluation pluridisciplinaire de dangerosité assortie d'une expertise médicale réalisée par deux experts » (loi du 25 février 2008). Par avant, le législateur, en instaurant le placement sous surveillance électronique mobile à titre de mesure de sûreté, en avait subordonné l'application à un « examen destiné à évaluer la dangerosité (du condamné) » et à mesurer le risque de commission d'une nouvelle infraction (loi du 12 décembre 2005).

Mais, au-delà de ces créations législatives, les praticiens font appel à des techniques utilisant la psychologie. C'est très net dans le domaine de l'investigation, qu'il s'agisse des auditions, de la procédure au sens strict ou de l'exécution de la peine. En Amérique du Nord existent des cabinets de consultants auxquels s'adressent les avocats pour savoir quels jurés ils pourront récuser : tout s'effectue sur la base de la psychologie de ces citoyens compte tenu de la personnalité de l'accusé et de ce qui lui est reproché !

On louera l'auteur de cet ouvrage, Madame Nathalie Przygodzki-Lionet, qui, véritable pionnière, a montré tout ce que la psychologie *lato sensu* peut apporter à l'administration de la justice pénale. Elle l'a fait selon la meilleure démarche qui soit en procédure pénale, la démarche chronologique, à savoir l'enquête et l'instruction, le jugement, l'exécution de la condamnation. Cette approche se justifie d'autant plus que les psychologues n'ont pas le même rôle selon le stade considéré de la procédure pénale. L'auteur illustre ainsi parfaitement la complémentarité de la psychologie et de la procédure pénale. Les rédacteurs de 1808 pourraient s'en retourner dans leur tombe !

Bibliographie

La bibliographie ci-dessous ne couvre pas l'ensemble du champ de la psychologie légale mais se réfère aux auteurs cités dans l'ouvrage.

À la fin de chaque chapitre figure un guide sommaire de lecture permettant l'approfondissement de certaines thématiques abordées.

- Aderman, D., Brehm, S.S. & Katz, B. (1974). Empathic observation of an innocent victim : The just world revisited. *Journal of Personality and Social Psychology*, 29, 342-347.
- Altavilla, E. (1959). *Psychologie judiciaire*. Paris, éditions Cujas.
- Archer, E. & Lameyre, X. (2003). Souffrance en détention. La prise en charge sanitaire des personnes détenues. *Synapse (Synthèse d'actualité pénitentiaire et de sensibilisation)*, n° 10.
- Arntzen, F. (1983). *Psychologie der Zeugenaussage : Systematik der Glaubwürdigkeitsmerkmale*. Munich, Beck.
- Arrigo, B.A. (2000). *Introduction to Forensic Psychology : Issues and Controversies in Crime and Justice*. Academic Press.
- Arrigo, B.A. & Garsky, K. (1997). Police suicide : a glimpse behind the badge. In R. Dunham & G. Alpert (Eds.), *Critical issues in policing* (p. 609-626). Prospect Heights, IL, Waveland Press.
- Asch, S.E. (1956). Studies of independence and conformity : A minority of one against an unanimous majority. *Psychological Monographs*, 70, n° 416.
- Aubusson de Cavarlay, B., Bourcier, D. & Przygodzki-Lionet, N. (2004). *Le Choix de la peine*. Codirection d'un atelier dans le cadre de la formation continue des magistrats, École Nationale de la Magistrature (ENM), Paris, France.
- Aubusson de Cavarlay, B., Huré, M.S., Barré, M.D. & Aillet, V. (1995). Arrestations, classements, défèrements, jugements. Suivi d'une cohorte d'affaires pénales de la police à la justice. *Études et données pénales*, 72, 1-275.
- Backster, G.C. (1963). *Backster Standardized Polygraph Notepack and Technique Guide*. New York.
- Ballier, C. (2006). *Psychanalyse des comportements violents*. Paris, Presses universitaires de France (6^e édition).
- Bandura, A. (1997). *Self-Efficacy : The Exercise of Control*. New York, Freeman.
- Bar, M., Neta, M. & Linz, H. (2006). Very first impressions. *Emotion*, 6 (2), 269-278.
- Barlet, P. (1995). La santé en prison. Dossier « Santé et milieu carcéral », n° 16, *La Santé de l'homme*, 315, 5-9.
- Baroche, C. (2008). Hostage and barricade situations managed by the RAID of the French Police. *Revue internationale de Criminologie et de Police technique et scientifique, Dossier spécial « Prise d'otages et forcenés retranchés »*, 171-190.
- Bayley, D.H. & Garafalo, J. (1989). The management of violence by police patrol officers. *Criminology*, 27, 1-25.

- Bazex H., Combalbert N. (2009). Les mécanismes de défense d'une équipe soignante d'une unité d'hospitalisation sécurisée pour les détenus. *L'Évolution psychiatrique*, 74 (4), 549-565.
- Beauvois, J.-L. & Dubois, N. (1988). The norm of internality in the explanation of social events. *European Journal of Social Psychology*, 18, 299-316.
- Bègue, L. (2010). *L'Agression humaine*. Paris, Dunod.
- Bègue, L. (2011). *Psychologie du bien et du mal*. Paris, Odile Jacob.
- Belmokhtar, Z. (2007). Les victimes face à la justice : le sentiment de satisfaction sur la réponse judiciaire. *InfoStat Justice*, 98, 1-4.
- Bénézech, M., Toutin, T., Le Bihan, P. & Taguchi, H. (2006). Les composantes du crime violent : une nouvelle méthode d'analyse comportementale de l'homicide et de sa scène. *Annales médico-psychologiques*, 164, 828-833.
- Benson, P.L., Karabenick, S.A. & Lerner, R.M. (1976). Pretty pleases : The effects of physical attractiveness, race and sex on receiving help. *Journal of Experimental Social Psychology*, 12, 409-415.
- Benzakri, A. (2010). Les victimes de délit et le jugement de leur affaire : entre satisfaction et incompréhension. *InfoStat Justice*, 111, 1-6.
- Bertone, A., Mélen, M., Py, J. & Somat A. (1995). *Témoins sous influences. Recherches de psychologie sociale et cognitive*. Presses Universitaires de Grenoble.
- Bessoles, P. (2009). *Victimologie. Crime et crimino-genèse*. Presses Universitaires de Grenoble : Collection « psychopathologie clinique ».
- Biland, C. (2004). *Psychologie du menteur*. Paris, Odile Jacob.
- Biland, C., Py, J. & Rimboud, S. (1999). Évaluer la sincérité d'un témoin grâce à trois techniques d'analyse : verbales et non verbales. *Revue européenne de Psychologie appliquée*, 49 (2), 115-121.
- Blackburn, R. (1996). What is Forensic Psychology ? *Legal and Criminological Psychology*, 1, 3-16.
- Blanck, P.D. & Rosenthal, R. (1992). Nonverbal behavior in the courtroom. In R. Feldman (Ed.), *Application of Non Verbal Behavioral Theories and Research*. Hillsdale, NJ, Erlbaum.
- Blatier, C. (1999-2002). *La Délinquance des mineurs : l'enfant, le psychologue, le droit*. Presses Universitaires de Grenoble.
- Blatier, C. (2010). *Introduction à la psycho-criminologie*. Paris, Dunod.
- Bodenhausen, G.V. (1988). Stereotype biases in social decision making : testing process model of stereotype use. *Journal of Personality and Social Psychology*, 55, 726-737.
- Bonner, B.L., Baumann, M.R. & Dalal, R.S. (2002). The effects of member expertise on group decision making and performance. *Organizational Behavior and Human Decision Processes*, 88, 719-736.
- Bordel, S., Vernier, C., Dumas, R., Guingouain, G. & Somat, A. (2004). L'expertise psychologique, élément de preuve du jugement judiciaire ? *Psychologie française*, 49, 389-408.
- Born, M. (2003). *Psychologie de la délinquance*. Bruxelles, De Boeck.
- Bottoms, B., Quas, J. & Davis, S. (2007). The influence of interviewer-provided social support on children's suggestibility, memory, and disclosures. In M.E. Pipe, M.

- Lamb, Y. Orbach & A.C Cedarborg (Eds.), *Child Sexual Abuse : Disclosure, Delay and Denial*. Hillsdale, NJ, Erlbaum.
- Boudoukha, A.H., Przygodzki-Lionet, N. & Hautekeete, M. (2011, sous presse). Traumatic Events and Early Maladaptive Schemas (EMS) : Prison guard psychological vulnerability. *European Review of Applied Psychology*, 61.
- Bourgeois, D. (1997). Troubles du sommeil en milieu carcéral. *L'Encéphale*, 23 (3), 180-183.
- Bourgoin, N. (1994). *Le Suicide en prison*. Paris, L'Harmattan.
- Braithwaite, J. (2002). *Restorative Justice and Responsive Regulation*. Oxford University Press.
- Brehm, J.W. (1966). *A Theory of Psychological Reactance*. New York, Academic Press.
- Brehm, S.S. & Kassin, S.M. (1990). *Social Psychology*. Boston, Houghton Mifflin Company.
- Brown, M.R. (1926). *Legal Psychology*. Indianapolis, Bobbs-Merrill.
- Bruck, M. & Melnyk, L. (2004). Individual differences in children's suggestibility : a review and synthesis. *Applied Cognitive Psychology*, 18, 947-996.
- Bull, R. & Rumsey, N. (1988). *The Social Psychology of Facial Appearance*. New York, Springer-Verlag.
- Cario, R. (2001). *Victimologie : de l'effraction du lien subjectif à la restauration sociale*. Paris, L'Harmattan.
- Carroll, J.S. (1978). Causal theories of crime and their effect upon expert parole decisions. *Law and Human Behavior*, 2 (4), 377-388.
- Carson, D. (1995). Individualism : Its importance in Law and Psychology. In R. Bull & D. Carson (eds.), *Handbook of Psychology in Legal Contexts*. Chichester, Wiley, p. 43-53.
- Casoni, D. & Brunet, L. (2008). La pratique de l'expertise psycho-légale au Québec. In B. Gaillard (Ed.), *Psychologie criminologique*, p. 53-70. Paris, In Press.
- Cassel, E. & Bernstein, D.A. (2007). *Criminal Behavior*. NJ, Lawrence Erlbaum.
- Ceci, S.J. & Bruck, M. (1998). *L'Enfant-témoin. Une analyse scientifique des témoignages d'enfants*. Bruxelles, De Boeck Université.
- Céré, J.-P. (2008). La rétention de sûreté à l'épreuve de la Convention européenne des Droits de l'homme. *Actualité juridique PENAL*, 5, 220-223.
- Charest, C. & Alain, M. (1995). Les attributions de jurés potentiels suite à différents rapports d'expertise psychologique. *Psychologie française*, 40 (3), 303-310.
- Cid, J. (2009). Is imprisonment criminogenic ? *European Journal of Criminology*, 6 (6), 459-480.
- Clifford, B.R. (1995). Psychology's premises, methods and values. In R. Bull and D. Carson (eds.), p. 13-27.
- Coldefy, M., Faure, P. & Prieto, N. (2002). La santé mentale et le suivi psychiatrique des détenus accueillis par les services médico-psychologiques régionaux. *DRESS, Études et Résultats*, n° 181.
- Cottle, C.C., Lee, R.J. & Heilbrun, K. (2001). The prediction of criminal recidivism in juveniles : a meta-analysis. *Criminal Justice and Behavior*, 28 (3), 367-394.

- Crombag, H.F.M. (1994). Law as a branch of applied psychology. *Psychology, Crime and Law*, 1, 1-9.
- Cusson, M. (1998). *Criminologie actuelle*. Paris, Presses Universitaires de France.
- Davies, G.M., Lloyd-Bostock, S., McMurray, M. & Wilson, C. (1996). *Psychology, Law and Criminal Justice : International Developments in Research and Practice*. New York, Walter de Gruyter.
- Davies, G.M., Van der Willik, P. & Morrison, L. (2000). Facial composite production : A comparison of mechanical and computer-driven systems. *Journal of Applied Psychology*, 83, 119-124.
- Davies, G.M., Westcott, H.L. & Horan, N. (2000). The impact of questioning style on the content of investigative interviews with suspected sexual abuse victims. *Psychology, Crime and Law*, 6, 81-97.
- Debove, F. (2005). La contractualisation du procès pénal. *Droit et Économie*, 94, 22-27.
- De Beaurepaire, C., Bénézech, M. & Kottler, C. (2004). *Les Dangersités : de la criminologie à la psychopathologie, entre justice et psychiatrie*. Paris, John Libbey Eurotext.
- Debuyst, C. (1985). Jugement moral et délinquance : les diverses théories et leur opérationnalisation. Kohlberg : ses études comparatives. *Déviance et Société*, 9 (2), 119-132.
- Delens-Ravier, I. (2006). Lien familial et détention en Europe. *Revue internationale de Criminologie et de Police technique et scientifique*, 4, 481-492.
- Demarchi, S. & Py, J. (2009). A method to enhance person description : A field study. In R. Bull, T. Valentine & T. Williamson (Eds.), *Handbook of Psychology of Investigative Interviewing : Current Developments and Future Directions*. John Wiley & Sons, p. 241-256.
- Denève, C., Askevis-Leherpeux, F. & Alain, M. (2007). L'impact des preuves factuelles et testimoniales sur les composantes objectives et subjectives de la décision judiciaire. *Revue internationale de Psychologie sociale*, 20 (3), 35-58.
- DePaulo, B.M., Stone, J.I. & Lassiter, G.D. (1985). Deceiving and detecting deceit. In B.R. Schlenker (ed.), *The Self in Social Life* (p. 323-370). New York, McGraw Hill.
- Desombre, C. (2004). *Entitativité et stratégies identitaires dans les relations intergroupes asymétriques : une application en milieu carcéral*. Thèse de Psychologie sociale, université de Lille 3, Villeneuve d'Ascq.
- Deutsch, M. & Gerard, H.B. (1955). A study of normative and informational social influence upon individual judgment. *Journal of Abnormal and Social Psychology*, 51, 629-636.
- Devine, D.J., Clayton, L.D., Dunford, B.B., Seying, R. & Pryce, J. (2001). Jury decision making : 45 years of empirical research on deliberating groups. *Psychology, Public Policy and Law*, 7, 622-727.
- Diamond, S. (1990). Scientific jury selection. What social scientists know and do not know. *Judicator*, 73, 178-183.
- Dion, K.K., Berscheid, E. & Walster, E. (1972). What is beautiful is good. *Journal of Personality and Social Psychology*, 24, 285-290.

- Douchet, K. (2003). *Jugements de responsabilité et de blâme : le poids des émotions*. Communication au 6^e Colloque international de Psychologie sociale appliquée, Clermont-Ferrand, France.
- Douglas, R. (1992). A different kind of justice : trial and punishment in the rural magistrates' courts. *Law in Context*, 10, 63-90.
- Douglas, J.E., Ressler, R.K., Burgess, A.W. & Hartman, C.R. (1986). Criminal profiling from crime scene analysis. *Behavioral Sciences and the Law*, 4, 401-421.
- Duflot, C. (1999). *L'Expertise psychologique. Procédures et méthodes*. Paris, Dunod.
- Dumas, R. & Testé, B. (2003). La « tête du crime » : approche psychosociale de l'influence des visages sur les jugements judiciaires. Communication au 6^e Colloque international de Psychologie sociale appliquée, Clermont-Ferrand, France.
- Durif-Varembont, J.-P. (2007). La souffrance psychique des jurés de Cour d'assises et les modalités de son traitement. *Bulletin de Psychologie*, 60 (5), 441-446.
- Ekman, P. (2009). *Telling Lies. Cues to Deceit in the Marketplace, Politics and Marriage*. Édition révisée. Londres : W.W. Norton & Co.
- Ekman, P. & Friesen, W.V. (1972). Hand movements and deception. *Journal of Communication*, 22, 353-374.
- Ekman, P. & O'Sullivan, M. (1989). Hazards in detecting deceit. In D.C. Raskin (ed.), *Psychological Methods for investigation and evidence*. New York, Springer, p. 297-332.
- Enescu, R. & Kuhn, A. (2008). Influence de l'ordre de présentation des témoins sur le choix d'un verdict pénal. *Revue internationale de Criminologie et de Police technique et scientifique*, 1, 71-84.
- Escobar, A. (1989). *L'Enfermement*. Paris, éditions Klincksieck.
- Esnard, C. (2005). Contexte professionnel d'investigation et confirmation d'hypothèse : examen de la régulation du jugement social policier. *Revue internationale de Psychologie sociale*, 18 (4), 125-163.
- Everson, G. (1919). The human element in justice. *Journal of Criminal Law and Criminology*, 10, 90-99.
- Finkelstein, R. (2002). Influences sociales dans la justice : des juges et des justiciables. In A. Le Blanc, M. Dorai, N. Roussiau & C. Bonardi (Eds.), *Psychologie sociale appliquée : Éducation, justice, politique* (p. 117-135). Paris, In Press.
- Finkelstein, R. (2005). Du sentiment de justice aux relations sociales dans les organisations. In *Psychologie sociale*, chapitre VII (p. 213-246). Paris, Hachette.
- Finkelstein, R. & Bastounis, M. (2010). The effect of the deliberation process and jurors' prior legal knowledge on the sentence : the role of psychological expertise and crime scene photo. *Behavioral Sciences and the Law*, 28 (3), 426-441.
- Finkelkraut, A. (2006). La « tribunalisation » du monde. *Les Cahiers de la Justice*, 1, 5-15.
- Fischhoff, B. (1975). Hindsight = / foresight : the effect of outcome knowledge on judgment under uncertainty. *Journal of Experimental Psychology : Human Perception and Performance*, 1, 288-299.
- Fisher, R.P. & Geiselman, R.E. (1992). *Memory Enhancing Techniques for Investigative Interviewing : The Cognitive Interview*. Springfield, Charles Thomas Publishers.

- Fisher, R.P., Geiselman, R.E., Raymond, D.S., Jurkewich, L.M. & Warhaftig, M.L. (1987). Enhancing enhanced eyewitness memory : Refining the cognitive interview. *Journal of Police Science and Administration*, 15, 291-297.
- Foley, L.A. & Pigott, M.A. (1997). Race, age and jury decisions in a civil rape trial. *American Journal of Forensic Psychology*, 15, 37-55.
- Foucault, M. (1975). *Surveiller et Punir*. Paris, Gallimard.
- Frowd, C.D., Bruce, V., Smith, A.J. & Hancock, P.J.B. (2008). Improving the quality of facial composites using a Holistic Cognitive Interview. *Journal of Experimental Psychology : Applied*, 14 (3), 276-287.
- Gadbois, C. & Prunier-Poulmaire, S. (1998). Le temps du procès : une activité cognitive à l'épreuve des heures et des jours. *Droit et Cultures*, 36 (2), 95-111.
- Gadd, D. & Jefferson, T. (2007). *Psychosocial Criminology : An Introduction*. Londres, Sage.
- Gaillard, B. (2008). *Psychologie criminologique*. Paris, In Press.
- Garapon, A. (2005). Perspective de la recherche juridique. *Lettre de la Mission de recherche Droit et Justice*, 20, 6-7.
- Gassin, R. (1990). *Criminologie*. Paris, Dalloz.
- Geiselman, R.E., Fisher, R.P., Firstenberg, I., Hutton, L.A., Sullivan, S., Avetissian, I. & Prosk, A. (1984). Enhancement of eyewitness memory : An empirical evaluation of the cognitive interview. *Journal of Police Science and Administration*, 12, 74-80.
- Geiselman, R.E. & Padilla, J. (1988). Cognitive interviewing with child witnesses. *Journal of Police Science and Administration*, 16, 236-242.
- Gerbner, G., Gross, L., Morgan, M. & Signorielli, N. (1994). Growing up with television : the cultivation perspective. In J. Bryant & D. Zillman (Eds.), *Media Effects*. Hillsdale, NJ, Erlbaum, 17-41.
- Giglio-Jacquemot, A. & Jellab, A. (2012). Les jurés à l'épreuve des assises : description et portraits d'une expérience marquante. *Les Cahiers de la Justice*, 1, 31-44.
- Ginet, M. (2003). *Les Clés de l'entretien avec le témoin ou la victime*. Paris, La Documentation française.
- Ginet, M., Przygodzki, N. & Rainis, N. (2000). Symposium « Justice et jugement : une analyse psychosociale des déterminants des décisions judiciaires », 3^e Congrès international de Psychologie sociale en langue française, Valencia, Espagne.
- Ginet, M. & Py, J. (2001). A technique for enhancing memory in eyewitness testimonies for use by police officers and judicial officials : the Cognitive Interview. *Le Travail humain*, 64, 173-191.
- Ginet, M. & Verkamp, F. (2007). The cognitive interview : Is its benefit affected by the level of witness emotion ? *Memory*, 15 (4), 450-464.
- Goosens, F. (2007). L'audition de suspects par la police en Belgique et le recours à la narcoanalyse, à l'hypnose et au polygraphe : l'état de la question et quelques réflexions inspirées par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. *Revue internationale de Criminologie et de Police technique et scientifique*, 4, 437-454.
- Gordon, D.A. & Arbuthnot, J. (1987). Individual, group and family interventions. In H.C. Quay, *Handbook of Juvenile Delinquency*. New York, Wiley, p. 290-324.

- Goutas, N., Girandola, F. & Minary, J.-P. (2003). Le sentiment d'injustice subie : un nouveau regard sur l'agression. *Revue internationale de Psychologie sociale*, 16 (2), 125-149.
- Griffitt, W. & Jackson, T. (1973). Simulated jury decisions : the influence of jury defendant attitude similarity/dissimilarity. *Social Behavior and Personality*, 1, 1-7.
- Grisso, T. (2003). *Evaluating competencies : Forensic assessments and instruments*, 2^e édition. New York, Kluwer Academic/Plenum.
- Gudjonsson, G.H. & Clark, N.K. (1986). Suggestibility in police interrogation : a social psychological model. *Social Behavior*, 1, 83-104.
- Guéguen, N. & Pascual, A. (2002). Effet du statut manifeste du voleur sur les réactions face à un comportement délictueux. *Les Cahiers internationaux de Psychologie sociale*, 54, 125-135.
- Guerra, N.G. & Slaby, R.G. (1990). Cognitive mediators of aggression in adolescent offenders : II. Intervention. *Developmental Psychology*, 26, 269-277.
- Hafer, C.L. & Bègue, L. (2005). Experimental research on just-world theory : problems, developments and future challenges, *Psychological Bulletin*, 131 (1), 128-167.
- Haney, C. (1980). Psychology and the legal change : on the limits of factual jurisprudence. *Law and Human Behavior*, 4, 147-200.
- Haney, C., Banks, C. & Zimbardo, P. (1973). Interpersonal dynamic in simulated prison. *International Journal of Criminology and Penology*, 1, 69-97.
- Harcourt, B.E. (2001). *Illusion of Order : The False Promise of Broken Windows Policing*. Cambridge, Harvard University Press.
- Hasel, L.E. & Wells, G.L. (2007). Catching the bad guy : morphing composite faces helps. *Law and Human Behavior*, 31 (2), 193-207.
- Haward, L.R. (1979). The psychologist as expert witness. In D.P. Farrington et al. (eds.), *Psychology, Law and Legal Processes*. Londres, Macmillan, p. 44-53.
- Heath, L. & Petraitis, J. (1987). Television viewing and fear of crime : where is the mean world ? *Basic and Applied Social Psychology*, 8, 97-123.
- Heise, D.R. (1989). Effects of emotion displays on the assessment of character. *Social Psychology Quarterly*, 52, 10-21.
- Henggeler, S.W., Melton, G.B., Smith, L.A., Schoenwald, S.K. & Hanley, J.H. (1993). Family preservation using multi-systemic treatment : Long-term follow-up to a clinical trial with serious juvenile offenders. *Journal of Child and Family Studies*, 2, 283-293.
- Hirschelmann, A. (2008). La clinique psycho-criminologique de l'après-acte. In B. Gaillard (Ed.), *Psychologie criminologique*, p. 99-115. Paris, In Press.
- Hoffman, M. (2008). *Empathie et développement moral. Les émotions morales et la justice*. Presses universitaires de Grenoble.
- Holliday, R.E., Humphries, J.E., Milne, R., Memon, A., Houlder, L., Lyons, A. & Bull, R. (sous presse). Reducing misinformation effects in older adults with cognitive interview mnemonics. *Psychology and Aging*.
- Hommers, W. (1983). *Die Entwicklungspsychologie der Delikts- und Geschäftsfähigkeit*. Gottingen, Hogrefe.

- Hood, R. (1992). *Race and Sentencing : A Study in the Crown Court*. A report for the Commission for Racial Equality. Oxford University Press.
- Howe, E.S. (1988). Dimensional structure of judgments of crimes. *Journal of Applied Social Psychology*, 18 (16), 1371-1393.
- Howe, E.S. (1994). Judged person dangerousness as weighted averaging. *Journal of Applied Social Psychology*, 24 (14), 1270-1290.
- Huesman, L.R. (1998). The role of information processing and cognitive schema in the acquisition and maintenance of habitual aggressive behaviour. In R.G. Geen & E. Donnerstein (Eds.), *Human Aggression : Theories, Research and Implications for Social Policy* (p. 73-109). San Diego, Academic Press.
- Jaffé, P. (2006). Psychologie légale : spécialisation transdisciplinaire qui dope la diffusion du savoir psychologique. *Psychoscope*, 2, 21-23.
- Jeangène Vilmer, J.-B. (2009). *Réparer l'irréparable*. Paris, Presses Universitaires de France.
- Jew, C.C., Clanon, T.L. & Mattocks, A.L. (1972). The effectiveness of group psychotherapy on a correctional institution. *American Journal of Psychiatry*, 129, 602-605.
- Johnson, M.K. & Raye, C.L. (1981). Reality Monitoring. *Psychological Review*, 88, 67-85.
- Jones, E.E. & Nisbett, R.E. (1972). The actor and the observer : divergent perceptions of causality. In E.E. Jones et al. (Eds.), *Attribution : Perceiving the Causes of Behavior* (p. 79-94). Morristown, NJ, General Learning Press.
- Jou, J. & Harris, R.J. (1992). The effect of divided attention on speech production. *Bulletin of the Psychonomic Society*, 30, 301-304.
- Kairys, D., Schulman, J. & Harring, S., Eds. (1975). *The Jury System : New Methods for Reducing Prejudice*. Philadelphia Resistance Book Shop.
- Kapardis, A. (1997). *Psychology and Law : A Critical Introduction*. Cambridge University Press.
- Kaplan, M.F. (1982). Cognitive processes in the individual juror. In N.L. Kerr & R.M. Bray (Eds.), *The Psychology of the Courtroom* (p. 197-220). New York, Academic Press.
- Kaplan, M.F. (1989). Task, situational and personal determinants of influence processes in group decision making. *Advances in Group Processes*, 6, 87-105.
- Kaplan, M.F. & Kemmerick, G. (1974). Juror judgment as information integration : combining evidential and non-evidential information. *Journal of Personality and Social Psychology*, 30, 493-499.
- Kaplan, M. F. & Martin, A.M. (2006). *Understanding world jury systems through social psychology research*. New York, Psychology Press.
- Kassin, S.M. & Garfield, D.A. (1991). Blood and guts : General and trial-specific effects of videotaped crime scenes on mock jurors. *Journal of Applied Social Psychology*, 21 (18), 1459-1472.
- Kenny, A. (1968). Intention and purpose in law. In *Essays in Legal Philosophy*, edited by R. Summers. Oxford, Basil Blackwell.
- King, M. (1986). *Psychology in and out of Court*. Oxford, Pergamon Press.

- Köhnken, G. (1996). Social Psychology and the Law. In G.R. Semin & K. Fiedler (Eds.), *Applied Social Psychology*. Sage Publications, p. 257-281.
- Köhnken, G., Milne, R., Memon, A. & Bull, R. (1999). The cognitive interview : A meta-analysis. *Psychology, Crime and Law*, 5, 3-28.
- Konecni, V.J., Ebbesen, E.B. & Hock, R.R. (1996). Factors affecting simulated jurors' decisions in capital cases. *Psychology, Crime and Law*, 2, 269-290.
- Kramer, H.T., Buckhout, R. & Eugenio, P. (1990). Weapon focus, arousal and eyewitness memory. *Law and Human Behavior*, 14, 167-184.
- Kramer, G.P., Kerr, N.L. & Carroll, J.S. (1990). Pretrial publicity, judicial remedies and jury bias. *Law and Human Behavior*, 14, 409-438.
- Labadie, J.-M. (2004). *Psychologie du criminel*. Paris, l'Archipel.
- Lameyre, X. & Salas, D. (2004). *Prisons : permanence d'un débat*. Paris, La Documentation française.
- Larson, J.A. (1932). *Lying and its Detection*. Chicago, University of Chicago Press.
- Le Bas, P., Froment, S. & Villerbu, L. (2008). Stigmatisation en milieu carcéral des auteurs d'agression(s) sexuelles(s). In B. Gaillard (Ed.), *Psychologie criminologique*, p. 201-209. Paris, In Press.
- Le Bon, G. (1895). *Psychologie des foules*. Paris, Presses universitaires de France.
- Lerner, M.J. (1977). The justice motive : some hypotheses as to its origins and forms. *Journal of Personality*, 45, 1-52.
- Lerner, M.J. (1980). *The belief in a Just World : A Fundamental Delusion*. New York, Plenum.
- Leyens, J.P., Yzerbyt, V. (1997). *Psychologie sociale*. Mardaga.
- Lhuillier, D. (2001). *Le Choc carcéral. Survivre en prison*. Paris, Bayard.
- Lhuillier, D. (2007). Perspective psychosociale clinique sur la « carcéralité ». *Bulletin de Psychologie*, 60 (5), 447-452.
- Lhuillier, D. & Aymard, N. (1997). *L'Univers pénitentiaire. Du côté des surveillants de prison*. Desclée de Brouwer.
- Liebmann, M. (1998). *Art Therapy with Offenders*. Londres, Jessica Kingsley Publishers.
- Light, L.H. (1991). Memory and aging : four hypotheses in search of data. *Annual Review of Psychology*, 42, 333-376.
- Loftus, E.F. (1979). *Eyewitness Testimony*. Harvard University Press, Cambridge, MA.
- Loftus, E.F., Banaji, M.R., Schooler, J.W. & Foster, R.A. (1987). Who remembers what ? Gender differences in memory. *Michigan Quarterly Review*, 26, 64-85.
- Lösel, F. (1992). Psychology and Law : overtures, crescendos and reprises. In F. Lösel et al. (eds.), *Psychology and Law : International Perspectives*. New York, Walter de Gruyter, p. 3-21.
- Lösel, F. (1995). The efficacy of correctional treatment : a review and synthesis of meta-evaluations. In J. McGuire (Ed.), *What Works : Reducing Reoffending Guidelines from Research and Practice*. Chichester, Wiley.
- Lösel, F., Bender, D. & Bleisener, T. (1992). *Psychology and Law : International Perspectives*. New York, Walter de Gruyter.

- Lussier, P. & Proulx, J. (2001). Le traitement et l'évaluation des agresseurs sexuels : perspectives nord-américaines et européennes. *Revue internationale de Criminologie et de Police technique et scientifique*, 1, 63-87.
- Lykken, D.T. (1981). *A Tremor in the Blood : Uses and Abuses of the Lie Detector*. New York, McGraw-Hill.
- Lykken, D.T. (1988). The case against polygraph testing. In A. Gale (ed.), *The polygraph test: lies, truth and science*. Londres, Sage, p. 111-125.
- MacLeod, M.D., Frowley, J.N. & Shepherd, J.W. (1994). Whole body information : its relevance to eyewitnesses. In D.F. Ross et al. (eds.), *Adult Eyewitness Testimony*. Cambridge University Press, p. 125-143.
- Malle, B. & Nelson, S. (2003). Judging mens rea : the tension between folk concepts and legal concepts of intentionality. *Behavioral Sciences and the Law*, 21, 563-580.
- Manhec, K., Somat, A. & Testé, B. (2004). Justice, équité et démocratie : le rôle de la presse dans les décisions judiciaires. Un point de vue psychosocial. In P. Marchand (Ed.), *Psychologie sociale des médias*, p. 143-166. Presses Universitaires de Rennes.
- Marin, J.-C., Quemener, M. & Gallois, A. (2003). *Analyse criminelle et analyse comportementale : Rapport du groupe de travail interministériel*. Paris, ministère de la Justice.
- Masclat, G. & Mineure, S. (1999). Relations entre burn-out et estime de soi chez les surveillants pénitentiaires. *L'Encéphale*, 25 (5), 450-460.
- Mbanzoulou, P. (2000). *La Réinsertion sociale des détenus. De l'apport des surveillants de prison et des autres professionnels pénitentiaires*. Paris, L'Harmattan.
- McCaul, K.D., Veltum, L.G., Boyechko, V. & Crawford, J.J. (1990). Understanding attributions of victim blame for rape : Sex, violence and foreseeability. *Journal of Applied Social Psychology*, 20 (1), 1-26.
- McNeill, F. (2006). A desistance paradigm for offender management. *Criminology and Criminal Justice*, 6 (1), 39-62.
- McNeill, F. & Whyte, B. (2007). *Reducing Reoffending : Social Work and Community Justice in Scotland*. Cullompton, Willan.
- Millaud, F., Auclair, N., Guay, J.-P. & McKibben, A. (2007). Un instrument de mesure des progrès cliniques pour des patients psychotiques violents. *The Canadian Journal of Psychiatry*, 52 (11), 67-75.
- Miller, G.R. & Stiff, J.B. (1993). *Deceptive Communication*. Newbury Park : Sage Publications.
- Mira y Lopez, E. (1958). *Manuel de psychologie juridique*. Paris, Presses Universitaires de France.
- Mouquet, M.-C., Dumont, M. & Bonnevie, M.-C. (1999). La santé à l'entrée en prison : un cumul des facteurs de risque. DREES, *Études et Résultats*, n° 4.
- Mucchielli, L. (2003). Délinquance et immigration en France : un regard sociologique. *Criminologie*, 36 (2), 27-55.
- Nemeth, C.J. (1996). Dissent, diversity and juries. Paper presented at The International Conference on, *Social Influences : Theories and Practices*. Genève.

- Neuilly, M.A. (2004). La pratique du profilage au crible de la recherche scientifique : notice bibliographique sur la littérature criminologique de langue anglaise. *Bulletin de Psychologie*, 57 (5), 543-553.
- Ogloff, J.R.P. & Vidmar, N. (1994). The impact of pretrial publicity on jurors. A study to compare the relative effects of television and print media in a child sex abuse case. *Law and Human Behavior*, 18 (5), 507-525.
- Padawer-Singer, A. & Barton, A.H. (1975). Free press, fair trial. In R. Simon (Ed.), *The Jury System : A Critical Analysis* (p. 123-139). Beverly Hills, CA, Sage.
- Pagoni-Andréani, M. (1999). *Le Développement socio-moral : des théories à l'éducation civique*. Presses universitaires du Septentrion.
- Palmiotto, M.J. (1983). An historical review of lie-detection methods used in detecting criminal acts. *Canadian Police College Journal*, 7 (3), 206-216.
- Papazian-Zohrabian, G. (2008). Psychologie des victimes. In B. Gaillard (Ed.), *Psychologie criminologique* (p. 143-161). Paris, In Press.
- Pickel, K.L. (1995). Inducing jurors to disregard inadmissible evidence. A legal explanation does not help. *Law and Human Behavior*, 19, 407-424.
- Pinatel, J. (1987). *Le Phénomène criminel*. Paris, Cujas.
- Pinatel, J. (2001). *Histoire des sciences de l'homme et de la criminologie*. Paris, L'Harmattan.
- Poythress, N. (1994). Procedural preferences, perceptions of fairness and compliance with outcomes. A study of alternatives to the standard adversary trial procedure. *Law and Human Behavior*, 18, 361-376.
- Pradel, J. & Senon, J.-L. (1998). De la prévention et de la répression des infractions sexuelles : commentaire de la loi n° 98-468 du 17 juin 1998. *Revue pénitentiaire et de Droit pénal*, 3-4, 208-243.
- Przygodzki-Lionet, N. (2003). *Le Choix de la peine devant le tribunal correctionnel : décryptage des pratiques*. Conférence invitée à l'École Nationale d'Administration pénitentiaire (ENAP), Agen, France.
- Przygodzki-Lionet, N. (2004). *Bilan et mesures : quelles applications dans le domaine de la Justice ?* Séminaire de Psychologie appliquée, université de Neuchâtel, Suisse.
- Przygodzki-Lionet, N. (2005a). *L'Évaluation de la dangerosité : perspective psychosociale*. Conférence invitée dans le cadre de la formation continue « Psychiatrie et Justice pénale », École Nationale de la Magistrature (ENM), Paris, France.
- Przygodzki-Lionet, N. (depuis 2005b). *Psychologie légale*. Séminaire dans le cadre du Certificat d'Études Pénales et Criminologiques (CEPC) de l'Institut de Criminologie de l'université de Lille 2.
- Przygodzki-Lionet, N. (2006a). *Dangerosité des condamnés : exécution et aménagement des peines*. Direction d'une session de formation continue pour les personnels judiciaires et pénitentiaires, Direction de l'Administration Pénitentiaire, Paris, France.
- Przygodzki-Lionet, N. (2006b). *L'Exécution des peines et le droit pénitentiaire : point de vue psychologique*. Conférence invitée dans le cadre de la formation initiale des élèves avocats, Centre de Formation professionnelle des Avocats, faculté de Droit de Lille 2.

- Przygodzki-Lionet, N. (2007a). Psychosociologie du procès pénal. *Les Cahiers de la Justice*, 2, 223-251.
- Przygodzki-Lionet, N. (2007b). Organisation d'un symposium Victimes et victimisation : regards croisés sur une réalité médico-psycho-socio-judiciaire. XXX^e International Congress on Law and Mental Health, Padoue, Italie.
- Przygodzki-Lionet, N. (2008a). La dangerosité : Explications, évaluation, représentations et gestion. De l'intérêt d'une approche psychosociale. In P. Mbanzoulou (éd.), *Les Nouvelles Figures de la dangerosité* (p. 191-206). L'Harmattan, collection « Sciences criminelles ».
- Przygodzki-Lionet, N. (2008b). Psychosociologie du procès pénal. Conférence invitée dans le cadre de l'option « Acte de juger » des auditeurs de justice, ENM, Bordeaux, France.
- Przygodzki-Lionet, N. (2009a). Le « Plaider coupable » français : quel sentiment de justice chez les prévenus passant en audience de comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité ? XXXI^e International Congress on Law and Mental Health, University Law School, New York, États-Unis.
- Przygodzki-Lionet, N. (2009b). Entre risque objectif et risque perçu : De la nécessaire prise en considération des représentations sociales de la dangerosité pour une optimisation de son évaluation. *Revue Psychiatrie et Violence*. Vol. 9, numéro 1, <http://id.erudit.org/iderudit/038869ar>.
- Przygodzki-Lionet, N. (2010). Analyse psychosociale de la transgression chez l'adolescent. Atelier dans le cadre de la formation des éducateurs de la Protection judiciaire de la Jeunesse (PJJ), École Nationale de la PJJ, Roubaix, France.
- Przygodzki-Lionet, N. (depuis 2011a). Module de Psychologie dans le cadre du Master 2 de Droit public « Métiers de l'Administration Pénitentiaire », université de Lille 2.
- Przygodzki-Lionet, N. (2011b). Justice et nouvelles technologies. *Pour la Science*, Dossier « Police scientifique », 70, 106-111.
- Przygodzki-Lionet, N. & Dupuis-Gauthier, C. (2003). La dangerosité : émergence d'une notion et critiques d'un concept. *FORENSIC – Revue de psychiatrie et psychologie légales*, 15, 15-19.
- Przygodzki, N. & Mullet, E. (1993). Relationships between punishment, damage and intent to harm in the incarcerated : an information integration approach. *Social Behavior and Personality*, 21 (2), 93-102.
- Przygodzki, N. & Mullet, E. (1997). Moral judgment and aging. *European Review of Applied Psychology*, 47 (1), 15-22.
- Przygodzki, N. & Mullet, E. (1999). Devient-on plus sévère à force de juger ? *Bulletin de Psychologie*, 52 (5), 443, 531-534.
- Przygodzki-Lionet, N. & Noël, Y. (2004). Individu dangereux et situations dangereuses : les représentations sociales de la dangerosité chez les citoyens, les magistrats et les surveillants de prison. *Psychologie française*, 49, 409-424.
- Przygodzki-Lionet, N. & Schiaratura, L. (2007). Session thématique « Psychologie appliquée à la Justice : approches croisées sur le processus judiciaire », Congrès de la Société française de Psychologie, Nantes, France.
- Przygodzki-Lionet, N. & Schiaratura, L. (2008). Communication dans le domaine judiciaire : une situation de négociation ? In J.-M. Hoc & Y. Corson (Eds.), *Actes*

- du Congrès 2007 de la Société française de Psychologie, (p. 263-270), <http://www.sfpsy.org/IMG/pdf/actes-SFP2007.pdf>.
- Putwain, D. & Sammons, A. (2002). *Psychology and Crime : Criminological Psychology*. Routledge Modular Psychology Series.
- Py, J., Demarchi, S. & Rguibi, S. (2008). Comment les enfants décrivent-ils une personne ? Une étude transversale. Communication au Congrès de la Société française de Psychologie, Bordeaux, France.
- Py, J., Ginot, M., Demarchi, S. & Ansannay-Alex, C. (2001). *Une démarche psychosociale d'évaluation des procédures d'instruction*. Rapport de recherches pour la Mission de Recherche Droit et Justice.
- Rainis, N. (2002). Les contributions de la psychologie judiciaire et de l'expertise psycho-juridique à l'administration de la justice pénale. In A. Le Blanc, M. Doraï, N. Roussiau & C. Bonardi (Eds.), *Psychologie sociale appliquée : Éducation, justice, politique* (p. 91-116). Paris, In Press.
- Realmuto, G. & Wescoe, S. (1992). Agreement among professionals about a child's sexual abuse status : Interviews with sexually anatomically correct dolls as indicators of abuse. *Child Abuse & Neglect*, 16, 719-725.
- Reinhard, M.-A. (2009). Détecter les mensonges. *Cerveau & Psycho*, 34, 32-33.
- Rivoliier, J. (1992). *Facteurs humains et situations extrêmes*. Paris, Masson.
- Roberts, J.V. & Edwards, D. (1989). Contextual effects in judgments of crimes, criminals and purposes of sentencing. *Journal of Applied Social Psychology*, 19, 902-917.
- Roesch, R. & Blatier, C. (2005). Psychologie légale : une analyse canadienne et européenne. *Revue d'action sociale et médico-sociale*, 48, 6-14.
- Rosenkoetter, L.I., Landman, S. & Mazak, S.G. (1980). Use a moral discussion as an intervention with delinquents. *Psychological Reports*, 46, 91-94.
- Rostaing, C. (1997). *La Relation carcérale. Identités et rapports sociaux dans les prisons de femmes*. Paris, Presses Universitaires de France.
- Sabatier, C. (2007). *La Déterminabilité de « celui qui juge » : quels impacts sur le jugement ? Application et implications dans une Cour d'assises*. Thèse de doctorat de Psychologie sociale, université de Nice – Sophia Antipolis.
- Saks, M.J. & Marti, M.W. (1997). A meta-analysis of the effects of jury size. *Law and Human Behavior*, 21, 451-466.
- Sanday, P.R. (1981). The socio-cultural context of rape : A cross-cultural study. *Journal of Social Issues*, 37 (4), 5-27.
- Sargent, M.J. & Bradfield, A.L. (2004). Race and information processing in criminal trials : does the defendant's race affect how the facts are evaluated ? *Personality and Social Psychology Bulletin*, 30, 995-1008.
- Saywitz, K.J., Geiselman, R.E. & Bornstein, G.K. (1992). Effects of cognitive interviewing and practice on children's recall performance. *Journal of Applied Psychology*, 77, 744-756.
- Scharnitzky, P. & Kalampalikis, N. (2007). Analyse lexicale des sources d'influence dans les jurys d'assises. *Bulletin de Psychologie*, 60 (5), 425-431.

- Schooler, J.W. & Loftus, E.F. (1986). Individual differences and experimentation : complementary approaches to interrogative suggestibility. *Social Behavior*, 1, 105-112.
- Schweder, R.A. (1975). How relevant is an individual difference theory of personality. *Journal of Personality and Social Psychology*, 43, 460-475.
- Selosse, J. (1997). *Adolescence, violences et déviations*. In J.M. Pain & L.M. Villerbu (éds.), Paris, Matrice.
- Senon, J.-L., Lopez, G. & Cario, R. (2008). *Psycho-criminologie : clinique, expertise, prise en charge*. Paris, Dunod.
- Senon, J.-L. & Manzanera, C. (2008). Organisation et articulation des soins dans le champ médico-légal entre psychiatrie publique et justice. In J.-L. Senon, G. Lopez & R. Cario (éds.), *Psycho-criminologie : clinique, expertise, prise en charge* (p. 187-220). Paris, Dunod.
- Shapiro, P.N. & Penrod, S. (1986). Meta-analysis of facial identification studies. *Psychological Bulletin*, 100, 139-156.
- Shaw, J. & Skolnick, P. (1995). Effects of prohibitive and informative judicial instructions on jury decision making. *Social Behavior and Personality*, 23, 319-325.
- Sherif, M. (1935). A study of some social factors in perception. *Archives of Psychology*, 27, n° 187.
- Sip, K.E., Roepstorff, A., McGregor, W. & Frith, C.D. (2008). Detecting deception : the scope and limits. *Trends in Cognitive Science*, 12, 48-53.
- Soresi, S., Nota, L. & Ferrari, L. (2005). Counseling for adolescents and children at-risk in Italy. *Journal of Mental Health Counseling*, 27 (3), 249-265.
- Spence, S.A. (2006). A cognitive neurobiological account of deception : evidence from functional neuro-imaging. In S. Zeki & O. Goodenough (Eds.), *Law and the Brain*. Oxford University, New York, p. 169-184.
- Sporer, S.L., Penrod, S., Read, J.D. & Cutler, B. (1995). Choosing, confidence and accuracy : A meta-analysis of the confidence-accuracy relation in eyewitness identification studies. *Psychological Bulletin*, 118, 315-327.
- Stebly, N.M., Besirevic, J., Fulero, S.M. & Jimenez-Lorente, B. (1999). The effects of pre-trial publicity on juror verdicts : a meta-analytic review. *Law and Human Behavior*, 23, 219-235.
- Steller, M. & Köhnken, G. (1989). Criteria-based statement analysis. In D.C. Raskin (Ed.), *Psychological Methods in Criminal Investigation and Evidence* (p. 217-245). New York, Springer.
- Strömwall, L.A., Bengtsson, L., Leander, L. & Granhag, P.A. (2004). Assessing children's statements : The impact of a repeated experience on CBCA and RM ratings. *Applied Cognitive Psychology*, 18, 653-668.
- Tabary, A. (2005). *L'Enquête sociale dans le cadre judiciaire*. Paris, L'Harmattan.
- Tajfel, H. (1981). *Human Groups and Social Categories*. Cambridge University Press.
- Taylor, A.J.W. (2006). *Justice as a Basic Human Need*. Nova Science Publishers, Inc.
- Timmerman, I. & Emmelkamp, P. (2005). The effects of cognitive-behavioral treatment for forensic inpatients. *International Journal of Therapy and Comparative Criminology*, 49, 590-606.
- Toutin, T. (2000). *Le Profilage criminel*. Paris, La Documentation française.

- Tsoudis, O. (2002). The influence of empathy in mock jury criminal cases : adding to the affect control model. *Western Criminology Review*, 4, 55-67.
- Tulving, E. (1974). Cue-dependent forgetting. *American Scientist*, 62, 74-82.
- Undeutsch, U. (1967). Beurteilung der Glaubhaftigkeit von Aussagen. In U. Undeutsch (Ed.), *Handbuch der Psychologie*. Vol. 11, *Forensische Psychologie*. Göttingen, Hogrefe, p. 26-181.
- Vallotton, A. (2004). L'initiative populaire pour une vraie perpétuité : les méfaits du sentiment d'insécurité en démocratie directe. *Champ pénal, Lectures et Confrontations*. URL : <http://champpenal.revues.org/document38.html>.
- Van Gijsegheem, H. (1995). Plaidoyer en faveur de l'enregistrement vidéo du premier interrogatoire avec la présumée victime d'abus sexuel. *Revue de Droit pénal et de Criminologie*, 11, 930-935.
- Van Koppen, P.J. & Lochun, S.K. (1997). Portraying perpetrators : The validity of offender descriptions by witnesses. *Law and Human Behavior*, 21, 661-685.
- Van Koppen, P.J. & Penrod, S.D. (2003). *Adversarial versus inquisitorial justice. Psychological perspectives on criminal justice systems*. New York, Plenum.
- Verkamt, F. (2009). *L'Entretien cognitif : son adaptation pour l'audition des très jeunes enfants dans un cadre judiciaire*. Thèse de doctorat en Psychologie. Université Blaise Pascal – Clermont-Ferrand II.
- Verkamt, F. & Ginet, M. (2009). Variations of the cognitive interview : Which one is the most effective in enhancing children's testimonies ? *Applied Cognitive Psychology*, 23, 1-19.
- Verkamt, F., Ginet, M. & Colomb, C. (2010). L'Entretien Cognitif est-il efficace pour aider de très jeunes enfants à témoigner d'un événement répété dans le temps ? *L'Année psychologique*, 110, 541-572.
- Viaux, J.-L. (2003). *Psychologie légale*. Frison-Roché / Psychologie vivante.
- Viout, J.-O. (2005). *Rapport du groupe de travail chargé de tirer les enseignements du traitement judiciaire de l'affaire dite « d'Outreau »*. Ministère de la Justice.
- Vrij, A. (2008). *Detecting Lies and Deceit : Pitfalls and Opportunities*. Chichester, John Wiley & Sons.
- Wall, A.M. & Schuller, R.A. (2000). Sexual assault and defendant/victim intoxication : jurors' perception of guilt. *Journal of Applied Social Psychology Special Issue*, 30 (2), 253-274.
- Wells, G.L., Rydell, S.M., Seelau, M.P. (1993). On the selection of distractors for eyewitness lineups. *Journal of Applied Psychology*, 78, 835-844.
- Wells, G.L., Seelau, M.P., Rydell, S.M. & Luus, C.A.E. (1994). Recommendations for property conducting lineup identification tasks. In D.F. Ross, J.D. Read & M.P. Toglia (eds.), *Adult Eyewitness Testimony : Current Trends and Developments*. New York, Cambridge University Press, p. 223-244.
- Wells, G.L., Small, M., Penrod, S., Malpass, R.S., Fulero, S.M. & Brimacombe, C.A.E. (1998). Eyewitness identification procedures : Recommendations for lineups and photospreads. *Law and Human Behavior*, 22 (6), 1-39.
- Whalen, D.H. & Blanchard, F.A. (1982). Effects of photographic evidence on mock juror judgment. *Journal of Applied Social Psychology*, 12, 30-41.
- Wilson, J. & Kelling, G. (1982). Broken windows : the police and neighborhood safety. *The Atlantic Monthly*, 249 (3), 29-38.

- Wolf, M.M., Braukman, C.J. & Kamp, K.A. (1987). Serious delinquent behavior as part of a significantly handicapped condition : Cures and supportive environments. *Journal of Applied Behavior Analysis*, 20, 347-359.
- Wrightsmann, L.S., Nietzel, M.T. & Fortune, W.H. (1998). *Psychology and the Legal System* (4^e édition). Brooks/Cole Publishing Company.
- Yarmey, A.D. (1986). Verbal, visual and voice identification of a rape suspect under different conditions of illumination. *Journal of Applied Psychology*, 71, 363-370.
- Yoshikawa, H. (1994). Prevention as cumulative protection : effects of early family support and education on chronic delinquency and its risks. *Psychological Bulletin*, 115 (1), 28-54.
- Yzerbyt, V. & Schadron, G. (1996). *Connaître et juger autrui*. Presses Universitaires de Grenoble.
- Zimbardo, P. (1969). The human choice : individuation, reason and order versus deindividuation, impulse and chaos. *Nebraska Symposium on motivation* (vol. 17), p. 237-307. University of Nebraska Press.
- Zuckerman, M. & Driver, R. (1985). Telling lies : verbal and non verbal correlates of deception. In A.W. Siegman & S. Feldstein (eds.), *Non-Verbal Communication : An Integrated Perspective* (p. 129-147). Hillsdale, NJ, Lawrence Erlbaum.

En complément des références susmentionnées, le lecteur pourra utilement, pour une meilleure compréhension de certains termes juridiques et psychologiques, consulter les ouvrages suivants :

- Les Guides de la Justice : Les 200 mots clefs*. Ministère de la Justice : Service de l'Information et de la Communication.
- Maurion, A. & Maurion-Palermo, C. (2010). *Dictionnaire des sigles, des associations et des mots. Santé, justice, pénitentiaire et social*. Éditions Heures de France.

Index des notions

A

associations d'aide aux victimes 12
audition 14

C

carcéralité 74
Comparution sur Reconnaissance
Préalable de Culpabilité 40
conflits intergroupes 88
crédibilité 20
criminologie psychosociale 98

D

délibération 59
délibéré 59
délinquance sexuelle 81
détection du mensonge 23
droit 3

E

éducation à la santé 83
éducation socio-morale 85
Entretien cognitif 15
expertise de psychologie sociale 98

I

identification 27

L

loi 3

M

médiation judiciaire 41
médiatisation 46
Mesure Judiciaire d'Investigation
éducative (MJIE) 43

P

portraits-robots 29
prévention de la récidive 86
prise en charge psychologique 78
procès 60
profilage 31
psychologie criminologique 6
psychologie judiciaire 6
psychologie juridique 6
psychologie légale 6

R

rapports d'expertise 54
responsabilité pénale 43

S

sanction 70
sentiment de justice 64
soumission à l'autorité 61

stéréotypes 51
suggestibilité 19

T

témoignages 53
troubles psychologiques 91

V

victime 56
victimologie sociale 99